



SOMMAIRE

Nouvelles du Groupe Futuroouest	03
Envoi n°01 : Bio, alimentation, santé	04
Envoi n°02 : PIB&JO / 2012-2016	06
Envoi n°03 : Les mines du ciel	08
Cogito n°01 : De la violence	10
Cogito n°02 : Artisanat en Europe	16
Cogito n°03 : Apprendre au 21e siècle	19
Mémoires du futur	26
Bibliographie, Web...	76

Le futur n'est pas la poubelle du présent

Plusieurs textes de réflexion de fond sont en préparation dans l'entourage du Groupe Futuroouest, notamment via son Institut de Recherches Prospectives. Les lecteurs habituels de la revue FuturWest ont pu se rendre compte que nous accueillons dans nos colonnes des points de vue très divers, y compris sur des sujets ou des concepts avec lesquels nous ne sommes pas forcément d'accord.

Le pluralisme et les vrais débats sont à ce prix ... et bienvenus.

Si vous êtes intéressé(e) par une proposition d'article, contactez-nous contact@futuroouest.com

La revue futurWest est une publication du Groupe FUTUROUEST
Éditée par Futuroouest Sarl, propriétaire de la marque FuturWest au capital de 40000€
SIRET : 409 769 908 00016 - 3, Boulevard Cosmao Dumanoir 56100 Lorient
Tél. 33 (0)2 97 64 53 77 / Fax 33 (0)2 97 64 43 71

Direction de la Publication : liam.fauchard@futuroouest.com / Conception graphique : eloanne29@gmail.com
ISSN 1633 1060 / Dépôt légal : 4^e trimestre 2016

Conférences

- **Mars 2017, à Lorient**
L'avenir du travail : formes, organisations, statuts...
- **Avril 2017, à Rennes**
L'économie symbiotique

Publications

« *Destins bretons* »

Hommage posthume à Loeiz Laurent, premier Président de FUTUROUEST Recherches (Asso) - L'Harmattan 2016 – 160 pages

- « *Samuel Beckett ou l'horizon sans fin* » - **Liam FAUCHARD**
Éditions Ed2A 2016 – 100 pages (www.editions2a.com)
- « *2030 : Mutations des relations sociales* »
Liam FAUCHARD – Gérard GUIGOURES – Jean PIANEL
L'Harmattan 2014 – 200 pages
- « *Démocratie participative : progrès ou illusions ?* »
Liam FAUCHARD & Philippe MOCELLIN – L'Harmattan 2012 – 280 pages

Formations à venir

- Initiation à La Démarche Prospective : date à venir pour 2017 à LORIENT

Index

- Index des Cogito
- Index des NDL par auteurs
- Index des NDL par thèmes

www.futuroouest.com [*Publications*]

Agenda

- Se reporter au site www.futuroouest.com

L'*homo sapiens* de la planète Terre est un inventeur formidable et infatigable. Néanmoins, pour l'heure, il y a trois choses qu'il ne peut pas remplacer artificiellement et qu'il est contraint de faire sous peine de mort rapide : respirer, dormir... et manger.

Depuis trois décennies dans les Pays développés sont apparus des réflexions sur la nature et la qualité des produits ingérés quotidiennement, souvent sur un mode alarmiste anxigène – ça occupe les grands médias dans leur quête de sensationnalisme – et compte-tenu des « découvertes » de produits chimiques dans les aliments, prétendus néfastes à la santé, bien qu'ils soient ingérés depuis des décennies et que parallèlement l'espérance de vie soit passé de 50 à 80 ans.

Localement, à l'écart des grandes concentrations urbaines sont apparus des circuits courts du producteur au consommateur, des AMAP – Associations pour le Maintien d'un Agriculture Paysanne -, des magasins Bio, etc. Malgré leur intérêt, ces systèmes sont loin d'être aptes à se substituer véritablement à la grande distribution et à d'autres formes de circuits courts tels que la commercialisation directe sur les marchés ou la cueillette à la ferme, cas plutôt urbain dans le premier, cas plutôt rural dans le deuxième. Dans les grandes agglomérations, ils fournissent **1 % des denrées alimentaires consommées en France.**

Plus profondément, il convient de raisonner en termes de conséquences pour la santé... à long terme, voire très long terme. Ainsi, un végétarien qui promeut ce mode d'alimentation pour des raisons éthiques ne peut le faire à notre époque parce des générations qui l'ont précédé depuis des dizaines de milliers d'années...ont mangé de la viande, ce qui a permis d'avoir le cerveau avec lequel il raisonne... ou déraisonne selon les points de vue.

Dans un ouvrage paru en 2012 « *La bio, entre business et projet de société* », l'auteur estime c'est davantage un projet de société qu'une technique agronomique, c'est la thèse qu'il va défendre. Elle est « tendance », mais il existe selon lui une véritable demande que les choix politiques n'encouragent pas, l'augmentation de la production ne suffit donc pas. 35 % des produits bio en France sont importés, mais aussi que la bio ne concerne que 2% de la consommation alimentaire, sans omettre qu'elle se sert des méthodes traditionnelles de marketing pour attirer le chaland.

Les conséquences de consommation de produits « clean » ne sont pas immédiates. Néanmoins, la pharmacovigilance fait apparaître parfois des carences relativement bénignes, mais plus souvent des modifications ou des atteintes au microbiote intestinal. Or, environ 80% des cellules du système immunitaire humain sont situés à l'intérieur de la muqueuse intestinale ou à son voisinage. Elles sont aux avant-postes de l'interface la plus grande avec le monde extérieur. Des cohabitations entre bactéries pathogènes et bactéries facilitantes sont à l'œuvre depuis des temps lointains. Toute remise en cause ce cet équilibre débouche sur des dérèglements d'un niveau de simple désagrément passager au niveau pathologique prononcé. Or, il est un domaine bien connu d'adaptation de l'être humain à des ingestions de substances inhabituelles, pourvu que ce soit à petites doses (Paracelse), c'est la mithriditisation qui, petit à petit, renforce les défenses immunitaires de l'organisme. L'ennui, c'est que jusqu'à maintenant nous avons constaté *in situ* qu'elle fonctionne dans le sens qui vient d'être décrit, et pas en sens inverse.

Conclusion : s'il faut être vigilant sur la présence de traces de produits chimiques dans les aliments, il convient dans le même ordre d'idée d'être circonspect quant à l'ingestion de produits alimentaires « clean ».

Le mieux est, là encore, l'ennemi du bien.

Liam FAUCHARD / FutureScan / Juin 2016

Sources

- Universalia 2016
- Mithridate et Paracelse, FuturWest N°55.
- Philippe BAQUE, La bio entre business et projet de société, Agone 2012.

Extraits de la NDL du livre de Ph. Baque, parue dans FuturWest n°47

Les principes fondamentaux de l'agriculture biologique sont expliqués pour les non-initiés (fertilité des sols, gestion des ravageurs, des maladies, amélioration des plantes et des animaux), et les courants fondateurs sont décrits :

- = la biodynamie de Steiner, qui utilise le principe de force cosmique de l'univers,
- = l'agriculture organique de Howard, qui valorise l'activité biologique naturelle du sol,
- = l'agri organo-biologique de Hans et Muller qui prône le compostage et l'ajout d'activateurs microbiens pour la fertilité des sols,
- = la permaculture de Fukuoka qui mise sur une agriculture naturelle non perturbée, avec couverture permanente des sols.

(::// ::)

La bio, pour être reconnue comme telle, doit être labellisée. Il existe plusieurs organismes certificateurs, mais là aussi l'auteur joue les petits contre le gros. Le gros, c'est Ecocert, « un certificateur sans états d'âme » qui, au nom d'une démocratisation de la bio, encourage les grosses structures. Les petits, c'est Demeter sur la biodynamie, Nature et Progrès dont l'auteur ne tarit pas d'éloges. A souligner un exemple de biobreizh qui cherche à se démarquer de la bio industrielle avec une organisation de producteur « à part », visant l'autonomie.

(::// ::)

L'auteur conclut alors que la bio traverse une crise identitaire, il faut donc « une autre bio pour un autre monde ». Le bio doit donc remettre en cause le capitalisme et l'économie libérale et être porteur d'un projet de société. Les pistes qu'il propose sont « le droit à la terre comme bien commun » (non sans une certaine nostalgie pour le Larzac), et un changement social radical nécessaire, où changement climatique et inégalités sociales doivent être résolus ensemble.

MPF

Texte additionnel à Texte additionnel à celui paru en 2012 suite aux Jeux Olympiques de Londres.

Les données ici traitées concernent les J.O. de Rio de Janeiro

PAYS	Population	Médailles 2016	Médailles 2012	RNB/Habitant US\$
USA	319 000 000	121	104	53670
CHINE	1 365 000 000	070	087	06560
GRANDE-BRETAGNE	64 500 000	067	065	39110
RUSSIE	144 000 000	056	082	13860
RFA	81 000 000	042	044	46100
FRANCE	67 000 000	042	034	42250
JAPON	127 000 000	041	038	46140
AUSTRALIE	24 000 000	029	035	65520
ITALIE	60 000 000	028	028	34400
CANADA	36 000 000	022	018	52200
CORÉE (Sud)	50 500 000	021	028	25920
PAYS-BAS	17 000 000	019	020	47440
BRÉSIL	206 000 000	019	017	11690
AZERBAIDJAN	9 500 000	018	010	07350
NOUVELLE-ZÉLANDE	4 500 000	018	013	30620
ESPAGNE	49 000 000	017	017	29180
KAZAKHSTAN	17 500 000	017	013	11380
DANEMARK	5 700 000	015	NC	61110
HONGRIE	10 000 000	015	017	12410
KENYA	45 000 000	013	011	00930
OUZBÉKISTAN	31 000 000	013	NC	01900
CUBA	11 200 000	011	014	05355
JAMAÏQUE	2 700 000	011	012	05220
POLOGNE	38 500 000	011	010	12960
SUÈDE	9 700 000	011	NC	59130
UKRAINE	45 500 000	011	020	03960
CROATIE	4 200 000	010	NC	13330
RSA	54 000 000	010	NC	07190
TCHÈQUE	10 500 000	010	10	18060

Ces 29 Pays (enfin, leurs athlètes) sur les 206 du C.I.O. ont obtenu plus de 10 médailles et totalisent 788 médailles, soit 81 % du total (974 médailles) des 87 Pays ayant eu au moins une médaille.

Dans ce Top-29, apparaissent la Croatie, le Danemark, l'Ouzbékistan, la RSA, la Suède qui ne figuraient pas dans le Top-26 de 2012.

En retour, sortent du classement des Pays ayant obtenu au moins 10 médailles en 2012 (Top-26), le Belarus, l'Iran.

Comme en 2012, nous corrélons maintenant les résultats avec le potentiel démographique, avec la même réserve qu'il y a quatre ans.

Rang corrigé obtenu	PAYS	Rang précédent	Nota
01	JAMAÏQUE	23	
02	NOUVELLE-ZÉLANDE	15	
03	POLOGNE	24	
04	DANEMARK	18	
05	CROATIE	27	
06	AZERBAIDJAN	14	
07	RSA	28	
08	BRÉSIL	13	
09	AUSTRALIE	08	Récurrent
10	SUÈDE	25	

Seule l'Australie figure dans le Top-10 initial et le Top-10 corrigé.

Comme en 2012, nous présentons ci-dessous le classement des Pays en fonction de leur RNB/Habitant corrélé avec le RNB/ Habitant du Pays ayant emporté le plus de médailles, les USA.

PAYS	Médailles théoriques	Médailles obtenues	Commentaire
AUSTRALIE	147	29	-
PAYS-BAS	106	19	-
RFA	103	42	-
JAPON	103	41	-
France	095	42	-
GRANDE-BRETAGNE	088	67	-
ITALIE	074	28	-
NOUVELLE-ZÉLANDE	068	18	-
CORÉE (Sud)	058	21	-
RUSSIE	031	56	+
KAZAKHSTAN	025	17	-
RSA	016	10	-
AZERBAIDJAN	016	18	+
CHINE	015	70	+
CUBA	012	11	# =
JAMAÏQUE	011	11	=
UKRAINE	009	11	+
OUZBÉKISTAN	004	13	+
KENYA	002	13	++
Etc.			

Sources = Universalia 2016.

Le propos comme quoi nous, espèces terriennes, vivrions dans un « monde fini » est non seulement un contresens mais aussi une absurdité concrète. C'est un peu comme si, au 15e siècle, de beaux penseurs – il y en eut peut-être – avait décidé doctement qu'en dehors du monde connu, c'est-à-dire grosso modo l'Europe, il n'y avait rien d'autre...

Les discours anxiogènes sur la raréfaction des ressources énergétiques, alors qu'il n'y a jamais eu autant de pétrole, de gaz, de charbon, de thorium... disponibles à des coûts économiquement viables, trouvent leur écho dans la soi-disant raréfaction des minerais et autres matières premières non-agricoles. Rien que « l'alerte » sur les Terres Rares montrent l'inanité de tels propos relayés par des médias complaisants : 1/ Elles sont recyclables à l'infini. 2/ Des géologues japonais en ont découvert off shore, cent fois plus que dans la croûte terrestre !

Dans le même ordre d'idée, au-delà des réserves terrestres qui restent encore gigantesque pour un avenir proche, ce sont les astéroïdes qui tiennent le devant de la scène en recherches nouvelles pour s'assurer des minerais à foison. La ceinture d'astéroïdes qui se trouve entre les orbites de Mars et Jupiter constitue un résidu du disque protoplanétaire originel qui a donné naissance au système de Sol. Il y en a des millions, de toutes tailles et pour l'heure encore trop lointains pour concevoir une exploitation simple et rentable. Il n'en est pas de même avec ce que l'on nomme les « **géocroiseurs** », ces astéroïdes qui visitent régulièrement l'espace circumterrestre à des distances respectables pour notre sécurité.

La capture de l'astéroïde 1986DA (2 km, un petit !) identifié par le planétologue William Hartmann en 1994 pourrait apporter 3.1013 kg de minerais (Fer, Cobalt, Platine, Nickel...) pour une valeur estimée au cours actuels des métaux à près de 100 G\$. Pour mémoire, la consommation annuelle de minerais par toutes les industries terrestres est de l'ordre de 5 Gt (5.1012 kg) – autrement dit, à lui seul, 1986DA en apporte pour dix années linéaires. Si, pour les personnes refusant l'avenir et baignant dans la déclinologie récurrente l'entreprise paraît inimaginable, il leur suffit de savoir que des gens très sérieux comme les Luxembourgeois y songent très concrètement. **Le Grand-Duché** a ouvert une ligne de crédit de 200 M€ pour développer les technologies liées à l'utilisation des ressources de l'espace. Une Loi ad hoc en préparation entrera en vigueur en 2017 ; elle vise à garantir la propriété de la roche spatiale aux entreprises l'exploitant en accord avec la législation internationale – bien imprécise sur le sujet, au demeurant. Des entreprises comme Planetary Ressources et Deep Space Industries déjà positionnées sur cette prospection spatiale depuis plusieurs années, ont déjà créé des représentations aux Luxembourg.

Si l'on ajoute les projets de l'ESA d'installer des bases permanentes sur la Lune à l'horizon 2025-2030 et le projet chinois d'exploitation de l'Hélium3 de notre satellite naturel, le panorama se garnit très sérieusement. Pour la Chine comme pour l'ESA – et peut-être les USA s'ils quittent leur position frileuse actuelle – et sans omettre les investisseurs privés, l'exploitation concrète de l'espace est bien notre nouvelle frontière.



LES MINES DU CIEL

suite

Fondée en 1975, l'ESA – **European Space Agency** - comprend : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchéquie.

Le Canada agit aussi au titre d'un accord spécifique de coopération.

Les plus gros contributeurs au budget 2015 de l'ESA – 4,4 G€ - ; Allemagne (24,6 %) + France (22,2 %) + Italie (10,2 %) + Royaume-Uni (9,9 %), soit # deux-tiers du total. Le budget est aussi abondé par l'Union Européenne et EUMETSAT – organisme européen des satellites météo.

Par ailleurs, sept États de l'Union Européenne ont des accords de coopération avec l'ESA, pouvant à terme se concrétiser par une adhésion formelle : Bulgarie, Chypre, Lettonie, Lituanie, Malte, Slovaquie et Slovénie. La Croatie pourrait aussi faire partie de ce groupe.

Liam FAUCHARD / FutureScan / Juillet 2016

Elle me plait bien cette forme ancienne du titre dont le latinisme fleure bon les œuvres de Cicéron ou de Sénèque, manière implicite de rappeler que la violence dont nous nous croyons submergés ne date pas d'aujourd'hui, comme le montre l'étymologie gréco-latine du mot : « bia » ou « vis » désignant au premier sens la « force vitale ». De la « vie » on passe aisément aux acceptions multiples de la « violence », comme si cette dernière était incluse dans la première. Si les mots ne mentent pas – on peut les faire mentir, ce qui n'est pas la même chose -, on tiendra pour exacte cette inclusion consécutive à ce qu'on appelle la nature humaine. Le titre indique aussi que le propos qui va suivre se présente comme un discours libre, une réflexion à bâtons rompus sur ce thème de la violence.

Constat

Devant la montée et la banalisation de la violence actuelle, d'aucuns s'interrogent, d'autres s'alarment. Dans un éditorial du quotidien *Ouest-France* (26 juin 2016), Jean-François Bouthors, à l'occasion du massacre d'Orlando (USA), entend ne pas limiter la violence au seul terrorisme islamiste, constatant que celui-ci est partie prenante d'un « phénomène plus large », à savoir la « montée de la fascination pour la force » et pour le déchaînement de l'agressivité dans tout l'espace social et politique, et dans toutes les sociétés. De fait avant même d'en arriver au hooliganisme qui a jeté les uns contre les autres des supporters russes et anglais, à Marseille à l'occasion de l'Euro 2016, nous pourrions mettre en avant la simple brutalité de nos débats politiques qui enchaînent slogans et phrases choc propres à séduire les médias friands en la matière, et volonté de ne laisser à l'autre que le choix entre se taire ou se laisser vaincre, c'est-à-dire convaincre. Il ne s'agit plus de débattre mais d'imposer son point de vue comme unique et seul vrai, la seule liberté de l'autre mué en ennemi, étant de se soumettre. Mais on peut refuser cette solution ultime, ou s'en arroger le droit : l'histoire récente vient de nous montrer des écologistes, voire élus du suffrage universel, affirmer sans ambages qu'un résultat positif au référendum sur le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes serait pour eux nul et non avenue. Après tout, si le peuple ne nous convient pas, changeons le peuple! Cela dit, si les mots ont un sens, on appelle putsch une prise de pouvoir assortie du refus de respecter le choix des urnes. « Le fascisme ne passera pas », clamait-on, il n'y a guère si longtemps, en de semblables cas. Mais comment aujourd'hui appelle-t-on ce veto aux élections démocratiques et libres, proclamé par les écolos et leurs affidés ? Cela ne s'appelle plus, cela ne s'appelle pas, preuve et résultat d'une violence banalisée. Et les exemples pleuvent de haut : on se souvient des querelles Fillon-Coppé à la suite du vote des militants pour choisir qui présiderait leur mouvement politique. Quant à la préparation des prochaines primaires aux élections présidentielles et à leur subséquente débauche de manœuvres retorses et de vanités égotiques, quel bel exemple de violence verbale dont on ne sait plus s'il faut en plaindre la morbidité ou moquer la suffisance. Violence affichée : après que les Français, dans une communion nationale ô combien admirable aient déclaré leur amour à leur police à la suite des attentats de janvier 2015 à Paris, on aura vu quelle image de cette même police auront donné des affiches de la C.G.T. pour dénoncer les violences policières, selon une expression quasi devenue une sorte de pléonasmе d'un discours syndical éculé. Lors des mêmes manifestations contre la loi sur le travail, on aura pu voir des individus s'attaquer à un hôpital. Je ne me souviens pas que cela ait provoqué dans le « pays des droits de l'homme » un tollé de conscience contre un acte qu'interdisent même les lois de la guerre...

DE LA VIOLENCE

suite

Du côté de l'État, nous sommes également bien lotis : qu'un gouvernement fasciste, celui de Pétain, brise l'unité nationale historique d'un pays, la Bretagne, n'émeut pas outre mesure les gouvernements suivants, démocratiques, qui auront tous entériné l'inique mesure. Il est vrai qu'on ne voit guère comment un état centralisé dont les chiens de garde fonctionnaires ont massacré les pays de France dans un découpage régional stupide, aurait décidé la réunification du Duché puis des États de Bretagne, en réintégrant Nantes et la Loire-Atlantique à sa région. Dans un ordre similaire de constat, la France continue à se distinguer en refusant encore et toujours de signer la Charte européenne des langues minoritaires, condamnant le breton à n'être que l'ombre encore et toujours vivante de ce qu'il devrait être. Or la Déclaration Universelle de l'Unesco sur la diversité culturelle (2001) signée par la France, suivie par la Déclaration de Fribourg sur les droits culturels (2007) font expressément de l'usage de sa langue, pour toute entité ethnique, un droit intangible relevant des droits de l'homme ! Le refus de reconnaître et favoriser l'usage d'une langue autre que la langue nationale dans une nation n'est que la violence d'un silence imposé. Ce ne sont pas les récents propos de Manuel Valls en Corse concernant l'utilisation de la langue, qui permettent d'augurer d'un sursaut et d'un progrès de la démocratie dans la république « une et indivisible ».

Et puisque comme le dit le proverbe, on n'arrête pas le progrès, voici la violence des innocents, des gentils et des purs. C'est que, voyez-vous, non, on ne peut pas faire, dire... On ne peut tout de même pas « stigmatiser » ceux-ci ou ceux-là. Et longue est la liste des stigmatisables ! On ne saurait impunément se moquer ni rire de tout, surtout pas du sacré. « C'est quoi le sacré ? – Ce qui l'est pour moi ! » : visa pour l'intolérance. Allez, vous pouvez bien le reconnaître : ils l'avaient bien cherché les humoristes de *Charlie-Hebdo*. Ben voyons ! Pour les nazis, les vrais, comme pour les despotes de pacotille, les victimes l'ont toujours au moins, un peu bien cherché. Hé bien, non ! La morale veut que la victime de toute forme de violence est une victime, que les « bourreaux » ne peuvent recevoir aucune justification, sauf celles irrationnelles et méprisables qu'ils s'octroient. Et le droit au blasphème, s'il ne fait pas partie des bonnes manières, appartient aux droits de l'homme, comme l'affirme André Comte-Sponville (*Le Monde*, 10 mars 2015). Il faudrait lire le « Plaidoyer pour la liberté d'offenser » du philosophe Paolo Flores d'Arcais (*Philosophie – Magazine*, mars 2015) pour (re-)comprendre que toute violence – c'est-à-dire l'exercice brutal d'un pouvoir qui n'admet ni réplique ni réciprocité – s'exerce contre la liberté et donc contre l'homme. Quant à la violence hypocrite et insidieuse des doux, je conseille vivement de lire dans *Le livre du rire et de l'oubli* (1979) roman de Milan Kundera, le passage horrible de la plus mignonne des dictatures possible, l'« île des enfants ». L'amour est aussi violence, la gentillesse enthousiaste, son arme. Aime-t-on les pauvres parce qu'on hait les riches, les ouvriers parce qu'on hait les patrons ? Aime-t-on la nature parce qu'on hait les infrastructures économiques indispensables au travail et à la vie des hommes ? A force d'« aimer », ne va-t-on pas jusqu'à plus dénoncer les violences exercées contre les animaux que contre les hommes ? Sur le fond, il est juste de dénoncer celles pratiquées dans certains abattoirs. Et les dénonciateurs seraient encore mieux venus s'ils s'attaquaient avec la même virulence aux abattoirs rituels religieux. Ah ! excusez-moi. J'oubliais : il ne faut pas stigmatiser ! Mais au moins conviendra-t-on – tolérance oblige – que le choix de refuser d'abattre des animaux et de consommer leur chair vaut pour soi et ne saurait être imposé à tous, ce qui revient à une forme de violence idéologique.

Explications premières et retournement de situation

Cette violence généralisée est abondamment commentée, expliquée voire justifiée : absence d'avenir certain et immédiat pour toute une part de la jeunesse, chômage, ghettoïsation, mépris subi, etc... Que cela donne à comprendre, sans doute, mais de là à justifier la violence ? Pourtant, il se trouve qu'elle soit juste et positive en face d'une violence imposée, subie, opposée aux droits de l'homme : comment ne pas songer à la Résistance ? Une violence négative des droits culturels, de ceux de « vivre et travailler au pays » en toute liberté ne peut qu'être violemment combattue : souvenons-nous des actions militantes menées en marge des travaux du CELIB (Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons), de la prise de la sous-préfecture de Morlaix par des paysans conduits par Alexis Gourvennec, des combats contre le projet de centrale nucléaire à Plogoff, voire des attentats du F.L.B qui furent dirigés contre des objectifs matériels, non contre des personnes. L'examen de ces luttes sociales qui recourent à une certaine violence montre qu'elles se situaient dans la perspective d'un débat qui n'était plus démocratique parce qu'il était refusé par les pouvoirs publics. Ces violences s'inscrivaient dans une volonté affirmée de vie (bios et non bia, vita et non vis, si l'on revient à l'étymologie) individuelle, communautaire, sociale et politique porteuse d'avenir. Rien à voir avec le plaisir plus ou moins alcoolisé d'en découdre pour en découdre, de casser ou détruire pour rien, par refus nihiliste de tout futur. En ce dernier cas, désespoir des casseurs, dira-t-on. Je veux bien, mais qu'on m'explique pourquoi tant de jeunes voués à un présent à peu près vide, tant de chômeurs depuis si longtemps, tant de démunis ne constituent-ils pas une formidable cohorte qui pourrait devenir révolutionnaire. Mais fait-on la révolution, quand on est réduit au désespoir ? L'absence d'espoir n'est-elle pas une insidieuse et implacable violence ?

Exégèses autres

Dès son origine, la psychanalyse s'est trouvée confrontée à la question de la violence, non de manière frontale mais de biais à travers l'analyse de la libido, du complexe d'Œdipe, du désir phobique de l'inceste. Ce que la famille et la société imposent à la sexualité et traduisent à travers l'éducation, ne peut qu'engendrer une agressivité qui sera, elle aussi, contrôlée, voire réprimée ou alors détournée et conduite vers des buts oscillant entre sainteté et religion de la violence. Freud concluait *Malaise dans la civilisation* (1929) par cette interrogation : « la question du sort de l'espèce humaine me semble se poser ainsi : le progrès de la civilisation saura-t-il, et dans quelle mesure, dominer les perturbations apportées à la vie en commun par les pulsions humaines d'agression et d'autodestruction ? A ce point de vue, l'époque actuelle mérite peut-être une attention toute particulière ». Sans aucun doute, et l'Histoire répondra sans tarder. Mais dépassant l'analyse des faits psychiques et de leur traduction dans l'existence, il reconnaissait, dans le même ouvrage, avoir négligé la simple et réelle nature de l'homme, de tous les hommes de tous les temps. Il récuse donc « ceux qui préfèrent les contes de fées ». et « font la sourde oreille quand on leur parle de la tendance native de l'homme à la « méchanceté », à l'agression, à la destruction et partant à la cruauté ».

Autre point de vue intéressant que celui de Gérard Mendel (*La Révolte contre le père*, Payot 1968) établissant un lien étroit entre pan-nihilisme et sadisme et rappelant que pour Hitler, les seules vraies valeurs étaient les valeurs de nature. Mendel rapporte à cette idéologie de la nature, tout un courant actuel nihiliste et destructeur qui « se réclame de la lutte contre la rationalité » et affirme la « négation d'une spécificité humaine qui différencierait radicalement l'homme de l'animal ».

Plus proche de nous, Klaus Theweleit se livre à une analyse de la violence à travers l'exemple du nazisme dans *Fantasmalogies* publié en 1977 en Allemagne, traduit en 2015 en France. L'auteur reprend et critique toute la tradition psychanalytique jusqu'en ses auteurs plus récents (Deleuze, Guattari, Mélanie Klein...). La violence est l'expression d'un rejet et d'une volonté de domination de la femme, par l'homme. Celle-ci n'est qu'abandon et lascivité, flots et flux. Castratrice, elle est la goule mortifère. Mère, elle est autant la protectrice de tous les enfants contre le père qu'une « mère de fer ». Après l'abandon par Guillaume II de Germanie livrée à elle-même, il fallait un maître assez fort pour faire de la masse délaissée à elle-même un peuple. Au-delà de cette perspective historique, K. Theweleit détermine que « le fascisme n'est pas une question de régime politique non plus qu'une question de doctrine économique, et encore moins une question de système ». Puisque l'inconscient ne porte en lui que « le désir de désirer » et que l'agressivité humaine, ne se limitant à une réponse déterminée à un fait psychique, est « un fait biologique propre à l'espèce », la violence est inhérente à l'être humain. L'expression concrète de la violence, entre individus, entre corps d'armée, contre des corps ethniques (les Juifs pour les nazis), contre des corps habités par les démons de l'idéologie, de l'incroyance et de l'hérésie (l'ennemi de classe pour les communistes, le non musulman pour les intégristes), ou de la différence intolérée (l'homophobie), devient une jouissance, une extase conduisant à la volupté de la violence. D'où la supériorité du fascisme en la matière ou des radicalismes religieux qui satisfont des besoins liés à un « état infantile de dépendance absolue ». Quant à l'antisémitisme allemand, K. Theweleit montre son fondement dans la rhétorique du corps immonde (« juiverie » est synonyme de vérole) à quoi s'ajoute la haine et la jalousie contre l'argent (les Juifs sont riches et sont patrons) et bien sûr, ils dévorent les autres peuples ou races (le Juif est lui-même une effroyable goule). Enfin, mais non des moins intéressants : l'homme d'acier nazi, rouage du Reich unique et indivisible, n'est pas sans préfigurer le technocrate moderne.

L'imaginaire littéraire met en scène, avec une puissance inégalée, ce que les sciences humaines ont postérieurement découvert. Œdipe ne se résume pas à « son complexe » et il appartient plus à Sophocle qu'à Freud. A la fin de son dernier roman, *Coco perdu* (1978), le romancier Louis Guilloux met en scène deux sympathiques folichons qui se donnent en spectacle dans un restaurant. Voici que l'un d'eux aperçoit Hitler : « Tiens ! Te v'là revenu ? On croyait pas. Ils ont rien dit c'midi à la télé (...) Quéqu't'as foutu depuis c'temps là ? T'as vu tout c'qu'on a fait, nous ? (...) Parce que ça fait trente ans passés qu'on t'a pas vu. T'as fait Auschwitz, ça bien sûr ! Mais nous on t'a répondu, mon p'tit vieux, on a fait les drugstores, on a les multinationales, la société libérale, avancée, quoi ! ». A « ceux qui préfèrent les contes de fées », à ceux qui parlent une langue de bois, à ceux qui s'abêtissent dans le politiquement correct, la littérature oppose la résistance du littérairement incorrect et propose la liberté une et indivisible.

Du côté de la sociologie et de la psycho-sociologie, dans *L'invention de soi* (Armand Colin, 2004), Jean Claude Kaufmann développe les conséquences d'une pauvreté en ressources culturelles qui, sous forme d'un « autisme identitaire, isole (...) de la société qui poursuit son mouvement vers toujours plus de complexité ». L'élite sociale, culturelle, politique « ringardise » ceux qui sont ainsi démunis et leur impose mépris et moqueries plus ou moins explicites. Reste aux victimes à s'enfermer dans la construction d'une « personnalité autoritaire » grâce à la « crispation sur quelques idées fixes » et à « l'énergie oppositionnelle contre toutes sortes d'ennemis ». Par un « délit d'intolérance et d'ethnocentrisme caractérisé », par une « tentative d'étouffement de la liberté de s'inventer autre pour les plus démunis », l'élite les condamne au repli dans « leur seule identité totalitaire, grosse d'incompréhension, de souffrance et d'explosion de haine ». Autant de candidats à toutes les radicalisations : skinheads, casseurs, intégristes et djihadistes.

Du côté de la littérature : le holisme de Louis Guilloux

Avant d'aborder l'œuvre du romancier breton, un rappel et deux anecdotes. On appelle holisme, l'affirmation que l'homme est un tout qui ne peut être expliqué par ses différentes composantes prises séparément.

Il faut se rappeler ce sadique appel des déportés par les SS dans les camps nazis. Dans le petit matin froid de l'hiver, quel plaisir de compter et recompter les internés au ventre vide. Plaisir suprême du « chef comptable » : se faire servir devant ses victimes de quoi déjeuner. Une cour de récréation où s'ébattent de jeunes élèves. Il y en a toujours au moins un, timide, pas très costaud et plutôt seul. S'approche un déluré, suivi de quelques copains subjugués : « tu veux un bonbon ? », demande le chef. « Oui », susurre le gamin. « T'en auras pas ! T'en auras pas ! ». Cela vous dit quelque chose ?

Dans ses *Carnets* (Tome I, 1978), Guilloux relate longuement cette anecdote datée de septembre 1934. Dans un compartiment de train, une femme exerce tout un jeu violent de menaces et de chantages sur un petit garçon. Les autres personnes ne disent mot : la femme « s'admire et on l'admire. On jouit en chœur ». Sitôt après l'anecdote, Guilloux note : « 3 septembre 1934 – Demain le Congrès nazi à Nuremberg »... Quelques pages plus loin, « à l'histoire du petit garçon que sa grand mère torture en le menaçant de le jeter par la portière, il fallait bien une réplique ». Toujours dans le train, un enfant jette à sa mère : « A boire ». La jeune femme, douce, effacée sort d'une valise un verre et une bouteille de vin rouge dont le garnement se saisit. La mère reprend la bouteille que lui réclame l'enfant éruçant : « je le dirai ce soir à papa et il te foutra sur la gueule ». Une autre histoire aussi véridique que la première en attendant le prochain congrès nazi?

L'œuvre entière de Louis Guilloux illustre ce « mal absolu » - expression de son ami André Malraux - qui se manifeste à travers la violence. Exclus et suicidés de l'économie dans *La Maison du Peuple* (1927) ou *Le Pain des Rêves* (1942), violence de l'institution scolaire et de son dressage-formatage organisé, violence conjugale ou familiale dans *Le Sang noir* (1935) ou *Le Jeu de Patience* (1949), violence de l'exil, trahisons politiques, etc. Mais la lucidité de l'écrivain lui fait discerner aussi une des origines du mal et de la violence dans les omissions de tout un chacun, dans une lâcheté partagée : « où sont les pires criminels, ceux qui déclarent la guerre ou ceux qui la font? Aussi coupables les uns que les autres. Les hommes sont aussi lâches que des moutons et c'est la lâcheté qui fait la guerre. Le peuple ! Il marche pour la patrie et une ration de vin ». (*Angéline*, 1934)

« Ah! Si les hommes avaient eu le respect d'eux-mêmes et d'autrui, il n'y aurait pas eu tant de misère (...). La faute en était à la crise. Mais que voulait dire ce mot ? Et suffisait-il de le prononcer pour tout expliquer ? » (*Le Jeu de Patience*)

En date d'octobre 1939, L. Guilloux dans ses *Carnets* se livre à une analyse des origines de la guerre. Tandis qu'à l'extérieur se déchaîne une forte tempête comparée à une « énorme bête aveugle », l'écrivain se dit que l'homme n'est guère différent de ce monstre primitif, qu'il reste toujours le même, aveugle, sourd, violent, primitif et que même la lutte contre les éléments et contre la nature ne lui suffit pas. « Il faut » autre chose « à son activité débordante, à sa fièvre incompréhensible ». Un plus lui est nécessaire : « la guerre soit-disant abhorrée, haïe, vomie, en réalité adorée ». Au terme de sa réflexion, Guilloux de conclure : « à ce prix-là, il est content. Oui, je dis qu'il est content. Il faut que la guerre lui plaise, qu'il la veuille, qu'il l'aime, que ce soit le fond-même et la clé de sa nature ou alors quoi ?

En date de septembre 1945, Guilloux livre un exact pendant au texte d'octobre 1939. La guerre achevée, « nous ne savons que trop jusqu'où on peut contraindre les hommes », écrit-il. La contrainte - toutes les contraintes - ne créent que la violence, jamais l'amour ni « l'élan spontané de la joie ni de la ferveur ». Et l'auteur de conclure : « il faut que les cœurs soient libres ». C'est pourquoi « le seul progrès qui importe, c'est celui d'une certaine conscience » et qu'il ne faut avoir « de morale que l'amour de la vie ».

Épilogue

Pourtant le docteur Rieux, personnage d'Albert Camus, ami très cher de Louis Guilloux, sauf à n'écouter que « les contes de fées », ne sait-il pas - comme Guilloux, comme nous tous - que viendrait le jour où « la peste réveillerait ses rats et les enverrait mourir dans une cité heureuse » (*La Peste*).

Yannick PELLETIER

Saint-Brieuc, Juillet 2016

« Si la violence symbolique appartient au 19e siècle, la violence dispersée ou clandestine appartient au 20e siècle. La violence clandestine - les attentats dans l'ombre - est toujours dispersée (..). Les réseaux terroristes des villes sont clandestins... »

Raymond ARON (1905-1983)



Trois points sont abordés

- La définition de l'Artisanat en général et dans plusieurs États-membres,
- L'effet du SBA « Europe »,
- Le programme Grundtvig.

Définition

Pour l'UNESCO « On entend par produits artisanaux les produits fabriqués par des artisans, soit entièrement à la main, soit à l'aide d'outils à main ou même de moyens mécaniques, pourvu que la contribution manuelle directe de l'artisan demeure la composante la plus importante du produit fini... »

Nous conviendrons que cette définition ancienne couvre une partie seulement des activités artisanales de nos jours (biens et services).

Nous retiendrons néanmoins l'idée que l'apport de la **personne** « artisan » est fondamental.

EUROPE - 1

En Union Européenne, dix États (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, France, Espagne, Luxembourg, Pologne, Portugal) ont émis une définition légale de l'Artisanat avec des variantes selon les Pays ; hors UE, il faut ajouter la Suisse.

À retenir :

- Une entreprise artisanale est une entreprise qui exerce une activité répertoriée (RM en France) et dont le patron a une qualification professionnelle avérée.
- Il n'y a pas de critère de taille (Exception en Espagne où la taille est limitée à dix salariés, hors apprentis et membres de la famille.
- Au Luxembourg, il faut faire une demande d'autorisation en prouvant sa qualification et son... honorabilité.
- En Italie, l'artisan « exploite personnellement » ; ce qui interdit le recours à des structures juridiques telles que SARL ou SA.
- Au Royaume-Uni, il n'y a ni statut, ni réglementation, ni registre spécifique pour définir l'Artisanat.

Attention : en UK, ce qui prédomine c'est la « common law », c'est-à-dire un corpus de traditions et de règles qui se sont imposées au fil du temps. Rappelons que UK n'a pas de constitution écrite.

EUROPE - 2

En Union Européenne, malgré les différences d'approches, s'est constitué un organisme reconnu auprès des instances européennes (Conseil, Commission, Parlement...) : **UEAPME** (Union Européenne de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises), représentant # 12 millions d'entreprises et # 50 millions de personnes.

Un consensus définitionnel s'est établi pour caractériser l'ECA – Entreprise à Caractère Artisanal :

- La production et la transformation de biens et services par l'excellent du savoir-faire du dirigeant ;
- Le rôle fondamental du chef d'entreprise qui engage sa responsabilité personnelle et maîtrise tout le processus de production ;
- L'acquisition, la valorisation et la capitalisation du savoir-faire notamment par l'apprentissage ;
- L'intégration de l'entreprise dans son territoire au travers de sa responsabilité sociale.

SMALL BUSINESS ACT (UE)

Le Small Business Act (SBA) est parti d'un constat : les PME sont indispensables au dynamisme de l'économie européenne. Ces entreprises employant moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires n'excède pas 50 M€ sont 23 millions au sein de l'UE, représentent 99% des entreprises européennes et emploient presque 70% de la main d'œuvre du secteur privé.

Sans elles, difficile d'atteindre les objectifs d'innovation et d'emploi de la **Stratégie Europe 2020** : elles sont incontournables. Les ambitions de l'UE impliquent ce constat et la mise en œuvre d'une stratégie : « *Les PME [...] constituent le moteur de notre économie et doivent demeurer fortes, compétitives et innovantes. Les États membres doivent agir rapidement pour garantir la pleine mise en œuvre du Small Business Act.* »

Le document « UE » [2008 + 2011] reprend l'esprit du **Small Business Act américain** (USA) de 1953, qui a fait ses preuves en matière de dynamisme des PME. Le Small Business Act dans sa version européenne a notamment pour objectif de réduire le poids des procédures administratives dans l'établissement et la gestion des PME.

Ce que contient le Small Business Act

Beaucoup ont reproché à ce document le fait qu'il n'était pas contraignant. Il ordonne une série de principes à mettre en œuvre, mais sans pression juridique sur les États membres. Développement d'un environnement favorable aux entrepreneurs (promouvoir l'esprit d'entreprise, organiser des échanges d'expériences, améliorer la formation) ;

- Politique de la « deuxième chance » pour les entrepreneurs qui veulent redémarrer après un dépôt de bilan (création par les États de régimes de soutien, limiter la durée des procédures de liquidation quand la faillite n'est pas frauduleuse) ;
- Intégrer le principe « Priorité aux PME » dans toute la législation ;
- Adaptation des administrations publiques en fonction des besoins des PME – ce qui passe par l'élimination des entraves administratives ;
- Modification des instruments dont disposent les pouvoirs publics en matière de passations de marchés publics et d'attributions d'aides d'État ;
- Recours à des types de financements diversifiés (capital risque, micro-crédit ou crédit mezzanine par exemple). Les investissements doivent inciter les PME à se lancer dans le commerce transfrontalier ;
- Le marché intérieur doit s'adapter aux caractéristiques des PME, et améliorer sa visibilité (la création d'un brevet européen serait un bon exemple) ;
- Le potentiel d'innovation, de recherche et de développement des PME doit être renforcé.

- Des coordinations transnationales ou des programmes communautaires comme le programme Leonardo Da Vinci pour la mobilité des apprentis sont des bons exemples ;
- Transformation des défis environnementaux en opportunités » : développer des modes de gestion et de production aux normes environnementales élevées apparaît comme la clé d'une croissance intelligente ;
- Ouverture des PME aux marchés extérieurs. Il s'agit d'accompagner les PME européennes dans leur pénétration des marchés des pays tiers, en particulier les marchés émergents. Des centres européens d'entreprises sont mises en place pour guider cette politique.

Les principes sont là... Mais ce n'est pas tout : le **Small European Business Act** comporte une série de propositions législatives non négligeables : révision du régime d'aides d'États compatibles avec le marché commun, le statut de la société européenne (SPE), la réduction de certains taux de TVA, simplification et harmonisation des règles de facturation, ainsi que la réduction des retards de paiement.

GRUNDTVIG

C'est le « troisième étage » de la fusée, après ERASMUS (Étudiants), LEONARDO (Apprentis), GRUNDTVIG s'adresse aux adultes ayant décidé de reprendre leurs études, soit pour obtenir de nouvelles qualifications, de nouveaux diplômes et augmenter leur valeur sur le marché du travail, soit dans le but d'un développement personnel et social. Pour cela, quatre types d'activités sont soutenus par la Commission :

- les projets de coopération entre institutions d'éducation pour les adultes désireux de réaliser un projet commun à la dimension européenne ;
- les partenariats éducatifs entre organisations au niveau local et permettant des coopérations moins ambitieuses, favorisant les contacts entre partenaires de pays différents ;
- les bourses de mobilité pour les formateurs des institutions d'éducation pour adultes, pour une période courte de quatre semaines dans un autre pays membre ;
- les réseaux Grundtvig sont mis en place afin de faciliter la discussion et les échanges d'informations et de « bonnes pratiques » en matière d'éducation pour adultes, entre pays européens : ces réseaux tournent soit autour de thèmes clés, soit autour de projets précis que l'ensemble des établissements peuvent suivre, les résultats bénéficiant ainsi au plus grand nombre.

Liam FAUCHARD / Septembre 2015 / FutureScan
Complément au texte d'étude « Artisanat 2030 ».



Mes propositions pour rendre le système éducatif français performant émanent de mon expérience de chef d'établissement pendant 22 ans (3 collèges, 3 lycées, 2 écoles maternelles et primaires, en France et à l'étranger) mais surtout de mon expérience au sein d'associations de chefs d'établissements scolaires depuis 1998 : au niveau européen, au Bureau Exécutif d'ESHA Europe (33 pays) de 2004 à 2007, d'ESHA France de 1998 à 2007, de l'AEDE-France depuis 2007, au niveau mondial de 2004 à 2015, comme membre du Conseil de ICP (International Confederation of Principals) réunissant des chefs d'établissements de 5 continents, Je travaille également en coopération avec l'Association Européenne des Parents (EPA) depuis 2000.

J'ai, à ce titre, participé à de nombreux groupes de pilotage de projets européens, impliquant notamment des entreprises partenaires et été, en 2007 et 2008, membre du CODICE (Comité interministériel Economie / Education Nationale), devant promouvoir l'économie à l'école. Je participe actuellement aux travaux de la « EU STEM Coalition », Coalition de l'Union Européenne en faveur des STEM (Science, Technologie, Ingénierie, Mathématiques) et collabore à un projet sur l'entrepreneuriat au féminin à l'EIT (Institut Européen de l'Innovation et de la Technologie).

Toutes les tentatives de réforme ont échoué en France et échoueront tant que nous n'aurons pas décentralisé l'Education nationale.

Il faut régionaliser l'Éducation Nationale

Il est inutile de tenter de modifier les programmes, les méthodes pédagogiques, l'évaluation, la formation des enseignants, sans commencer par reconnaître aux établissements des responsabilités nouvelles.

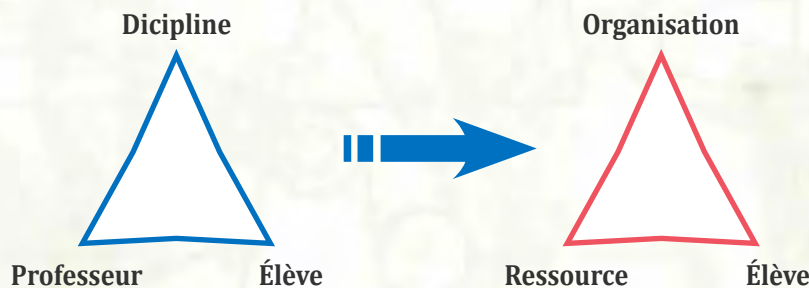
Prenons l'exemple récent de la réforme du collège. La ministre décide d'octroyer 20 % d'autonomie dans la gestion des heures de l'emploi du temps « élève », sur un niveau donné (la classe de 5^{ème}) pour la mise en place des « enseignements pratiques interdisciplinaires » -EPI-, des travaux interdisciplinaires qui ont vu le jour dans les années 80, ont resurgi 20 ans plus tard, sous l'appellation « itinéraires de découverte » (IDD), basés sur le principe du libre choix des élèves à partir de propositions élaborées par les enseignants et les équipes de direction des collèges. C'est en soi une bonne initiative mais la méthode ne peut être édictée de la rue de Grenelle car les enseignants ne s'approprièrent pas la démarche de cette manière-là.

Une importante réforme structurelle du M.E.N. s'impose

Le ministre doit seulement fixer le cap, puis se préoccuper de faire évaluer les résultats obtenus par des agences indépendantes, seules capables de garantir l'équité sur le territoire national. C'est au pouvoir local qu'il revient de transformer l'école française, aux équipes de direction et aux enseignants, réunissant autour d'eux tous les partenaires concernés : les parents, les partenaires du monde économique et professionnel, ceux du milieu médical, scientifique, culturel et sportif.

C'est au pouvoir local, ainsi constitué qu'il revient de disposer de la marge de manœuvre permettant de mettre en place une organisation capable de faire réussir tous les élèves.

Essayons de comprendre pourquoi en étudiant ce qui se passe hors de l'hexagone :



Le fonctionnement qui devrait appartenir au passé mais perdue en France est basé sur le triptyque « professeur/élève/discipline » qui permet le cloisonnement des responsabilités entre les collectivités de rattachement et le pouvoir central.

Le nouveau modèle de l'école du 21^{ème} siècle, qu'il faut mettre en place, se fonde sur la relation « Elève / Organisation apprenante (programmes, personnels et environnement) / Ressources (livres, outils électroniques, autres élèves, tuteurs, tests...) » et modifie en profondeur le rôle joué par l'État, la Région, le département, la commune dans les domaines de la formation initiale mais aussi de la formation professionnelle et de la formation continue tout au long de la vie.

Les maîtres mots de cette transformation peuvent se résumer ainsi :

- Une architecture scolaire adaptée aux nouveaux modes de fonctionnement : des petites unités de 500 à 600 élèves facilitant les activités de coaching, permettant au professeur d'être entouré de plusieurs assistants ainsi que de partenaires extérieurs. Il faut ainsi prévoir des « open space » et des petites salles de travail attenantes.
- Un développement des potentiels, en interne, par une redistribution des tâches au sein des établissements, facilitée par les ENT (environnements numériques de travail).
- Des partenariats inter - établissements permettant une collaboration plus efficace entre les établissements scolaires : ainsi, comme en Finlande, un élève de collège jugé apte, pourra suivre, dans une discipline donnée, les cours du lycée voisin, de même un lycéen reconnu apte, certains cours de l'Université voisine.
- Une mise en réseau (networking), des établissements scolaires non seulement avec les Universités, mais aussi avec des Fondations apportant un appui aux établissements grâce aux chefs d'entreprises de la région, proposant des séminaires de management pour les personnels d'encadrement et les enseignants – devenant de véritables chefs de projets.
- Le développement des activités liées à la santé et à l'aide sociale.
- La nécessité de rendre compte aux parents et aux élèves.

La Région est donc le lieu où doivent être développés les talents grâce à une combinaison harmonieuse des principes de l'entreprise privée et des exigences d'une politique sociale forte.

Selon une enquête publiée en 2008 par l'OCDE, concernant 22 pays, l'efficacité des établissements scolaires dépend pour une large part de la relation entretenue avec les autorités scolaires régionales. Les Français pourraient être tentés de traduire par Académie mais alors ils devraient se demander à quoi servent les nombreux services qui constituent des doublons voire davantage entre les autorités scolaires qui se superposent : Rectorat et Inspection Académique, Conseil Départemental et Régional...

En France, un silence assourdissant a régné sur les questions d'éducation pendant la campagne des élections municipales, départementales, régionales. Nous avons tout au plus entendu quelques querelles sur les tablettes tactiles et le rôle du numérique alors même que les représentants à élire sont en charge de la construction des écoles, des collèges et des lycées, de l'attribution de leur budget de fonctionnement ainsi que du financement de nombreuses activités péri-éducatives.

Les parents français constatent, lorsqu'ils siègent dans les conseils d'école et dans les conseils d'administration des établissements scolaires de notre pays, aux côtés du représentant de l'État et des élus des collectivités territoriales de rattachement, que le rôle de ces responsables, quelle que soit leur bonne volonté, est totalement marginalisé.

Comment procéder ?

Dès lors que ces mêmes Régions seront en charge de l'Education Nationale et deviendront des pôles de formation à l'échelle européenne, elles devront être fondées sur un sentiment d'appartenance de leurs habitants car il ne s'agira plus d'un simple découpage administratif, mais d'attributions qui détermineront l'avenir de leur pays.

Une seule instance régionale, regroupant les services éducatifs des actuelles Académies, des actuels conseils départementaux et régionaux, devra se structurer, de manière à développer des relations étroites avec les établissements scolaires. Cette réorganisation, en accordant aux chefs d'établissement des responsabilités élargies, en établissant des relations « horizontales » avec l'ensemble des partenaires, permettra le dialogue sur les objectifs, les moyens, les critères d'évaluation, avec le souci d'améliorer l'utilisation des ressources existantes, notamment par la gestion des personnels et par l'extension des pouvoirs des conseils d'administration des établissements scolaires. C'est ainsi que l'on mettra un terme au simulacre de démocratie à l'école.

Une organisation bâtie non pas sur les programmes, mais en faveur d'une pédagogie axée sur des thèmes d'études et des projets, doit voir le jour. Les parents d'élèves tentés par le retour au passé doivent admettre que « leurs enfants sont nés à une autre époque et qu'ils n'ont pas le droit de les confiner dans leur propre manière d'apprendre », un proverbe à retenir.

Pourquoi est-il urgent d'agir ?

Lorsqu'Andreas Schleicher, au début des années 2000, a osé émettre des critiques sur le système éducatif de l'Allemagne, les milieux éducatifs les ont contestées. Mais peu à peu, les gouvernements des 16 Länder, en concurrence les uns avec les autres, ont opéré de grandes transformations, notamment en accordant une plus grande autonomie aux établissements scolaires. Seize ans plus tard, l'Allemagne réussit là où la France échoue.

Actuellement directeur de l'éducation à l'OCDE, Andreas Schleicher résume parfaitement le problème français : « Le système scolaire est trop focalisé sur la fabrication de l'élite... Le monde moderne récompense non le savoir, mais la capacité d'utiliser le savoir. Esprit critique, résolution de problèmes, imagination, créativité, capacité de partager sont les compétences qui permettront aux jeunes de s'en sortir. Aujourd'hui, en France, même ceux qui réussissent scolairement peinent souvent à trouver un travail. Il semblerait que le système ne comprenne pas les besoins de la société ».

Tout se passe en effet comme si les Français devaient être maintenus dans un état d'ignorance face aux évolutions de l'économie et de la société, comme si l'on s'évertuait à les empêcher de comprendre les connexions entre la vie de l'entreprise, l'enseignement supérieur et l'enseignement secondaire, afin de préserver un ordre établi depuis 50 ans.

D'après l'association *Think Young*, la situation actuelle en Europe est alarmante en raison de la distorsion entre les besoins du marché de l'emploi et les compétences des candidats à l'emploi. Si 74% des responsables éducatifs estiment que les élèves au sortir de leur formation disposent des compétences indispensables pour les emplois offerts au XXI^e siècle, seuls 38% des élèves et 35% des entreprises sont de cet avis. La compétence «résolution de problèmes» classe les jeunes Français en dernière position dans la comparaison avec leurs voisins européens.

La demande en ce qui concerne les professions scientifiques et technologiques devrait **croître de 13%** entre 2015 et 2025 ainsi que celle des professions associées de 7%. Deux millions d'emplois ne sont pas pourvus en Europe, notamment par manque de compétences dans ces domaines. Est-il besoin de rappeler que l'enquête PISA de 2012 a révélé que 18% des jeunes Français de 15 ans ne possédaient pas les compétences de base en sciences, des résultats comparables à ceux des élèves italiens et hongrois ?

Que doit-on enseigner ? et comment ?

En France, une majorité de journalistes, d'hommes et de femmes politiques prônent, par souci de clientélisme, le « retour aux fondamentaux ».

Or ces nouvelles compétences technologiques, entrepreneuriales, économiques, financières, mais aussi personnelles et sociales, devenues indispensables sont à acquérir sur le terrain et à l'école. Entreprises et écoles doivent «co-élaborer» les formations, bien au-delà de celles concernant l'apprentissage car c'est à tous les jeunes qu'il faut proposer l'excellence et la mobilité, afin de rebâtir l'Europe !

L'OCDE exhorte chaque pays à développer une stratégie nationale pour l'éducation financière. En France, elle serait plus que nécessaire compte tenu des résultats obtenus par les élèves français aux épreuves PISA de 2012 portant sur ces compétences. Les résultats étaient inférieurs à la moyenne des pays de l'OCDE, et révélaient de grandes inégalités : mesurés en fonction de l'origine socio-économique des familles, ils plaçaient la France au 16^e rang sur 18.

Or, selon un sondage publié la même année, 79 % des Français auraient souhaité avoir reçu des cours à l'école ! Mais le ministre Peillon a préféré «casser le thermomètre» et retirer

les élèves français du panel pour les épreuves de 2015. Par ailleurs, le **rapport** demandé par P. Moscovici sur la stratégie nationale a vu le jour (200 pages). Mais peu de personnes en ont entendu parler et sur le terrain, seuls les intervenants déjà impliqués (Finance pour tous [IEFP], Banque de France, Finances et Pédagogie, Fédération Bancaire Française...) ont pu, ici et là, sensibiliser les élèves.

Ailleurs, la stratégie mise en œuvre impose de prévoir des aspects ludiques, de prendre en compte la réalité environnante et d'offrir à tous des perspectives d'avenir. L'économie numérique est déjà devenue un facteur clé de la croissance économique de tous les pays. En 2013, le secteur de l'information et de la communication a été responsable de 22 % de tous les nouveaux emplois des pays de l'OCDE. Associée aux travaux de l'EIT (Institut Européen de l'Innovation et de la Technologie) basé à Budapest, réunissant 28 États membres (bientôt 27), 5 communautés de connaissance et innovation - appelées Kics - (Climat, Énergies nouvelles, Santé, Digital, Matières premières), fonctionnant comme un **incubateur** de **start-ups** à l'échelle européenne, j'ai pu cette année constater une fois de plus combien il faut accélérer le rythme des créations d'entreprises, développer l'entrepreneuriat au féminin, mais aussi, en tout premier lieu, transformer les systèmes éducatifs qui fonctionnent à l'ancienne !

Il est urgent d'organiser dès l'école primaire, ce que plusieurs pays européens ont déjà expérimenté depuis plus de 10 ans, par exemple avec «**Jet-Net**» aux Pays-Bas <http://www.jet-net.nl/english>, des pratiques à l'école, associant l'entreprise au quotidien, permettant aux élèves de développer des compétences scientifiques et technologiques <https://www.youtube.com/watch?v=jBnwQ-vgdml>, mais aussi d'apprendre à entreprendre, à prendre des risques, à coopérer, à s'exprimer dans plusieurs langues, à anticiper leur avenir, et aussi à comprendre le fonctionnement d'une entreprise puis de l'économie nationale, voire mondiale.

C'est l'objectif que s'est fixé la «Coalition de l'Union européenne en faveur des STEM» (Science, Technologie, Ingénierie, Mathématiques) qui vise à faciliter, dans les pays membres de l'UE, l'émergence de stratégies nationales basées sur une coopération, désignée par le terme de «triple hélice», entre les entreprises, le gouvernement et les établissements scolaires. Présenté par la ministre de l'Éducation et le Premier ministre des Pays-Bas à la Foire de Hanovre le 25 avril dernier, ce projet a eu un grand retentissement, car ces compétences sont devenues, pour l'industrie 4.0, la priorité de tous les pays.

Comment transformer l'école ?

C'est dans le cadre d'ateliers basés sur l'expérimentation scientifique, privilégiant la démarche d'investigation et de recherche, de l'école primaire à la classe terminale, dans le cadre d'ateliers consacrés à l'éducation économique, financière, entrepreneuriale, incluant des travaux pratiques tels que la création d'entreprise, dans le cadre de projets européens les formant aux compétences interculturelles, que les élèves questionnent leurs propres valeurs et celles de leurs familles. C'est dans cette confrontation d'idées, liée à des situations réelles et non abstraites, que chaque élève peut aussi comprendre les convictions religieuses de l'autre ou son athéisme, qu'il peut éprouver le sentiment du « vivre ensemble » et accepter la diversité, sans être tenté de la combattre, sans la connaître.

Les valeurs républicaines, sans cesse invoquées par les autorités éducatives françaises, ne peuvent être transmises que si elles sont vécues. Les comportements de tolérance et de

respect qui sont attendus ne viendront que si les élèves ont un vécu en commun. Ce n'est pas en niant les différences mais en les assumant que l'on fera vivre, en tout premier lieu, **la démocratie à l'école.**

L'école a pour but de donner aux élèves « le pouvoir d'agir » d'abord sur leur vie, puis sur celle de la société quand ils seront adultes. Elle doit donc les rendre autonomes, capables de faire des choix, de prendre des responsabilités, de découvrir leurs propres motivations, leur potentiel et leur force de caractère :

1. En permettant aux parents, aux enseignants, aux élèves, d'évaluer le fonctionnement de leur école (J'ai remis, en mains propres, un questionnaire européen ad hoc dès 1998 à Ségolène Royal, alors Ministre Déléguée à l'Enseignement Scolaire).
2. En instaurant un « leadership partagé » dans chaque établissement scolaire, ce qui diminue d'autant le rôle de la hiérarchie verticale, devenue partiellement inutile.
3. En recrutant les enseignants, sur la base de nouvelles compétences devenues indispensables, non encore exigées dans le système éducatif français.
4. En organisant leur formation initiale et continue à partir des compétences-clé, reconnues par les pays européens, leur permettant de travailler avec la société et au sein de la société.
5. En impliquant de manière continue et non comme des « réservistes » les partenaires que sont, entre autres, les entreprises.

Si nous voulons nous engager pour davantage de démocratie et d'équité à l'école, si nous voulons préparer nos jeunes à apprendre tout au long de leur vie, leur éviter la violence, le chômage, le manque d'intérêt pour l'école, l'anxiété quant à l'avenir, le manque de confiance en soi, alors nous devons adopter ces mesures dans les plus brefs délais, afin de changer la culture et la gouvernance de chaque école. L'avenir de notre pays en dépend.

En France, le chemin à parcourir sera long, car les entreprises ne sont toujours pas encouragées à s'investir dans la formation initiale des jeunes, de tous niveaux, de tous profils. On les tolère sur le seuil de la porte, mais elles ne sont habilitées ni à définir des contenus ou des pratiques ni à évaluer les résultats. Ainsi le travail de la Fondation Jet-Net (NL) que j'ai maintes fois présenté, est ressenti en France comme de l'ingérence dans les responsabilités du Ministre, voire du Président de la République (sic) !

Et pourtant ! Ce que les entreprises et les écoles ont en commun, c'est la nécessité de développer l'implication personnelle de chacun, son épanouissement professionnel, l'innovation due aux nouvelles technologies... Les compétences attendues au 21^e siècle ont très peu en commun avec des rythmes de travail imposés, laissant peu éclore l'initiative personnelle, l'engagement de la personne, sa capacité à mener à bien un projet dans un temps qui lui est propre. Cette cloison étanche entre les deux mondes génère une spécificité française, un domaine réservé que l'on appelle « **orientation** », caractérisée par une inadaptation des moyens mis en œuvre à la fois pour l'insertion professionnelle et la formation continue. Quand verrons-nous les entreprises prendre part aux débats sur le contrôle continu au sein des Conseils d'administration des établissements scolaires (primaires et secondaires) et des Universités ?

La France en est encore à légiférer à partir du centre. Ce temps est révolu et la plupart des pays l'ont compris, même la Chine où j'ai été invitée par 3 fois par le Ministère de l'Éducation chinois à présenter ces initiatives européennes !

Selon les pays, il est plus ou moins aisé d'actionner ces leviers. Néanmoins, s'il est impossible pour les directeurs d'école de changer l'ensemble du système centralisé, il leur est cependant possible de développer une certaine autonomie en impliquant, d'une manière démocratique, tous les acteurs dans la création d'une culture de « leadership partagé ».

Nelly GUET / Septembre 2016

www.alerteducation.eu / ng@alerteducation.eu

Pour aller plus loin :

« **APPRENDRE AU 21^E SIÈCLE** » - *Nelly Guet*

*Conférence le lundi 12 décembre 2016
UBO, Faculté des Lettres, Brest - 17h30*



Territoires ! Qui n'a pas remarqué le pouvoir de ce mot aujourd'hui dans la société française ? En une génération, celle de la décentralisation et de la mondialisation, tout est devenu territorial : les problèmes, les solutions, les principes et les idéaux collectifs.

Dans le même temps, la société, ses organisations, ses activités et pratiques n'ont jamais été autant de réseaux et en réseaux. Les opérateurs de réseaux, public ou privés, contrôlent une part croissante du fonctionnement des territoires et de leurs collectivités publiques. Les territoires sont débordés et leur efficacité politique s'épuise.

Entre pouvoir des territoires et puissances des réseaux, cet essai tente une relecture de l'espace politique de la société bousculée par le capitalisme réticulaire. Il propose de favoriser l'hybridation des réseaux et des territoires dans la pensée aménagiste, dans les collectivités territoriales elles-mêmes et dans l'exercice de la démocratie.

Martin VANIER

Demain les territoires, capitalisme réticulaire et espace politique

Hermann – 2015 – 216 pages

Véolia, Suez, Transdev, Vinci, Eiffage, Orange ... voilà des entreprises phares du **capitalisme réticulaire à la française** qui exportent ce modèle de gestion des territoires. Issues d'un ex-monopole d'État ou organisées en oligopole, ces sociétés ont muté au cours du XXe siècle pour toujours mieux s'approprier les domaines de l'eau, des déchets, des transports, de l'énergie... Le cadre européen de l'ouverture des marchés à la concurrence les amène à concevoir leur capacité d'extension sur de nouveaux réseaux et à redessiner les contours de leur intervention dans le maillage français.

Si certaines communes françaises font le choix d'adopter un système de gestion de leur service d'eau en régie, cette tendance reflète surtout le désintérêt de ces grandes sociétés (ici Veolia, Suez et Saur) vis-à-vis d'un marché mature. Ces entreprises préfèrent exporter leur savoir-faire vers les pays émergents et se consacrer aux villes qui investissent sur de nouveaux réseaux dits « intelligents ».

L'aménagement numérique du territoire constitue un tournant dans l'intérêt porté à ce marché des réseaux, estimé entre 25 et 30 G€ en France, soit le montant de l'investissement total de la desserte programmée à 2022. L'ouverture à la concurrence pour ce secteur est favorisée au sein des zones AMII (Appels à Manifestation d'Intention d'Investissement) à savoir les principales communautés d'agglomérations. La hiérarchie urbaine a même été accentuée selon les règles du capitalisme réticulaire au travers de la venue d'opérateurs télécoms internationaux sur les villes majeures, tels que les anglais Colt et Interoute. Le rural est laissé quant à lui au bon vouloir de l'opérateur historique, conditionné au soutien des collectivités.

Ces deux approches, sur l'eau et le numérique, demandent de s'arrêter sur la définition d'un réseau entendu ici comme l'imbrication de l'infrastructure en tant que support matériel (tuyau, rail, fibre...) et de **l'infostructure** (données usagers, consommation, localisation...) qui active les services associés à l'infrastructure. Les réseaux devenus « intelligents » avec les technologies numériques (le « big data ») apparaissent comme un nouveau défi pour les collectivités urbaines à l'heure de la « smart city ».

Le recours à ces prestataires privés pour le déploiement de l'offre de services de base dans les territoires vient bousculer le mode d'administration des collectivités françaises. Engagée dans une « réforme territoriale inachevée depuis 30 ans », M.V. déplore les débats inféconds autour de la décentralisation avec la « mythique exclusivité des compétences » et « l'impasse de la bonne taille ». Son rappel de la citation d'Yves Mény (dans La République des Fiefs 1992, revue Pouvoirs n°60) accentue le trait sur l'impuissance des collectivités face au capitalisme réticulaire, à savoir : « *La décentralisation est de ce point de vue, le Gouvernement des notables par les notables et pour les notables* ». Pour enfoncer le clou, M. V. rappelle les critiques du cumul des mandats, du mélange partisan entre élus et administratifs, d'une gestion des stocks (par les impôts fonciers) sans projet (perte d'intérêt de politiques liées à l'attractivité des territoires depuis la fin de la taxe professionnelle)...

Pourtant, M.V. s'intéresse aux collectivités territoriales au point d'être le chantre de « **l'interterritorialité** » (ouvrage de 2008, Economica), concept porteur pour souligner l'intérêt de coordonner les politiques publiques entre les territoires voisins, de faciliter les échanges entre les différents niveaux de collectivités (exemples de l'inter-SCoT, des pôles métropolitains, des conférences territoriales)... Son approche cherche à sortir la réflexion universitaire de l'opposition entre un L. Davezies qui critique les mécanismes redistributifs liés à la décentralisation, et un P. Estèbe qui soutient l'égalité des territoires.

Entre nos champions internationaux du capitalisme réticulaire et les défis auxquels sont confrontés l'État français et les collectivités territoriales dans un contexte de mondialisation, l'analyse du capitalisme réticulaire croisée avec les modes de gestion des collectivités permet d'apprécier le décalage entre ces deux univers. A titre d'exemple, les menaces de régions d'arrêter leur versement à la SNCF des contributions au financement des TER témoignent de cette tension entre les collectivités et une société du capitalisme réticulaire à la française. L'amélioration du service TER (55% de fréquentation en plus de 2002 à 2012 au niveau national) est le fruit d'une négociation permanente des régions pour bénéficier de plus de cadencements, arrêts et autres services. La SNCF, gestionnaire du personnel travaillant sur ces lignes régionales, poursuit en parallèle un autre objectif porté par le déploiement à perte du réseau à grande vitesse (seule la ligne TGV Paris – Marseille serait rentable). Cette tension prend d'autant plus son importance dans la perspective d'une ouverture à la concurrence des transports voyageurs en 2023. Elle constitue une crainte de la dégradation du service des transports ferrés. Crainte partagée sur d'autres champs d'activités liés à la desserte des territoires, la desserte numérique en milieu rural mentionné plus haut en constitue un autre exemple.

L'enjeu de **l'irrigation des territoires** présent en filigrane de cet ouvrage nous renvoie à une série de cartes du début des années 2000 rassemblées dans La France à 20 minutes (2002, Belin), où il apparaissait à titre d'exemple une meilleure desserte de proximité par le maillage des restaurants Mc Donald's face à la rétraction des implantations des Agences pour l'emploi. Ce contraste entre deux modèles d'implantation (public/privé) dans les territoires reflète un enjeu encore valide de proximité auprès de la population. Toujours sous l'angle de la desserte territoriale, La Poste, devenue entreprise privée, cherche à maintenir (grâce à une compensation annuelle de 170 millions d'euro versés par l'État) ses 17 000 points de présence sur le territoire français pour apporter d'autres services que la distribution du courrier (qui représente 51% de son activité).

Dernier épisode législatif sur le sujet, l'article 98 de la loi Notre, promulguée le 7 août 2015, prévoit la mise en place de schémas départementaux d'amélioration de l'accessibilité des services au public (SDAASP). Cette nouvelle mesure cherche à identifier les zones en déficit d'accessibilité aux services pour proposer la mise en place de Maisons Services Au Public (MSAP), un guichet multi-services avec des accès numériques pour attester d'une présence de proximité. Ce palliatif, porté par les conseils départementaux et l'État, apparaît désuet face à l'ampleur d'une nouvelle approche nécessaire. Bien avant cette mesure, certaines collectivités locales se sont déjà mobilisées pour expérimenter des solutions innovantes (mutualisation,

M.V. propose désormais de parler de « **management de l'espace** » où les stocks (administrés par les collectivités) sont à mettre en relation avec les flux (gérés les entreprises du capitalisme réticulaire) au travers de la démocratie contributive. Plusieurs pistes sont proposées telles que la production solidaire de services ou la valorisation de biens communs que sont l'eau, la biodiversité, les énergies, le patrimoine, les paysages... L'apport des technologies numériques invite également à reformater les débats publics autour des grandes orientations d'aménagement et des grands projets d'investissement dans les réseaux.

Pour sortir d'un système de stock et de redistribution, trois chantiers sont dès lors proposés, permettant ainsi de mieux s'approprier les flux au niveau des collectivités territoriales :

- La réciprocité pour sortir de l'opposition urbain/rural, accompagnée de politiques interterritoriales. A titre d'illustration, il est intéressant d'aller voir l'accord signé en 2015 entre la Communauté Urbaine de Brest et le Centre Ouest Bretagne.
- La sécurisation des parcours des individus dans les systèmes d'accompagnements locaux avec une meilleure articulation des passerelles entre différents champs (habitat, économie, équipements, mobilités...). Les politiques de la jeunesse se mettent en œuvre selon ce principe.
- La « scalabilité », c'est-à-dire la capacité à changer d'échelles pour une structure ou un individu, afin de sortir d'une vision hiérarchique et emboîtée de l'efficacité métropolitaine. Le management de l'espace propose ici une nouvelle façon de faire territoire, qui ne s'intéresse pas aux frontières mais aux intérêts de se réunir (identité, solidarité et utilité).

Renvois :

- Martin VANIER, *Le pouvoir des territoires* – FW N°28.
- Pierre VELTZ, *La grande transition (France)* – FW N°29.
- Frédéric DENHEZ, *Quelle France en 2030 ?* – FW N°36.
- Philippe BAUMARD, *Le vide stratégique* – FW N°46.
- Sylvain BARONE, *Les politiques régionales en France* – FW N°47.
- François HULBERT, *Millefeuille territorial et décentralisation* – FW N°54.

SG

Club des Vingt

Péchés capitaux – Les 7 impasses de la diplomatie française

CERF – 2016 – 75 pages

Il s'agit d'un collectif d'auteurs où l'on retrouve des anciens ministres des Affaires Etrangères, des Ambassadeurs, des Enseignants au Collège de France, et des personnalités diverses.

Les contenus sont assez pauvres et banaux venant de personnes de ces cénacles.

CH1 « L'Europe, la fin d'une époque » = « *Il serait proposé aux États-membres qui forment l'épine dorsale de l'Europe (Les "Six", l'Espagne, la Pologne, la Finlande et l'Autriche un programme d'action sur 15 ans avec des échéances précises. Il serait ensuite soumis aux autres membres de la zone (laquelle ?), ceux qui ne voudraient pas l'accepter devant quitter celle-ci.* »

CH2 « Les USA, s'allier sans s'aligner ». Sur le TAFTA, les auteurs ont un train de retard : les américains ne sont plus vraiment demandeurs.

CH3 « La Russie, une relation séculaire ». Le continent européen sans la Russie ne serait pas complet. Une relation franco-russe est nécessaire à son équilibre. Un axe Paris – Berlin – Moscou serait un gage de paix pour l'Europe, et même au-delà face au risque d'un duopole sino-américain. Bah, oui...

CH4 « Moyen-Orient, une guerre de mille ans » + CH5 « Moyen-Orient, que faire aujourd'hui ? ». La France ne peut jouer un rôle utile de conciliation, voire de médiation, qu'en acceptant de parler sans exclusive à tous les interlocuteurs concernés qu'ils lui plaisent ou non et en s'employant à saisir sans *a priori* leurs motivations et leurs objectifs sans pour autant renoncer aux siens. (Jésuitisme ?). P.43, il est question de l'entrée de la Turquie dans ... la CEE (*sic*) (= > Disparue le 01/11/1993 au profit de l'UE). Sur la question palestinienne, les auteurs semblent ignorer la décision n°181 de l'AG de l'ONU de Novembre 1947 qui a créé ... deux États ; ce qui fut refusé les armes à la main par les États arabes...

CH6 « L'Afrique, cette mal connue ». « Elle souffre d'un défaut aigu de gouvernance. Mais un peu partout (*sic*), des progrès s'accomplissent, en particulier sous l'égide de l'UA, et des Pays comme le Ghana et l'Ethiopie sont près de disposer de véritable États. Ghana, sans doute. Ethiopie, oui, si l'on accepte son État totalitaire et ultra-répressif !

CH7 « L'Asie, plus qu'un marché. » P.67, les auteurs reprennent sans sourciller la légende de l'Inde comme « la plus grande démocratie du Monde ». Ils ne sont jamais allés voir comment se déroulaient les élections.....

Bref, un petit livre qu'on peut ne pas lire.

LF

Parmi les enjeux auxquels les Terriens vont devoir faire face dans les années à venir, figurent la réduction des gaz à effet de serre et le tarissement progressif des énergies fossiles. Or, l'hydrogène peut et doit jouer un rôle important dans la transition énergétique. Les technologies permettant d'en maîtriser la production et l'usage étant matures, cette molécule dépourvue de carbone peut permettre de basculer dans un monde « propre ».

L'hydrogène a la faculté de stocker l'énergie primaire, en particulier les énergies renouvelables. Combiné à une pile à combustible, il peut en outre restituer cette énergie sous forme d'électricité dans un grand nombre d'applications, notamment dans le domaine de la mobilité. Mais si les difficultés techniques sont en passe d'être résolues, il reste encore à trouver des réponses aux défis économiques et financiers : il importe désormais de structurer les déploiements industriels et commerciaux à grande échelle. Pour cela, de nouvelles formes de coopérations entre acteurs privés et avec les acteurs publics internationaux énergétiques sont nécessaires.

Pierre-Etienne FRANC

Hydrogène – La transition énergétique en marche

Gallimard - 2015 – 160 pages

« Je crois que l'eau sera un jour employée comme combustible, que l'hydrogène et l'oxygène qui la constituent, utilisées isolément ou simultanément, fourniront une source de chaleur et de lumière inépuisables... » Jules Verne 1874.

Les chapitres sont les suivants :

- 1/ Une seule molécule, de multiples applications.
- 2/ Produire, stocker, transporter.
- 3/ Un vecteur de la transition énergétique.
- 4/ Des freins à lever.
- 5/ Un nouveau modèle pour une nouvelle énergie.

Sur le tableau de Mendeleïev, H est l'élément qui figure tout seul, tout en haut à gauche ; un proton + un électron ; le corps le plus simple et le plus abondant dans l'Univers connu. Il affiche un remarquable rapport énergie disponible / masse : 120 MJoules/Kg contre 29 pour le charbon, 43 pour l'essence et 50 pour le gaz naturel. Il est aussi exceptionnellement léger : un m³ d'hydrogène pèse 90g ; ce qui est à la fois un avantage – principe d'Archimède – et en même temps un handicap car, à masse égale, H occupe bien plus de volume que n'importe quelle autre substance. Pour être stocké et transporté, l'hydrogène doit donc être comprimé à 700 bars, soit 700 fois la pression atmosphérique au niveau de la mer.

Dans cette problématique, le couplage EON – Electricité d'Origine Nucléaire – et H est particulièrement judicieux : l'électricité issue des centrales permet d'alimenter un électrolyseur qui servira à produire de l'hydrogène non seulement sans émettre de dioxyde de carbone mais

aussi en limitant les coûts. Il en irait de même avec des producteurs d'électricité comme les barrages hydroélectriques... et dans une moindre mesure les panneaux photovoltaïques et les éoliennes du fait de leur intermittence. En revanche, les hydroliennes sont promises à un bel avenir.

L'hydrogène a la particularité de pouvoir se stocker sous forme gazeuse et liquide puis réutilisé pour produire de l'électricité.

L'auteur s'inscrit dans la diatribe anxiogène médiatique en reprenant sans discernement le discours sur le « facteur 4 », c'est-à-dire la division par quatre de la présence de CO₂ dans l'atmosphère terrestre par rapport à 1990 alors que cette concentration est désormais saturée et que le phénomène soi-disant anthropique est de plus en plus remis en question face aux réalités (mesures) constatées.

Lire « COP21 : impasse garantie » in *FuturWest* n°56.

L'auteur aborde assez longuement la question de la mobilité en constatant qu'il n'y aura pas de décarbonation des transports sans électricité, ce qui est une évidence, principalement parce que l'usage de l'électricité est propre, aussi bien dans les transports que dans toutes ses applications. D'où sa conclusion : pas d'électrification des transports sans hydrogène propre.

Nous noterons qu'il n'a visiblement pas connu le projet de la société néerlandaise *Gazunie* : parc éolien off-shore de grande taille – électrolyse de l'eau de mer – transport de l'hydrogène via les gazoducs existants – stockage en compression – distribution.

Un livre utile pour le néophyte qui découvre le sujet « Hydrogène », ses caractéristiques physico-chimiques et ses applications. Les personnes déjà averties et a fortiori celles qui étudient toutes les évolutions en matière d'énergie n'apprendront pas grand-chose qu'elles ne sachent déjà.

Renvois :

- Stephen BOUCHER, *La révolution hydrogène* – FW N°21.
- Laurence TUBIANA (et all), *Anticiper pour s'adapter (Climat)* – FW N°39.
- Jean-Christophe (de)MESTRAL, *L'atome vert (Filière Thorium)* – FW N°44.
- Jean-Marie CHEVALIER, *L'avenir énergétique : cartes sur table* – FW N°46.
- Henri SAFA, *Quelle transition énergétique ?* – FW N°49.

PhS

Vous êtes accro à la salle de sport? Vous ne comptez plus les moutons mais vos calories pour vous endormir? Vous vous sentez coupable de ne pas être suffisamment heureux, et ce malgré tous vos efforts? Alors, vous souffrez sûrement du syndrome du bien-être. Tel est le diagnostic établi par Carl Cederström et André Spicer.

Ils montrent dans ce livre, comment la recherche du bien-être optimal, loin de produire les effets bénéfiques vantés tous azimuts, provoque un sentiment de mal-être et participe du repli sur soi. Ils analysent de multiples cas symptomatiques, comme ceux des fanatiques de la santé en quête du régime alimentaire idéal, des employés qui débutent leur journée par un footing ou par une séance de fitness, des adeptes du quantified self qui mesurent -gadgets et applications à l'appui- chacun de leur faits et gestes, y compris les plus intimes... Dans ce monde inquiétant, la bonne santé devient un impératif moral, le désir de transformation de soi remplace la volonté de changement social, la culpabilisation des récalcitrants est un des grands axes des politiques publiques, et la pensée positive empêche tout véritable discours critique d'exister. Résolument à contre-courant, ce livre démonte avec une grande lucidité les fondements du culte du corps et de cette quête désespérée du bien-être et de la santé parfaite.

Carl CEDERSTRÖM & André SPICER

Le syndrome du bien-être

Éditions L'Echappée - 2016 - 165 pages

Aujourd'hui s'occuper de sa santé est devenu une obligation morale et la manière d'être «quelqu'un de bien» se modifie. La société de consommation s'engage à faire notre bonheur

Pour les auteurs, ce tournant idéologique participe d'une mutation plus générale de la société. **Si le bien-être passe d'une chose agréable à une exigence impérieuse, cela bouleverse notre manière de vivre.**

Le rapport à la nourriture par exemple correspond en tout point à l'idéologie de notre époque où manger équilibré représente une quête métaphysique.

Cette focalisation sur son bien-être est-elle un moyen de ne plus se préoccuper du monde qui nous entoure?

Pour accompagner ce mouvement, une nouvelle fonction a trouvé sa place le coaching qui met l'accent sur la réalisation de ses buts sous l'angle de la performance. De plus, le coach transmet à son client qu'il est non seulement responsable de sa vie mais aussi de son bonheur et donc par là même coupable chaque fois qu'un problème survient aussi bien une rupture amoureuse qu'une perte d'emploi ou une maladie grave. Le nouveau dictat « prenez du plaisir ! » est impossible à réaliser.

La vie réglée aux goûts uniformisés et plutôt sécurisante des années 1950 évolue vers une vie pleine d'événements mais aussi d'incertitude. Il faut être flexible, connecté et créatif. Si des entreprises s'affichent comme «cool» elles prônent malgré tout le travail sans limites. Les entreprises du nouvel esprit capitaliste se singularisent par leur rejet de la hiérarchie, mais les contrats d'embauche sont généralement précaires. Alors que ces contrats engendrent un sentiment de vulnérabilité chez l'employé, ces derniers se voient obligés de dissimuler leurs

peurs et de renvoyer en permanence une image positive d'eux-mêmes. Les emplois temporaires sont souvent présentés comme un moyen de se donner plus de choix. Le coaching en entreprise est capable de recycler des techniques comme le yoga ou la méditation en les isolant de toutes leurs attaches culturelles. La pleine conscience par exemple est présentée comme le remède à l'angoisse au stress et au sentiment d'insécurité existentielle.

L'entreprise qui offre des ateliers de pleine conscience à ses employés, évite d'analyser ce qui pourrait, dans le mal-être, résulter du cadre de travail. Si nous croulons sous le travail, si nous ne sommes pas rassurés quant à l'issue du prochain plan de restructuration de notre entreprise, nous n'avons qu'à chasser toutes nos pensées négatives, respirer profondément et nous concentrer sur nous-mêmes. Et le tour est joué!

Certains employeurs sous prétexte de se préoccuper du bien-être de leurs employés détectent à l'embauche par test urinaire les fumeurs pour les refuser comme la clinique de Cleveland qui a cessé d'embaucher des fumeurs depuis 2007.

La dépolitisation représente un intérêt crucial dans le syndrome du bien-être où le bonheur et la santé sont les piliers d'une vie moralement bonne. Les gens se sentent contraints d'être responsables de leur santé et le médecin n'est plus en posture d'autorité, ce qui n'est pas forcément libérateur. La politique se réduit peu à peu à une histoire de mœurs et de vie privée. Les gens ont l'illusion qu'ils pourront améliorer leur existence en changeant de mode de vie en ciblant leur corps en priorité.

Il existe de nombreux secteurs d'activité où les travailleurs doivent repousser toujours plus loin leurs limites, comme la haute finance, l'informatique, l'hôpital, le sport de haut niveau, mais aussi l'agriculture. Même le temps de sommeil ne cesse de s'éroder.

Comme rester assis trop longtemps est considéré comme un fléau, des réunions de travail en marchant ont été instituées. De même est apparu le tapis de marche-bureau ou le vélo-bureau qui en plus génère de l'électricité pour l'ordinateur. Le travail devient un espace où il est possible de prendre soin de soi. En parallèle, faire de l'exercice tend à prendre la forme d'un travail nécessaire pour répondre aux normes de l'entreprise. Entretenir sa condition physique nécessite de l'attention. Les athlètes d'entreprise s'investissent immodérément dans les activités physiques et surveillent leur santé en permanence.

L'idée du régime est intimement liée à la notion d'excès et à la société d'abondance. Plus qu'une simple affaire privée, la promotion d'habitudes alimentaires saines est devenue une préoccupation dans certaines grandes entreprises privées à commencer par Google. Chez Scania, le constructeur de poids lourds suédois par exemple, si vous passez votre temps à regarder la télévision, à manger dans des fast-foods et vous prélasser sur un canapé, vous avez de grandes chances de devenir un employé peu attractif, voire inutile, pour l'entreprise.

En contrepartie, la transgression forge un esprit de camaraderie entre par exemple les personnes qui suivent un régime, liées par l'envie de mincir mais aussi par le plaisir coupable éprouvé lors des écarts. Jamie Oliver à la télévision anglaise diffuse une cuisine saine et équilibrée censée améliorer tous les maux, mais aussi contribuer à rendre les gens meilleurs. S'appuyant sur des procédés de la télé-réalité, ce type d'émission pousse les populations les plus pauvres et les moins instruites à se conformer aux normes de la classe moyenne. A aucun moment ne sont interrogés l'impact du système éducatif ou du chômage. Cette optique restrictive évite un questionnement politique plus global.

Comment être vraiment heureux? S'il y a quelque chose à retenir du discours actuel, c'est que chacun de nous peut choisir d'aspirer à une vie heureuse et rien n'empêche a priori de

réaliser ses rêves. Mais on peut lire également que le bonheur authentique est un état intérieur auquel on ne peut accéder qu'au prix d'un effort d'élévation spirituelle et d'un renoncement aux plaisirs superflus.

Dans les années 1990 aux États Unis, la psychologie positive est enseignée à l'université et intéresse vivement les écoles de commerce, partant de l'idée qu'un travailleur heureux est plus productif. Beaucoup d'études s'appuient sur l'autoévaluation une notion pourtant peu fiable, il n'est en effet pas aisé de savoir si l'on est heureux. Le bonheur est par essence chose fuyante, fragile, insaisissable.

Pour les auteurs, la politique du bien-être se présente comme une alternative à l'État-providence, la limitation des avantages sociaux doit être perçue comme un moyen de dynamiser les gens.

Pour Aristote, la vie bonne est déterminée par les actions vertueuses, par le fait de mener une vie juste et intègre. A son avis les personnes qui succombent aux plaisirs instantanés mènent une vie «d'animaux de pâturage». Pour les auteurs, la société traditionnelle fondée sur l'interdit a laissé place à celle de l'obligation, il faut être heureux 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Les provocations marchandes à jouir dont nous sommes constamment bombardés nous poussent vers une jouissance «asociale».

Comment choisir sa vie? En période de chômage, il faut envisager la recherche d'emploi comme un travail à plein temps. Vous devez faire preuve de créativité pour rester compétitif et réussir à vous vendre et donc être dynamique et en bonne santé.

Depuis les années 1990, l'individu se doit de développer ses compétences en matière de flexibilité, de malléabilité et d'adaptabilité. Le demandeur d'emploi a pour consigne de ne pas se soucier de la crise économique et de se recentrer sur lui-même, se présenter comme un spot publicitaire. Cela l'encourage à penser que ce qui cloche est en lui. La fin de la stabilité de l'emploi a été vécue comme un plus pour les libertés individuelles mais il est à présent devenu difficile de faire des plans, de rêver du futur. Cette incertitude se couple à une éthique de la réalisation de soi qui déstabilise aussi souvent la vie affective. Les recruteurs cherchent des personnes qui cultivent une attitude positive et ont de l'énergie à revendre, mais il est clair que tout le monde ne peut pas avoir un «talent» exceptionnel.

Les chiffres ont acquis une importance cruciale, des dispositifs sophistiqués de mesure corporelle ont fait leur apparition. Les données servent à certains à contrôler des aspects de la vie privée ou professionnelle en vue d'être plus performants et productifs. L'individu n'est plus une personne mais un produit. Son corps est un capital qui pour continuer à prendre de la valeur requiert une surveillance de tous les instants. Dans nos sociétés de contrôle, les employés sont surveillés dans leur alimentation, leur activité physique, leur sommeil et à distance via les Smartphones.

On trouve même des applications qui transforment vos corvées en jeux, d'autres qui permettent de surveiller la jauge de l'amour !! Le béhaviorisme fait un retour en force. Certains jeux permettent, disent leurs concepteurs, de déceler le potentiel des candidats lors de l'embauche. Exit le bon vieux CV rien de tel qu'un jeu vidéo.

Les institutions étatiques sont taxées de museler les libertés individuelles des citoyens. Dans le même temps des sociétés comme Google ou face book collectent des montagnes de données qu'elles revendent à des annonceurs à la recherche de profils de consommateurs.

Et si le secret du bonheur résidait non pas dans l'activité débordante mais dans les moments où nous nous laissons aller à l'abandon ?

Certains auteurs ont envisagé la maladie comme une échappatoire au travail ou à la vie en général, pourtant 74% des britanniques travaillent lorsqu'ils sont malades. D'autres rejettent sur la personne la responsabilité de sa maladie ainsi que celle de sa guérison. Des célébrités ont même diffusé dans les médias des messages tel: «le cancer a été à l'origine de mon bonheur». La maladie offre quelques instants de répit mais ne nous dispense pas d'œuvrer pour notre bien-être alors être malade devient une sorte de travail à plein temps.

Contre cette vision se révèle difficile car les associations qui luttent pour les droits des gros font la promotion du fitness et les gros doivent, encore plus, faire preuve de dynamisme et de talent.

Dans le registre de la contestation extrême, le *barebacking* qui consiste à transmettre ou à chercher à attraper le virus du sida est très controversée. Réintroduire du risque dans la vie sexuelle permet de donner une certaine gravité à l'existence et remet en cause le culte de la santé parfaite et le fantasme de l'immortalité, d'apprendre à vivre avec la mort.

Les malades qui préfèrent rester au lit, les gros qui jettent leur pèse-personne, les adeptes du *barebacking*, les uns comme les autres tentent de vivre sans se soucier du sacrosaint bien-être mais ne parviennent jamais à totalement s'en détacher. Cela montre à quel point échapper à l'emprise idéologique n'est pas chose aisée.

Pour les auteurs, il serait temps d'admettre que nous avons des «faiblesses» de reconnaître nos limites et notre finitude. En définitive, nous aurions tort de vouloir rechercher le plaisir à tout prix.

Renvois :

- Nicolas HERPIN, *Consommation et modes de vie en France sur 50 ans* – FW N°33.
- Eric DUPIN, *La fatigue de la modernité (Voyage en France)* – FW N°40.
- Nicolas BALTAZAR, *La place des salariés dans l'entreprise de demain* – FW N°47.
- Malene RYDAHL, *Heureux comme un Danois* – FW N°53.
- Gérald BRONNER, *La Planète des hommes (Ré-enchanter le risque)* – FW N°54.

ALL

Dans un futur proche, Tim est un jeune chercheur ; il entretient une relation fusionnelle avec Today, son assistant androïde. Lorsque Tim est envoyé une semaine en cure de déconnexion dans une campagne isolée, sans réseau ni communications, le robot, livré à lui-même, va s'essayer à l'autonomie. Tim fait l'expérience de la solitude et du sevrage. Plongé en pleine nature, il découvre le lien puissant qui l'unit à la terre, au ciel, aux animaux. Le jeune homme se dévoile au fil des situations tandis qu'on assiste, ému et réjoui, à la naissance d'une conscience et d'une personnalité originales : celles du robot.

Dans un texte où affleurent sans cesse l'humour et la poésie, Isabelle Jarry nous propose quelques visions de ce que pourrait être le monde de demain, ou plutôt de cet «aujourd'hui magique», que nous voudrions enchanté par la technologie.

Isabelle JARRY

Magique aujourd'hui

Gallimard – 2015 – 330 pages

Nous sommes en 2050 et Tim est un jeune homme hyper connecté. Dans son appartement parisien, il vit avec son robot, Today, un androïd intelligent de forme humaine. Gestion de la maison, planning professionnel, Today devient indispensable à Tim, mais pas seulement. L'androïd devient l'ami intime de son propriétaire à tel point que le jeune homme s'apercevra qu'il préfère la compagnie de son robot à celle de sa petite amie.

C'est une des nombreuses découvertes qui lui apparaît lors d'une semaine très spéciale ordonnée par un organisme puissant qui traque les personnes addictes au réseau de l'internet.

Tim est chercheur. Il passe plus de 18 heures par jour connecté à son ordinateur et perd un peu la notion du jour et de la nuit, ne se nourrit plus de façon saine et régulière, ne sort plus de son appartement. Il se penche sur la manière dont un japonais a miraculeusement survécu à la catastrophe de Fukushima en 2011.

Mais juste avant la date de présentation de ses travaux, Tim est brutalement envoyé en pleine campagne, sans aucun moyen de communication, coupé de toutes relations connectées en cure de déconnexion. Cette situation violente pour Tim le met dans un état de colère mélangé de désarroi. Impuissant, il se résigne et cherche par tous les moyens de rentrer en contact avec son robot pour le prévenir, tout comme on aimerait prévenir un proche de son absence.

Très rapidement son robot lui manque, il s'inquiète pour lui et réalise que Today est bien plus qu'un simple petit androïd de compagnie. Tim entretenait une relation fusionnelle avec lui ce qui rend ce personnage très attachant.

À Paris, ne sachant pas du tout où se trouve Tim, Today décide de partir à sa recherche, mais les rencontres dans le métro ne sont pas très amicales. Today analyse la situation et s'autorise à prendre une décision seul. Cette nouvelle configuration augmente ses capacités de réaction, et réagit de façon simple mais efficace, comme par instinct de survie, le robot s'échappe et parvient à son but.

Parallèlement Tim découvre de son côté la solitude, l'isolement, et prend conscience d'une nature dont il ne soupçonnait pas l'existence.

Dans son écriture, Isabelle Jarry nous embarque dans la (re)-découverte de la beauté d'un crépuscule, ou la difficulté de venir à bout d'un travail de jardinage quand la nature a depuis longtemps repris ses droits.

Ici, l'auteure ne prend pas franchement parti au sujet des nouvelles technologies, elle laisse le lecteur faire son opinion. Je ne qualifierais pas ce roman de science-fiction, mais plutôt de roman visionnaire, une tranche de vie future tout à fait probable.

In fin, ce roman fait réfléchir à la place que chacun veut bien laisser dans sa vie au monde présent, à la nature qui vit et qui évolue, elle aussi, autour de nous, en même temps que nous.

Depuis la découverte de la radioactivité et la mise en service des premières voitures radiologiques de Marie Curie envoyées sur le front pendant la Grande Guerre, la rencontre entre l'atome et le vivant a produit des avancées considérables en cancérologie, immunologie, génétique, neurosciences, radiobiologie, etc. Sait-on par exemple que les technologies d'imagerie médicale à l'origine de progrès gigantesques dans la connaissance du cerveau ont été développées dans les laboratoires du CEA ? Qu'il en est de même pour la mise au point du premier test du prion permettant la détection de la maladie de Creutzfeld-Jacob, dite de la « vache folle », ou des biotechnologies qui contribueront à l'émergence de nouvelles filières énergétiques ?

La biologie fait partie intégrante des activités menées au CEA depuis sa création en 1945. Ce domaine se diversifie et monte en puissance dans les années 1980, pour se structurer à partir de 1990 avec la création de Directions des sciences du vivant.

Pascal GRISET

L'atome et le vivant (Histoire d'une recherche issue du nucléaire)

Le Cherche-Midi – 2015 – 175 pages

Magnifique livre ! Non seulement les textes sont très pédagogiques, mais les illustrations et photos qui les accompagnent le sont également.

Dès 1946, les premières équipes du CEA s'installent dans le Fort de Châtillon déclassé par l'armée et localisé à Fontenay-aux-Roses. De nos jours, ce département dédié aux recherches sur les maladies infectieuses rassemble 1200 personnes dont 700 scientifiques.

Dès 1953, l'utilisation des radio-isotopes comme marqueurs moléculaires devient un usage fréquent de la radiobiologie. Au début des années 1980, les premières recherches en spectroscopie RMN – Résonance Magnétique Nucléaire, qui sera rebaptisée IRM (Imagerie par Résonance Magnétique) pour faire politiquement correct – sont menées avec, notamment, la fabrication d'un aimant supraconducteur de 2 teslas.

A Grenoble, dès 1955, lors de la création du CNG, celui-ci est immédiatement dédié aux sciences de la vie ; l'institut de biologie structurale y sera créé en 1992.

A Cadarache, la plateforme des phytotechnologie conçoit et développe des chambres de mesures dédiées à la culture des plantes en conditions contrôlées.

In fine, le CEA relève le défis des énergies alternatives (d'où son nouveau nom), les chercheurs s'engageant notamment dans l'étude d'une « troisième génération de biocarburants. »

Les Chapitres :

- 1/ Radioactivité : les débuts d'une grande aventure scientifique.
- 2/ Biologie : une place à part au CEA.
- 3/ L'élan de la recherche en radiobiologie, biologie moléculaire, biomédecine.
- 4/ Une direction pour les sciences du vivant...
- 5/ Protéines, virus, radiobiologie, toxicologie...
- 6/ L'imagerie médicale, pôle d'excellent du CEA.
- 7/ Biotechs et environnement, nouvelles trajectoires de recherche.
- 8/ Un acteur majeur de la recherche internationale.

PhS

Dans ce récit captivant de l'essor économique de L'Europe et de sa chute spectaculaire, Y.V. montre que les origines de l'effondrement sont bien plus profondes que nos dirigeants ne veulent l'admettre – et que nous n'avons rien fait, jusqu'ici, pour régler ces problèmes de fond.

Des lendemains immédiats de la Guerre Mondiale à nos jours, l'auteur raconte l'émergence de la zone Euro. Pas comme une marche à la prospérité commune mais comme une arnaque, une pyramide de dettes, dont les Pays comme la Grèce, l'Irlande, le Portugal et l'Espagne font les frais. La conception lamentable de la zone Euro, dont la force motrice était le portefeuille de prêts des banques, la vouait à un effondrement inévitable et désastreux. Mais depuis que l'ouragan a frappé l'Europe, ses dirigeants au lieu de la réformer, ont choisi un curieux cocktail : nouvelles dettes plus austérité implacable. Dans ces conditions, les citoyens les plus faibles paient le prix des erreurs des banquiers et rien n'est fait pour empêcher le prochain effondrement. Bien au contraire : le principe « austérité la plus dure pour les victimes des récessions les plus fortes » a conduit à une résurgence de l'extrémisme raciste. L'Europe redevient une puissante menace pour la stabilité du monde.

Yanis VAROUFAKIS

Et les faibles subissent ce qu'ils doivent ?

Les liens qui libèrent – 2016 – 440 pages

Roman ou essai ?

Au fil de la lecture, la question revient régulièrement tant la prose est enrobée de lyrisme, de romance, de métaphores philosophiques... alors que l'annonce du livre est un essai rigoureux.

Ajoutons à ceci que Y.V. est « *monsieur je sais tout sur tout* », et qu'il y a d'un côté la méchante Allemagne et la bonne Grèce.

Dès la page 11, une contre-vérité est assénée « Notre gouvernement de gauche venait de battre aux élections les alliés des Allemands en Grèce, le parti de la Nouvelle Démocratie (et le PASOK) ». Hélas, le compte des voix [Ministère grec] montre que 77% du corps électoral grec n'avait pas voté pour Siryza !

L'auteur, sûr de lui, fait remonter le projet de construction européenne à 1946 sous la tutelle des USA. Il ignore sans doute les accords de Locarno de 1925 sous les égides de Stresemann et Briand [Prix Nobel de la Paix 1926] ; sans aller jusqu'à lui rappeler le projet de Victor Hugo au milieu du 19^e siècle... voire l'appel du roi Henri IV à fonder une « union européenne » au début du 17^e siècle...

La manière romanesque utilisée – le livre aurait pu faire deux cents pages de moins en s'en tenant à l'essentiel – amène Y.V. à faire des allers-retours incessants dans l'histoire du 20^e siècle et du début du 21^e, ce qui donne un peu le tournis au lecteur, d'autant que l'écrivain finit par s'emmêler les pieds dans les dates. Evidemment, ce choix discursif à un avantage pour la thèse qu'il veut démontrer ; mais un inconvénient majeur : il applique des analyses homothétiques à des situations historiques, géopolitiques, socio-économiques qui n'ont pas grand-chose en commun. Bref, c'est une approche non-systémique.

« Vers la fin des années 1960, la jeunesse du monde entier était en révolte contre la prospérité dans le mal-être qu'avait apporté [les accords de] Bretton-Woods et elle exultait à tous les signes

de son effondrement. L'insurrection de Paris et même Woodstock..... » (P.114). Nous lui rappellerons gentiment que le « monde entier » se résumait à un quart de l'humanité en voyant large.

L'auteur entend donner des leçons d'économie (terme grec d'origine). Cela ne l'empêche pas de croire aux « lois » économiques (P.139) dont on sait pertinemment qu'elles n'existent pas, l'économie n'étant pas une science – le critère absolu étant la présence d'invariants en toutes circonstances, en tout temps et en tous lieux. Il affirme encore P.198 qu'il y a un « consensus entre les économistes » concernant la libre circulation des marchandises et des capitaux qui ne peuvent être associés à des taux de change fixes, sauf si le système prévoit un mécanisme de recyclage des excédents. Vrai au début du capitalisme – pas de création de monnaie ex-nihilo -, faux dans la globalisation financière.

Il récidive P.342 en invectivant les dirigeants européens via des dirigeants américains, les premiers ignorants les « lois élémentaires de la macroéconomie ».

Rappel : Depuis 1968, les économistes qui étaient en manque ont réussi – à l'encontre du Comité Nobel qui s'y refusait – à faire créer un « Prix d'économie de la Banque de Suède en mémoire d'Alfred Nobel » - prix baptisé prix Nobel par les journalistes incultes. Or, ce prix a récompensé # 30 théories économiques différentes en moins de cinquante ans ! Pour le consensus...faudra attendre.

Concernant la ratification du Traité de Maastricht par l'électorat français, il méconnaît le fait que ce sont les Bretons, au principal, et les Alsaciens, au complémentaire, qui ont permis la ratification ; seules ses deux régions ont voté Oui à 60%, toutes les autres étant à 51/49 dans un sens ou dans l'autre.

Sur les comparaisons entre la Grèce et l'Irlande, ses raisonnements sont courts. La dette irlandaise était une dette privée (comme en Espagne), la dette grecque était une dette publique, acquise par les mensonges des politiques au pouvoir depuis vingt-cinq ans (voir à ce sujet les apports de Nikos Vlantis sur les mensonges et les errements des Grecs dans le rapport de recherche sur la Démocratie – www.futuroouest.com).

Au passage il oublie une chose : les Irlandais ont remboursé en cinq ans les deux-tiers des 85 G€ prêtés par la BCE ; l'austérité y a conduit à un taux de chômage de 14% et une nouvelle émigration de l'ordre de 225 000 personnes. Mais les Irlandais se sont surtout retroussés les manches et depuis 2015 la croissance est soutenue, le chômage revenu à 7% et les émigrés à moitié de retour. De même, s'il se désole que dans son Pays l'austérité ait conduit à l'entrée du parti néonazi Aube Dorée au Parlement, il ne s'interroge pas pour savoir pourquoi, malgré une dure austérité, ceci n'existe pas en Irlande, pas plus que dans les États du Conseil Nordique ... dont il ne parle jamais.

Des allers-retours historiques dont nous avons déjà parlé, l'auteur fait des rapprochements audacieux. Ainsi de la volonté des Nazis qui ont été (dixit) les premiers à planifier une union économique et monétaire européenne...

Dans le même ordre d'idée, ne pas savoir que la CEE puis l'UE furent essentiellement conçues et construites pour mettre un terme aux guerres fratricides de 1870 à 1940 – quinze millions de (jeunes) vies épargnées - ; puis pour tenter d'acclimater des relations socioéconomiques apaisées entre Pays ayant des cultures différentes en ce domaine ; puis, pour faire pièce à l'empire soviétique – les USA et leurs alliés avaient une hantise du communisme -, puis pour favoriser via la jeunesse des respects mutuels... c'est être trop réducteur. S'il avait assimilé ces éléments fondamentaux il n'utiliserait pas le « cas italien » pour justifier le « cas grec ». L'UE est avant tout un projet culturel. [Jean Monnet]

En effet, s'il était connu que les données socioéconomiques grecques n'auraient pas dû lui permettre d'intégrer les zones Euro tant ils étaient trafiqués ; en revanche, pour l'Italie il ne s'agissait que d'un seul des critères, celui de la dette publique qui était effectivement supérieur aux 60% du Traité. Il n'y eut pas de complaisance envers l'Italie mais jugement pondéré : avec 18% du PIB de la Zone Euro, elle avait les moyens de se rétablir... et c'était l'un des six États fondateurs des Traités de Rome (CEE et Euratom).

P. 304, sans doute dans le but d'étayer sa thèse, il cite Jacques Delors, alors Président de la Commission Européenne qui indiquait qu'il fallait limiter l'influence des grands États par la subsidiarité. Y.V. affirme que ce principe pose qu'il faut laisser aux États nationaux de concevoir et de mettre en œuvre eux-mêmes leurs politiques dans les domaines de l'action publique qui peuvent être conduites de façon relativement satisfaisante au niveau de l'État-Nation. Outre que ce principe vaut surtout au niveau des NUTS – territoires reconnus pour les politiques communes FSE, FEDER, FEADER, etc., il implique en amont que chaque État respecte sa signature approuvant les Traités, sinon, à quoi bon en élaborer si c'est pour les mettre à la trappe. Dans le Monde de la Globalisation, seuls des ensembles puissants – type UE – peuvent se faire respecter.

L'auteur fait aussi souvent référence au New Deal de Roosevelt, comme d'autres en France font référence quasi religieuse au programme du Conseil National de la Résistance, comme s'il ne s'était rien passé depuis 1932 ou 1944. Il ne s'agit pas d'accepter les dérèglements – euphémisme – actuels et l'accroissement des inégalités entre Pays riches et Pays pauvres, ainsi qu'à l'intérieur des Pays eux-mêmes, il s'agit de concevoir et trouver des chemins d'application de solutions compatibles. Force est de constater que le pendant « communiste » ayant disparu, rien n'est venu le remplacer pour contrecarrer les exactions de la mondialisation financière.

Pour ce qui est de l'UE, nous savons parfaitement que l'application du Traité de Maastricht est restée au milieu du gué : l'UEM a quasiment été bouclée et l'Euro en est un résultat sans précédent, devenu en moins de quinze ans une monnaie qui couvre 25% des transactions commerciales de la Planète, à tel point que moult Pays qui ne sont ni dans l'UE ni dans la Zone Euro l'utilise. Mais, les parties complémentaires politiques du Traité de 1992 sont restées « *in progress* » très lent : fédéralisation politique (et non plus accords laborieux intergouvernementaux, seul chemin actuel des Traités successifs), harmonisation des politiques sociales, harmonisation des politiques fiscales, harmonisation des réglementations « hors coût »...etc... A titre indicatif, pour le social et le fiscal, c'était prévu dans le titre III du projet de TCE de 2005 ... rejeté par les Français et les Néerlandais.

Une fois retirée la partie lyrique et les annexes, il reste au lecteur les PP. 356 à 360 pour y lire les **propositions** de Yanis Varoufakis :

- Un programme bancaire au cas par cas. Pour exemple, ce serait au MES et non à l'État national qu'il incombera de restructurer, recapitaliser ou liquider les banques en faillite.
- Un programme de conversion limitée des dettes. Il est proposé aux États-membres qui ont une dette supérieure au critère de 60% du PIB de convertir l'excédent en obligations de la BCE.
- Un programme de convergence et de reprise dynamisé par l'investissement via la Banque Européenne d'Investissement et le Fonds Européen d'Investissement. L'objectif est de mutualiser des efforts à hauteur de 8% du PIB de la Zone Euro.
- Un programme de solidarité sociale d'urgence pour combattre la montée de la pauvreté.

LF

L'idée originale de cet ouvrage consiste à sortir de l'inaccessible discours des experts pour partager une lecture simple de la crise, en s'appuyant sur trois œuvres des plus populaires : Titanic, Avatar et Le Hobbit.

Regardons de plus près ce que la dramaturgie de ces films nous conte. Voyons ce qu'ils peuvent nous inspirer, pour sortir de l'abattement et de la sidération face à la complexité de la crise actuelle.

Hervé Gouil analyse ainsi les causes de la crise financière, les dérives d'une économie prédatrice, mais aussi les opportunités de changement et d'engagement citoyen suggérées par ces trois films.

Une approche éclairante pour comprendre les outrances de notre système économique et poser les bases d'une dynamique de résistance citoyenne.

Hervé GOUIL

Titanic, Avatar et Le Hobbit nous racontent la crise financière

(La résistance citoyenne face à la guerre économique)

Editions Yves Michel – 2015 – 140 pages

L'éditorial de Philippe Bertrand - animateur radio des Carnets de campagne sur France Inter avant le jeu des 1000 € - pose deux questions : « *De quelle histoire économique moderne sommes-nous issus ? Comment en sommes-nous arrivés à ce constat d'échec de relations sociales par la faillite de grandes entreprises commerciales ?* »

Hervé Gouil tente une réponse métaphorique en s'appuyant sur le cinéma : le naufrage du Titanic, celui de l'aveuglement sur un système bancaire à l'origine de la crise financière internationale de 2008 ; Avatar, la logique de colonisation et de prédation des grandes entreprises dominantes sur les peuples aux modes de vie solidaires et proches des ressources naturelles ; Le Hobbit, la sagesse d'un chef-mage et l'appel à l'engagement d'un citoyen lambda dans la lutte contre la cupidité de l'accumulation de richesse, pour que chacun puisse simplement avoir un « chez soi ».

Les analogies sont nombreuses. Le récit très agréable et pédagogique s'appuie pertinemment sur les contenus de films et proposent même des encadrés explicatifs en forme de clin d'œil : « Traduction à nos amis banquiers ». Pourvu que le livre atteigne les personnes visées.

Si l'ouvrage d'HG n'apporte rien sur le plan strictement économique, il a le mérite de se mettre à la hauteur des citoyens, dont les vies dépendent de décisions macro-économiques, publiques (banque mondiale,...) ou privées (grandes banques « too big too fail »), Son livre permet de s'y retrouver et de donner du sens à des logiques antagonistes aux conséquences néfastes sur la majorité des individus. Une bonne façon de s'approprier ou se réapproprier ces sujets qui interrogent les valeurs de nos sociétés d'aujourd'hui et de demain.

Un 4^{ème} scénario alternatif aux égarements du passé (?) est-il en cours d'émergence, avec l'économie sociale et solidaire ? Si on peut le souhaiter pour les nombreuses raisons évoquées dans le livre et les métaphores filées des trois films, le combat est encore bien long, face aux forces du marché et de l'argent. Mais l'important est déjà de comprendre pour s'engager : c'est le vœu final de ce livre qui pousse chacun à développer une éthique de l'action individuelle et collective. La Coopération des hommes comme alternative aux dégâts de la Concentration du capital financier. L'Organisation comme alternative au Chaos à venir ?

GP

Les « damnés de la terre » aujourd'hui, ce sont les hommes inutiles : non pas ceux qui sont surexploités et dont la force de travail est sous-payée, mais ceux qui ne trouvent pas à l'employer ou si peu, ceux qui – chômeurs, travailleurs précaires, paysans sans terre – sont réduits à survivre de l'assistance publique ou familiale et n'ont aucun moyen d'améliorer leur sort.

L'inutilité, dénonce Pierre-Noël GIRAUD dans ce livre, est la pire forme des inégalités, car elle enferme dans des trappes dont il devient impossible de sortir. En comprendre les mécanismes et proposer des politiques économiques permettant de l'éradiquer, tel est le propos de cet ouvrage.

Pour ce faire, Pierre-Noël GIRAUD ouvre la boîte noire de l'économie, exposant sa méthode, ses objectifs et ses outils. De là un certain nombre d'interrogations, décisives pour les trente années à venir : Malthus est-il redevenu pertinent pour définir notre rapport à la nature ? En quoi les différentes globalisations – numérique, des firmes, financière – conduisent-elles à engendrer de l'inutilité ? Et comment faire revenir sur notre sol les emplois « nomades », or noir du 21^e siècle ?

Exigeant dans sa démarche, ambitieux dans ses objectifs, ce livre passionnant entend montrer qu'il y a moyen de faire un « bon usage de l'économie ».

Pierre-Noël GIRAUD

L'Homme INUTILE, Du bon usage de l'économie

Odile Jacob – 2015 – 400 pages

Les ouvrages économiques traditionnellement parlent de croissance pour vaincre les situations économiques difficiles.

Dans ce nouvel ouvrage, Pierre-Noël GIRAUD envisage la situation sous l'angle des évolutions qui créent les inégalités engendrant des hommes superflus, exclus, rejetés et donc inutiles aux autres et à eux-mêmes. Pour lui, l'objet véritable de l'économie aujourd'hui est, non pas la croissance mais la réduction des inégalités, non pas la quantité mais la répartition. Dans notre longue histoire humaine la situation actuelle est essentiellement imputable aux choix des quarante dernières années et ceux des trente prochaines années seront cruciaux pour l'avenir de l'humanité. Il faut d'urgence réduire les inégalités tant internationales qu'internes, sans oublier le sort des générations futures.

En s'appuyant sur les notions de globalisations, d'emplois nomades et sédentaires, de capital naturel et humain, Pierre-Noël GIRAUD donne les clés d'un « bon usage de l'économie » permettant les choix politiques pour un bien-être général, sans hommes inutiles. C'est l'ambition de l'auteur de proposer un programme économique pour y parvenir.

L'auteur développe l'histoire de la pensée économique au travers des théories des 19^e et 20^e siècles (Smith, Ricardo, Malthus, Say, Mill, Marx, ...), dont les modèles ont montré leurs limites et qu'il faudrait rénover compte tenu de l'apparition de nouvelles données et de nouveaux paramètres.

La prise en compte de la **démographie** est incontournable. La population mondiale, aujourd'hui en forte croissance, va culminer à la fin de ce siècle à 10 milliards d'hommes,

pour décroître ensuite. Si l'on ne peut prévoir ce que sera dans ce cadre la nouvelle révolution anthropologique, la situation actuelle est imputable aux choix de ces quarante dernières années, mais il est surtout urgent de préparer les trente prochaines années.

Les études scientifiques, les statistiques, les données économiques, peuvent paraître optimistes. Il n'y a pas de risque d'épuisement des ressources dites épuisables ou renouvelables : nous ne manquerons pas d'eau, de terre, de minerai, de carbone et nous pourrons nourrir 10 milliards d'habitants. Mais, cet optimisme doit être tempéré par les conséquences des surexploitations des sols, des pollutions locales, des destructions du capital naturel qui ont des effets sur le capital social conduisant aux trappes de pauvreté.

Le réchauffement climatique en est une conséquence, et les États ne prennent pas le chemin de le limiter. Les perturbations qu'il engendre - désertification, raréfaction localisée de l'eau, hausse des niveaux des mers, ...- créent localement des hommes inutiles, contraints à l'immigration.

Le mouvement des globalisations n'est pas une notion nouvelle. Elles ont débuté après la découverte des Amériques et se sont poursuivies avec la Révolution industrielle où apparaissent les activités « nomades » coexistant ou s'opposant à l'économie « sédentaire ». Ce sera la base du nouveau modèle proposé par Pierre-Noël GIRAUD.

On assiste aujourd'hui à de nouvelles globalisations : numérique avec internet, des firmes avec la mise en compétition de tous les territoires, financière avec la circulation des monnaies et des titres sans contrainte dans le monde entier. Mais ces globalisations ont des effets différenciés dans les différents territoires et les modèles anciens sont dépassés face aux réalités.

Dans un monde où **l'augmentation démographique** et donc le potentiel d'emplois nouveaux sera dû à l'Afrique, les autres continents étant ou stables ou en régression, il est urgent de s'interroger sur l'évolution des inégalités et notamment des hommes inutiles. A politique constante, elles vont augmenter en Europe et aux Etats-Unis et exploser en Afrique avec pour conséquence des migrations internes importantes.

Les crises financières provoquant des crises économiques conduisent au chômage et à la précarité, accentuant les inégalités et créant de nouvelles trappes d'inutilité. Ainsi, les quatre dernières décennies de libéralisation ont abouti à une industrie financière préparant la crise de 2008. Les conséquences ont été désastreuses et ne sont pas achevées, de nombreux mistigri (part illusoire des dettes, non remboursée) n'étant pas encore décelés.

Ce constat posé, l'auteur, dont l'objectif est d'imaginer des sociétés où tous les hommes seraient « utiles » et auraient une « valeur » pour eux-mêmes et pour les autres, dans une « société juste », avance – en se référant aux critères de Rawls, Sen et Pareto – que pour l'atteindre il est nécessaire de passer par une réduction des inégalités, de la pauvreté, thème devenu récurrent pour tout gouvernement. Ces notions, dont les définitions peuvent avoir des significations divergentes selon les Etats, ont cependant un point commun : leur réduction est une condition indispensable pour l'avenir de la paix civile, ce qui implique de préserver le capital naturel, stabiliser les fluctuations monétaires, diminuer les hommes inutiles, réformer les politiques européennes dans une Europe rétrécie en se basant sur une politique de stabilité plutôt que de croissance.

Pour y parvenir, l'auteur propose de :

- combattre le non emploi et la précarité,
- consacrer les investissements à une ré-industrialisation, en privilégiant la préférence pour les biens-services sédentaires,

- miser sur nos points forts, la haute technologie et le luxe,
- sauvegarder le capital humain, le savoir-faire français,
- soutenir la formation initiale et continue et réformer le dialogue social,
- développer les biens-services nomades liés aux avantages naturels et culturels de nos territoires, entre autre le tourisme,
- contrôler l'immigration sans la refuser, notamment les forces vives immédiatement intégrables,
- réformer la politique monétaire (avec une organisation de la finance favorable à l'ouverture des trappes d'inutilité), la gestion de la dette publique (dont les titres seraient immunisés contre l'inflation) et le système financier (en minimisant les risques).

L'apparition des « *hommes inutiles* » résultant des imperfections de marché, il appartient aux Etats d'y remédier. Il ne s'agit pas de tout contrôler ou tout réglementer, mais de créer les conditions de développement des politiques préconisées pour atteindre l'objectif de suppression de l'inutilité.

Les réformes proposées paraissent simples et réalisables. Pourtant, aucun État ne les prend en compte. Les raisons sont historiques et liées aux structures des partis, gouvernements et Etats parlementaires. Le salut ne peut venir que de nouvelles politiques dites inventives, permises par des réflexions ou des actions d'organisations de militants ou d'indignés qui bousculeraient les modèles anciens, utilisant les nouveaux modes de communication (réseaux sociaux ...) pour bâtir un programme d'éradication de l'inutilité.

Utopie ou réalisme ?

Renvois :

- Jean (de)KERVASDOUE, *Les prêcheurs de l'apocalypse (Délires écologiques)* – FW N°26
- Bernard GUERRIEN, *L'illusion économique* – FW N°27.
- Mike DAVIS, *Le stade Dubaï du capitalisme* – FW N°27.
- Maurice DECAILLOT, *L'économie équitable* – FW N°41.
- Marion GUILLOU, *Neuf milliards d'hommes à nourrir* – FW N°42.
- Laurence FONTAINE, *Le Marché : histoire d'une conquête sociale* – FW N°52.
- Alan WEISMAN, *Jusqu'où pourrons-nous être trop nombreux ?* – FW N°53.

PN

L'antisionisme du 21^e siècle constitue une menace aussi grave pour le destin juif que l'antisémitisme du début du siècle dernier. Retrouvant le geste de Théodore Herzl écrivant à Paris *L'État juif* au lendemain de l'Affaire Dreyfus, 40 ans avant la Shoah, Shmuel Trigano analyse pourquoi le sionisme politique, inscrit toujours dans la logique de l'émancipation, a du mal à relever le défi contemporain.

S'il a restauré de façon unique la souveraineté politique du peuple juif, sa souveraineté métapolitique de laquelle tout découle et que l'auteur définit comme le lien à « l'Israël éternel », est restée en déshérence, à l'heure où elle est attendue du côté de la majeure partie des Juifs mais aussi ciblée par ses ennemis.

Il défriche la possibilité d'une nouvelle grande stratégie pour l'État d'Israël, qui rende possible la convergence des deux attributs de la souveraineté, dans le cadre d'une véritable théorie politique inscrite dans la démocratie.

Le retour à Sion ne fait que commencer... A Jérusalem.

Shmuel TRIGANO

Le nouvel État juif

2015 – 180 pages

En intégrant dans le retour à Sion la logique de *l'émancipation* (l'auto-émancipation), le sionisme, tout en restaurant la condition collective objective des Juifs, ne redonnait pas sa place au *peuple juif* si ce n'est sous la forme d'une *nation israélienne*. De la même façon qu'en devenant Français, Anglais, Allemands, les Juifs étaient devenus des « Israélites », les Juifs devinrent des « Israéliens », des nationaux « comme les autres », une modalité spécifique d'une condition générale. La « normalité » dans ce sens ne désigne pas la condition naturelle de l'homme qui va de soi (car les Juifs ne sont pas des extra-terrestres) mais une éradication de la singularité identitaire et de la personnalité historique du peuple d'Israël. « L'Homme » dans ce discours (la déclaration de *l'homme* et du citoyen) est un artefact idéologique, une des premières épures de « l'homme nouveau » que toutes les idéologies totalitaires voulurent plus tard « fabriquer » au prix de la destruction de l'humanité réelle et, selon les cas, de peuples historiques entiers (les génocides).

Les Israéliens, comme hier les Israélites, ne peuvent comprendre ni imaginer pourquoi une grande partie de la Planète leur en veut puisqu'ils sont « normaux », c'est-à-dire devenus un État démocratique comme les autres.

Très documenté sur le plan historique, l'ouvrage de ST rappelle qu'en 1931, le Haut Comité Arabe sous la houlette de El Husseinî – qui avait fait de la Palestine la terre du « Dar El Islam » - l'étendard de la lutte arabe -, déclarait clairement sa motivation quand il s'opposa à la Commission Peel et à sa proposition de partage territorial : « Les Juifs doivent se soumettre à la domination arabe comme par le passé et l'avenir décidera s'ils peuvent ou non rester dans le Pays ». Plus près de nous, l'Article 31 de la Charte du Hamas confirme cette affirmation de sujétion à l'Islam.

Le Plan Peel de 1937-1938, aboutissement de la Commission éponyme, proposa d'attribuer un quart des territoires sous mandat britannique aux Juifs et deux tiers (dont le Negev) à la Transjordanie, un territoire juif d'autant plus étriqué qu'il comprenait 50% de populations arabes, les autres régions (Jérusalem, Nazareth, le lac de Tibériade, Bethléem, un corridor jusqu'à Jaffa et Jaffa) étant confiées à la Grande-Bretagne. Après les émeutes de 1938, le *Livre*

Blanc de 1939 proposa non plus deux États mais un État judéo-arabe (aux deux-tiers arabe), une limitation de l'immigration à 75 000 Juifs sur 5 ans et uniquement avec l'accord arabe (à la veille de la Shoah !) et l'interdiction de la vente de terres. Tous ces plans fantaisistes furent acceptés par l'Agence Juive et tous refusés par les Arabes.

Puis vint la décision n°181 de l'Assemblée Générale de l'ONU du 29 Novembre 1947 instaurant deux États, l'un Juif, l'autre Palestinien. Décision refusée par les États arabes... qui avaient ratifiés la Charte de San Francisco (!) et qui déclarèrent la guerre à l'État juif naissant en Mai 1948. Ils perdirent la guerre de conquête. L'État juif en sorti conforté ; la Jordanie s'empara de la Cisjordanie et de l'Est de Jérusalem, l'Égypte de la bande Gaza, sans que ces deux puissances ne permettent à une quelconque Palestine de naître.

A part l'Égypte et la Jordanie qui ont signé des Traités de Paix avec Israël, tous les autres États arabes sont toujours officiellement en guerre contre l'État juif.

Plus loin, l'auteur aborde la situation particulière du monde juif actuel qu'il inscrit dans une crise internationale des sociétés démocratiques. Les élites postmodernistes juives, emportées par cette frénésie, y puisent – parce qu'elles s'adosent à cette idéologie dominante – le sentiment d'une légitimité plus grande que celle qu'elles tirent de leur place réelle (minime) dans le peuple Juif. Pour lui, cela caractérise d'ailleurs toutes les élites postmodernistes du monde occidental qui se sont retournées contre leurs peuples en se drapant dans une morale grandiloquente qui surenchérit sur les « droits de l'homme » là où elles détruisent l'humanité. Ces élites transnationales s'adosent l'une à l'autre pour se renforcer et s'installer dans un jeu de miroirs narcissiques confortable, jetant sur leurs peuples – après tout leur base sociale et politique, source de revenus et de carrières – les accusations les plus noires et les plus délégitimantes : voir le discours classique stalinien : fasciste, nazi, colonialiste, raciste, etc.

De ce point de vue, les « **Accords d'Oslo** » inauguraient l'ère du postmodernisme dans les relations internationales, juste après la chute du soviétisme. Ils donnaient à voir un spectacle inédit : Un État, vainqueur de ses ennemis à plusieurs reprises, les reconnaissait sans que ceux-ci ne le reconnaissent ni n'acceptent leur défaite dans une guerre qu'ils avaient eux-mêmes lancée, le tout en vertu non d'un accord de paix mais d'un « processus » leur conférant des territoires qu'ils n'avaient jamais eu durant toute l'Histoire, une entité institutionnelle « L'Autorité palestinienne », qui prenait la suite d'une entité terroriste (l'O.L.P.), des forces armées, l'accès à une reconnaissance et à des financements internationaux et enfin, last but not least, des positions stratégiques territoriales leur permettant de porter la mort et la désolation au cœur du territoire de son ennemi. Curieux « processus de paix ».....

Après la partie descriptive, principalement historique, l'auteur s'emploie à proposer des bases de refondation du judaïsme.

Ainsi, il considère comme importante la sphère éducative combinant des faits et des périodes à mettre en chantier. Pour lui, le choix de la longue durée est capital et son acte inaugural est l'intégration de l'histoire biblique à ce processus. Cette période est la « tête », le principe, la matrice de toute l'histoire juive et il n'y a pas de sujet juif sans elle. Que l'on y « croie » ou pas, elle est le récit fondateur et, comme telle, en tout cas, un fait social et historique éminemment réel, d'autant que son histoire a été source d'inspiration pour l'univers. Vingt-huit siècles d'histoire marqués par la religion, deux siècles de modernité, l'histoire du sionisme, constituent autant d'éléments constitutifs de la même histoire d'un peuple, dont il s'agit d'identifier les structures et les mouvements par-delà la dispersion, la longue durée, la diversité.

Qu'il y ait lieu d'imaginer et de penser un tel projet éducatif, soixante-sept ans après la création de l'État d'Israël témoigne, selon Shmuel Trigano, de ce que la restauration de la culture du « peuple juif » reste encore inachevée dans la création d'une culture « israélienne ».

La résurgence de *l'esprit de l'Israël éternel* dans le domaine du savoir, de l'intelligence, de la recherche et de la culture n'a pas trouvé sa demeure dans une Université qui n'a fait que reproduire le modèle de l'Université occidentale, là où il s'agissait de construire une *université* juive, dans le sens plein de ce terme qui fait référence à *l'universitas*, l'universalité.

L'urgence est de créer ce lieu de savoir, au cœur de Jérusalem, qui devienne le cerveau de la reconstruction et de la restauration de l'Israël éternel dans ce monde-ci et notre époque autant qu'un grand centre spirituel mondial dont la vocation sera de combattre la babélisation de l'humanité, la manipulation de l'identité humaine, l'instauration d'une nouvelle figure de l'empire, autant de menaces qui pèsent aujourd'hui sur l'avenir.

L'ensemble du projet de refondation de la notion de « judaïsme » s'inscrit non dans la régression de la modernité mais dans ses acquis, dont un des éléments essentiels est la liberté de l'individu. Il ne s'agit pas de gouverner les vies des individus mais de les doter d'une formation qui les aide à comprendre où ils sont nés, qui ils sont, comment ils sont vus par l'environnement, comment clarifier et maîtriser tous ces éléments reçus au départ et non choisis, afin qu'ils fassent leur chemin dans l'existence, quitte à ce qu'ils fassent des choix plus tard.

Concernant le « conflit israélo-palestinien », l'auteur revient sur les « informations » manipulées par les médias, notamment occidentaux.

Voici pour lui l'enchâssement des idées toutes faites qui représentent autant d'hypothèses qui n'ont jamais été clarifiées mais qui s'avèrent pourtant erronées, en même temps qu'elles témoignent d'une attente pathétique envers la réalité.

Ainsi :

- Le problème principal du conflit, c'est l'occupation des territoires de Judée-Samarie après la guerre de 1967 ;
- Un État palestinien est le facteur central de la paix ;
- Le conflit est un conflit de type national, opposant deux nationalismes ;
- Les Palestiniens veulent la paix. Israël aura la paix si les aspirations nationales palestiniennes sont satisfaites.

Dans les pages 139 à 143, l'auteur démonte un par un les mensonges qui soutiennent ces hypothèses. Sur le plan factuel, c'est effectivement convainquant. Le scientifique qui rédige cette NDL restera réservé sur la notion d'Israël « éternel », mais sans doute est-ce hors sujet pour Shmuel Trigano.

Renvois :

- Pascal BONIFACE, *Comprendre le Monde* – FW N°36.
- Hamit BOZARSLAN, *Sociologie politique du Moyen-Orient* – FW N°41.
- Hubert VEDRINE, *Dans la mêlée mondiale* – FW N°46.
- Gérard CHALLIAND, *Vers un nouvel ordre du Monde* – FW N°48.
- Philippe VAL, *Malaise dans l'inculture* – FW N°56.
- ADONIS, *Violence et Islam* – FW N°58.

LF

Quelles seront nos plus grandes villes en 2030 ?
D'où proviendront nos vins ?
Quels modes de vie, de transport, de consommation adopterons-nous ?
Quels seront les métiers de demain ?
Combien y-aura-t-il dans notre pays de chats, de loups, ou de chacals dorés ?
Université, francophonie, économie : comment la France rayonnera-t-elle au 21^e siècle ?

Benoist SIMMAT

Atlas de la France du futur / Notre avenir en 72 cartes

Autrement – 2016 -175 pages

Avertissement au lecteur (Warning !).

Les cartes présentées ici (avec leurs commentaires) sont des **projections** linéaires, en aucun cas des prospectives intégrant les ruptures, bifurcations, discontinuités... qui ne manqueront pas de se produire entre 2016 et ... 2116 pour la carte la plus lointaine.

De plus, chaque carte est affublée d'un indice de probabilité sur 100, dont il n'est expliqué à aucun moment quels sont les algorithmes qui furent utilisés.

Quelques commentaires :

- **P.19** – Le poids des seniors en 2040. L'âge-pivot de caractérisation est + 60 ans... alors que depuis les années 1990, les organismes sérieux utilisent l'âge-pivot de + 65 ans compte tenu de l'allongement de la durée de vie ; et + 75 ans pour caractériser « la vieillesse ».
- **P.23** – Deux millions de plus de 95 ans en 2100. Oui, si l'on raisonne, comme l'ont fait apparemment les auteurs, toutes choses égales par ailleurs.
- **P.27** – Des côtes françaises de plus en plus denses en 2040. Outre que la carte montre aussi un accroissement fort dans les Alpes et une partie des Pyrénées, cela semble vouloir dire que les Français ne tiendront aucun compte des propos alarmistes sur « la montée de eaux » sur les littoraux tels que décrit dans le chapitre Environnement du livre ?
- **P.63** – L'essor du célibat. Why not ? Il est annoncé près de 50 % de ménages unipersonnels en 2040 avec un indice de probabilité de 65 % ; mais le vivre en colocation de formes diverses n'est pas intégré à l'hypothèse.
- **P.67** – Paris-vélo, la nouvelle Amsterdam 2020 (!?) / Probabilité 70 %. Idéologie versus vraie recherche disruptive ?
- **P.89** – Métropoles. L'avenir du Grand Paris 2030 / Probabilité 55 %. Le propos est convenu et daté « années 1970 » : pour être riche, puissant, reconnu, il faut être gros. L'ennui est que depuis trente ans la tendance est inverse : ce sont les petits qui gagnent en termes de qualité de vie et de revenus disponibles des ménages. Le Grand Paris est un projet mégalomane qui va accentuer les effets iatrogènes de l'urbanisation densificatrice au détriment des conditions de vie des Franciliens, mais ce n'est sans doute pas le souci des élites protégées ?

- **P.93** – Tourisme : vers les cent millions de visiteurs en 2020 – c'est-à-dire dans un quart d'heure quand on connaît les bases de La Démarche prospective.

Vœu pieux ? Il est parfaitement connu que les chiffres du tourisme sont daubés et ne reflètent absolument pas la réalité. Outre que sur les 75 millions de visiteurs recensés – sans qu'on sache comment -, il y en a un quart qui ne fait que passer, mais les apports de Valeur Ajoutée ne sont pas mesurés avec précision. Moults Offices de Tourisme en sont encore à compter le nombre de personnes venues chercher une brochure... sans chercher à connaître et à interpréter les Valeurs Ajoutées économiques potentielles.

- **P.110 – 2050** / Probabilité de 80 %. Alors là, nous sommes dans le délire IPCC garanti sur le réchauffement climatique, les températures affirmées de 26 à 43°C en Août 2050 ; la Camargue et les Charentes qualifiées de « futures Atlantides ? » en 2100 avec un indice de probabilité de 70 % (!), tout ceci sans discernement ni mise en perspectives contradictoires. Le fait observé par tous les observatoires de la Planète comme quoi la température moyenne du Globe – ce qui en soit est un indicateur pauvre – ne bouge plus depuis ... 1998, semble leur avoir échappé.

- **P.140** – 76 millions de Français au début du 22e siècle. 2100 / Probabilité de 65 %. Là, il faut reconnaître que la probabilité est (un peu) prudente. En effet, le temps où la démographie était facile à appréhender et où l'on pouvait faire des projections assez pertinentes à 20, 50 ans, est révolu. Voir la projection onusienne de 1970 qui donnait 10 Ghab sur Terre à l'horizon 2000 ; il y en eut 6 ! De même, les transitions démographiques qui prenaient des décennies dans le passé lointain ont montré des ruptures brutales dans un passé récent, ainsi du Brésil, de l'Iran, de la Russie... à la baisse ; du Nigéria, du Vietnam, de l'Indonésie... à la hausse.

- **P.156** – Les 105 Départements français en 2065. Heureusement, la probabilité est de 20 %. Evidemment puisque les Départements à la française sont obsolètes dans l'Ère de l'Information [NBIC - Globalisation] dans laquelle nous sommes entrés depuis plus de trente ans ! L'ennui, c'est qu'un lecteur rapide « croira » la projection du titre...

- **P.161** – A l'assaut de la planète Mars. Les premières cités martiennes en ... 2116. Diantre ! L'auteur de cette NDL étant membre actif de la Mars Society depuis 2007 – www.marssociety.org – peut affirmer que les auteurs n'y connaissent rien. Si l'on peut douter du programme Mars One du consortium néerlandais (2020), les engagements de SpaceX (Elon Musk) sont autrement plus crédibles. Certes 2018 semble un peu exagéré, mais 2030 pour une installation conséquente et durable sur la planète rouge est tout à fait crédible.

La formule est toujours la même « Ce livre a le mérite d'exister » et les cartographies de forme sont bien faites.

Mais la réserve subsiste : un lecteur peu averti prendra tout ça pour des certitudes, des prédictions...

Renvois :

- Jacques MARC, *Comment l'Homme quitta la Terre* – FW N°45.
- Jean-François BOUVET, *Mutants : à quoi ressemblerons-nous demain ?* – FW N°52.
- Nicolas CARTELET, *Rêves de futurs* – FW N°58.

LF

La société de connaissance porte l'idée d'un projet structurant pour la société européenne, d'un nouveau cadre de développement, d'une autre organisation économique, sociale et culturelle.

L'ouvrage questionne cette notion, ses ambiguïtés, ses limites et tente de comprendre les espérances et les inquiétudes qu'elle peut susciter. Il s'agit d'abord de décrypter la relation entre société de la connaissance et développement du fait du numérique. Le fait numérique, ses outils, ses services et ses pratiques a contribué à donner un rôle clé à l'information et à la communication au sein des sociétés contemporaines : généralisation des réseaux de communication, logiques de mondialisation et de globalisation. Il ouvre des territoires neufs pour les relations sociales d'un autre type, des modalités communicationnelles inédites et des approches cognitives particulières. Enfin, il renouvelle profondément les conditions d'accès aux connaissances et aux savoirs.

Nous ne savons pas quelle société demain va structurer nos façons de vivre, de penser et de travailler, mais le développement de la connaissance au sein des sociétés semble bien être la voie privilégiée qui permette de construire un avenir à notre humanité.

Yves ARDOUREL

Vers une nouvelle société de la connaissance

Presses Universitaires de Bordeaux – 2014 – 260 pages

Structurée en cinq parties l'ouvrage place l'émergence en cours de la société de la connaissance dans le prolongement de l'aventure du numérique.

Trois hypothèses permettent d'explorer ce monde en création : les contenus numérisés – écrits, images – produits par de multiples instances, en des quantités jamais atteintes dans l'histoire, nécessitent une nouvelle mise en forme de ces savoirs, des nouveaux modes de diffusion et d'usage. Les nouveaux modes de diffusion font appel à structures qui donnent à ces contenus un statut et des modalités d'accès, soit libres soit commerciales. Enfin, les usagers de ces contenus, par leurs modes d'appropriation, d'enrichissement des contenus, d'utilisation ludique ou professionnelle les transforment en connaissances. Pour l'auteur une société de la connaissance serait celle capable de « reconnaître et valoriser les engagements de ses membres dans la pratique des savoirs et des connaissances partagées. »

Pour nombre d'experts, par exemple Maurice Lévy et Jean-Pierre Jouyet, dans un rapport publié en 2006 : « *Au capital matériel a succédé, dans les critères essentiels de dynamisme économique, le capital immatériel, ou, pour le dire autrement, le capital des talents, de la connaissance, du savoir.* » Cette « *économie de l'immatériel se fonde sur de nouvelles matières premières : le savoir, les connaissances, la créativité, l'imagination, les technologies de l'information, la capacité d'entreprendre.* » Cette nouvelle branche de l'économie, qui en est aussi le moteur, interroge les institutions de la création, du système éducatif, de la recherche et en souligne l'obsolescence provoquée par son propre développement.

La promotion de l'accès à tous les savoirs, de leurs nouveaux usages et de leurs nouveaux modes d'appropriation, est-elle autre chose qu'une invitation à une nouvelle consommation, un

renforcement de l'économie marchande et de son emprise sur les esprits ? Pour Yves Ardourel cette question éludée en ouvre une autre : « *Quelle place pour une éducation ouverte à tous, pour un partage des savoirs, pour le développement culturel et les solidarités sociales ?* »

De quelles connaissances est-il question ? De celle qui naît de l'esprit d'un génie, mais aussi de celles de mon quotidien, et de celles qui permettent les échanges dans les groupes sociaux. Pour Edgar Morin « *Connaître, c'est produire une traduction des réalités du monde extérieur.* » Pour Jeanneret connaissance indique « *le travail productif des sujets sur eux-mêmes pour s'approprier des idées ou des méthodes* ». Les contenus évoqués plus haut sont donc des informations, des produits ; la connaissance est une démarche pour acquérir, s'approprier des informations, c'est un processus.

Ce processus d'acquisition se fait à travers trois grands types de démarches : institutionnelles, personnelles, contributives. Elles s'enrichissent mutuellement, s'actualisent en permanence. La question de leur pertinence dans le temps, ainsi que celle des informations qu'elles véhiculent, n'est pas résolue actuellement.

L'information nouvelle chasse celle de la veille, la connaissance, par contre, repose sur la capitalisation. Il faut donc « des modes de classement et de description performants, des dispositifs d'analyse et l'organisation en particulier d'une veille minutieuse des connaissances diffusées. »

Dominique Wolton, dans « L'autre mondialisation » soulignait : « *Puisque les messages communiqués sont sans cesse plus nombreux et plus rapides, il faut que les récepteurs, qui ne sont jamais neutres, développent les outils cognitifs nécessaires pour filtrer, appréhender, hiérarchiser, accepter, refuser ces informations.* » Là est le véritable défi. Ce qu'Edgar Morin exprime ainsi : « ***Pour dominer la complexité du monde, le système de pensée doit être complexe.*** »

La seconde partie de l'ouvrage porte sur les ressources et les contenus numériques. Le document numérique peut être analysé au moyen d'une définition tridimensionnelle « *forme, contenu (ou texte), et médium* ». L'usage se trouvant intégré dans l'aspect médium. L'apprentissage nécessite en particulier un matériel adapté à l'usage individuel et à l'usage collectif, ainsi qu'à la personnalisation des usages par l'enseignant. La dématérialisation des contenus se heurte à cette matérialité des systèmes d'accès, ordinateur, source électrique, clavier, écran,... La multiplication des écrans, en particulier tactiles, « *développe une intimité qui favorise la fusion entre le message et les doigts... Le numérique, jusqu'à présent tenu à distance par l'écran, attrape son usager par le bout des doigts.* »

Entre l'écran et les informations règnent les moteurs de recherche. Google, ses critères de choix, ses algorithmes et son quasi-monopole d'accès « *aux livres de l'humanité* » fait qu'une logique de profit domine dans la diffusion du savoir. La société de la connaissance se réduit-elle à un marché de la connaissance ?

Marché ou non, la mise en relation d'un objet numérique avec son public nécessite une politique éditoriale liée aux usages auxquels il est destiné. Du stockage à l'intégration dans un dispositif de formation en passant par l'intégration dans une collection structurée, ou une

publication en ligne. Ces divers usages correspondent à des finalités différentes et nécessitent des modes d'accès différenciés.

Un risque apparaît, vouloir tout conserver. « *En redoublant le réel, le numérique crée une sorte de confusion, il n'aide pas l'intelligence qui est mise à distance d'éléments du réel pour en élaborer le sens.* »

La troisième partie nous fait pénétrer dans le monde foisonnant des dispositifs, dits *dispositifs de la circulation des savoirs* (DCS). L'auteur nous précise que « *les réflexions nécessaire à leur conception et à leur organisation devraient conduire à la création d'une science des DCS.* » Ces dispositifs mettent en relation pour des usages, des pratiques comme former, chercher, diffuser, apprendre, associer,... des contenus avec des usagers producteurs qu'ils soient chercheurs, documentalistes, enseignants, journalistes,... et des usagers consommateurs lecteurs, spectateurs, apprenants, visiteurs,...

Dans les dispositifs, certains sont bien connus comme l'université et toutes les structures de formation présentielle. Mais toutes sont questionnées sur leur finalité. Former une élite en développant des pôles d'excellence ou se préoccuper également de ceux qui accèdent plus difficilement aux connaissances ? Les orientations pédagogiques sont donc au centre de la question de l'accessibilité des publics aux savoirs.

« *Les universités doivent entrer dans l'ère du numérique* » tel était le mot d'ordre du Ministère pour la rentrée universitaire de 2010. En octobre 2013 est lancé le projet FUN, une plateforme de MOOC – Cours en ligne ouvert à tous – pour permettre à tous les publics d'accéder à des cours variés et de qualité où qu'ils soient dans le monde. Ce projet avait été précédé des « Campus numériques français » en 2000 et des « Universités Numériques Thématiques » en 2003, puis des « Universités Numériques en Région » en 2009...

Les idées ne manquent pas, ni les critiques syndicales et professionnelles contre ce « *mouvement de marchandisation des savoirs* ». Mais il apparaît aussi que les établissements d'enseignement présentiel ne semblent pas les mieux armés pour élaborer et proposer des formations ouvertes à distance (FAD). Qu'il s'agisse du CNAM et de ses 100 000 auditeurs inscrits en 2012, ou de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) l'engagement institutionnel est réel. Mais l'autonomie requise pour suivre une telle formation ne fait l'objet d'aucune formation, et les accompagnateurs nécessaires en particulier auprès des publics en difficulté reste à l'état de projet.

Une mission numérique pour l'enseignement supérieur (MINES) a été mise en place à la rentrée universitaire de 2010. D'autres initiatives se développent EDEN, EUTIC, ... autant de réseaux d'acteurs nationaux ou internationaux organisant des rencontres, des journées d'étude pour favoriser la promotion d'autres stratégies de formation.

« *La médiatisation des connaissances portées par un grand nombre d'acteurs et d'institutions aboutit à une offre gigantesque de produits accessibles. Pourtant il ne peut pas y avoir de formations à distance efficaces sans des structures qui portent ou accompagnent ; sans dispositifs qui permettent aux acteurs de construire leur cheminement propre, les connaissances seront peut-être accessibles mais risqueront d'être non ou mal acquises. La réussite d'une société de la connaissance ne se joue donc pas dans sa capacité d'ouverture des connaissances à tous, mais dans l'accès qu'elle offre aux dispositifs d'appropriation des connaissances.* »

Dans ces lieux d'appropriation, au-delà des universités, des écoles, des partenaires, il y a l'apprenant. Lieu principal et pour lequel peu de propositions sont faites. Des remarques, des questionnements, mais rien de plus opérationnel sauf les « *coaches du savoir* » !

La quatrième partie s'intéresse à l'usage et à la pratique. Les machines qui traitent de l'information, introduisent une rupture entre l'usage et la pratique. Ces « *machines à communiquer* » nous dit Michel Serres « *transfèrent le projet d'utilité du constructeur vers l'utilisateur, qui les emploie à loisir et comme bon lui semble.* » L'enjeu d'usage qui apparaît est alors celui de la création. « *Il y a donc des niveaux d'usage qui pourrait se caractériser par le niveau de liberté créatrice qu'un usager peut mettre en œuvre. Il y a un usage, marqué par l'habitude qui n'est pas créatif, et des usages à la pointe qui portent l'innovation. Entre ces extrêmes, la pratique, qui demande un savoir-faire, une forme d'intelligence en action.* »

L'intégration des TIC dans le système éducatif français est riche en expériences innovantes pour des publics restreints et de blocages pour la majorité des acteurs. Une étude canadienne portant sur dix années d'utilisation des TIC en éducation montre que « *le développement ne dépend ni du nombre, ni de la qualité des ordinateurs disponibles mais des objectifs pédagogiques et des stratégies envisagées par les acteurs, les organisations et les producteurs de ressources numériques.* »

Luc Trouche, directeur en 2009 d'Eductrice, un service de l'INRP, constatait qu'après quarante ans d'expérience on ne pouvait ni se passer de l'humain pour apprendre, ni de l'école pour enseigner.

Une nouvelle clé de voûte est apparue en France, les ENT (Environnement Numérique du Travail) dont on dit qu'il s'agit du chaînon manquant entre l'équipement et l'usage, entre la théorie et la pratique. En 2008 la Caisse des Dépôts indique que ce projet dans sa déclinaison pour les écoles primaires a pour objectif de « *reconfigurer la relation entre les parents, l'école et la commune* »...

Quelles perspectives ? C'est ce que la cinquième partie va explorer.

Des arbres de connaissances, abandonnés par les commanditaires institutionnels, permettant une cartographie des compétences d'un groupe, d'une communauté humaine, et permettant des échanges de savoir à la refondation de l'école. Ces projets, ou démarches en cours supposent le désir d'apprendre, la curiosité des choses. Dans un régime d'abondance et d'immédiateté des réponses aux désirs, il n'est pas sûr que « *l'avarice cognitive* » qui renforce les routines personnelles ou imitatives du milieu ambiant, puisse être contrainte par le besoin de sortir de sa « *zone de confort* ».

Une « *zone de confort* » qui a intégré, à travers la téléphonie mobile et Internet, l'expérience de l'ubiquité, mais qui ne sait intégrer le rythme des processeurs. Le vivant « *dort, mange, aime* ». L'auteur nous rappelle qu'« *Apprendre requiert du temps pour l'enfant, l'adolescent et encore plus pour l'adulte. Il n'y a pas d'instantanéité de la connaissance pour les humains. Elle est un processus, fruit d'une élaboration interne au sein d'un collectif humain qui ordonne, évalue, sélectionne.* »

Il suggère d'engager un travail d'observation, d'analyse des états et des situations, de créer une discipline « *d'écologie des pratiques du numérique* » qui serait le préalable au programme de recherche et de développement du numérique en milieu professionnel, y compris scolaire.

La connaissance nourrit la communauté et est nourrie par elle. Elle est un moteur de la vie collective et elle en est le produit. Cette certitude pourrait aussi être enrichie par la prise en compte des apports des neurosciences dans le domaine de l'apprentissage, et dans celui des relations sociales. Mais il n'en est rien,... peut-être pour le moment !

Renvois :

- Michel LEROY, *Universités : le grand chambardement* – FW N°43.
- Vincent CHABAULT, *Librairies en ligne* – FW N°51.
- Stuart FIRENSTEIN, *Les continents de l'ignorance* – FW N°54.
- Emmanuel DURAND, *La Menace Fantôme (Numérique vs Indust. culturelles)* – FW .N°55
- Frédéric MARTEL, *Smart / Enquête sur les Internets* – FW N°55.
- Mark HUNYADI, *La tyrannie des modes de vie* – FW N°57.
- Nicolas OLIVERI, *Quel avenir pour les MOOC ?* – FW N°59.

JP

Depuis le tournant du siècle, citoyens et responsables sont confrontés à la multiplication des défis majeurs sur toutes les lignes de front : des dislocations géopolitiques ont bouleversé nos cartes de références, un état de dérèglement économique et de mutations culturelle s'est durablement installé, des épidémies au potentiel gravissime ont déferlé à l'échelle intercontinentale, le désordre climatique commence à présenter la note... Le risque est de voir l'émotion anxigène bloquer toute réflexion, conduire au découragement et à l'abandon, exacerber la nostalgie d'un ordre ancien qui n'est plus.

L'auteur du présent ouvrage ne fuit pas les réalités de ces formidables mégachocs et il sait qu'on ne résout pas des problèmes inédits avec d'anciens remèdes. En un mot, une prise de distance sereine, rationnelle mais nourrie d'expérience personnelle et cosmopolite, est nécessaire. Vers un dépassement de nos craintes pour forger en profondeur de nouvelles visions, aptitudes et grammaires d'action.

Patrick LAGADEC

Le continent des imprévus

Manitoba – 2015 – 270 pages

J'ai connu PL au début des années 1980 lors des parutions de ses deux premiers ouvrages « Le risque technologique majeur » et « La société du risque ». Il était alors un très grand pionnier du sujet et ne pouvait que motiver les prospectivistes.

Une citation du présent livre donne le ton « *Le problème n'est pas de se préparer pour éviter les surprises, mais de se préparer à être surpris.* »

Le livre, qui est à la fois un flashback et un outil proactif, comporte ainsi trois grandes parties : L'Embarquement / La Navigation / Des routes à poursuivre.

Dans les récits vécus de la deuxième partie, ce qui ressort, hélas, régulièrement c'est l'impréparation à faire face à un mégachoc et surtout l'arrogance des « élites » et dirigeants comme quoi « tout est prévu » « tout est sous contrôle »...et refusent toute réflexion hors des balises installées... réglementairement.

Ainsi, il constate qu'ex-post, les enquêteurs ne sont pas mieux formés aux questions de crise que les acteurs qui ont eu à traiter l'évènement. Les consternations ne sont que des évidences : dès lors qu'un système non préparé est percuté par des évènements non conformes, il entre forcément dans le type d'impasses que l'on repère. Et la préconisation pertinente n'est pas tant de faire la liste des errements à ne plus commettre...etc... que d'exiger des préparations effectives de chacun aux situations de crise non conformes... ce qui n'est quasiment jamais fait.

A propos de la déviance médiatique, interrogé à propos du traitement de l'information lors des évènements du 11 Septembre 2001 aux USA (Twin Towers et autres), PL répond : « Il faut donner de l'information. Mais passer en boucle, constamment, ce qu'il y a de plus émotionnel, au moment où il faut de la prise de recul, de la réflexion en termes de sens – car une crise est un effondrement de sens -, c'est mettre l'émotion en effet Larsen. Inutile alors de se poser la question de savoir si on peut gérer la crise. »

Un contre-exemple heureux est donné par l'auteur lors d'une conférence qu'il donnât en Mars 2013 pour l'état-major des forces terrestres de la Confédération helvétique « crises en émergence ». Alors que l'assistance s'attendait de la part des gradés à un exercice convenu du « tout est sous contrôle », le chef d'état-major prit la parole pour souligner combien il adhérait aux propos de PL, que les vrais enjeux étaient bien ceux qui se trouvaient dans l'angle mort et la surprise stratégique. Il compléta en cohérence avec ses propos que la lucidité était requise, que personne ne serait réprimandé pour avoir émis des idées non conformes...Lumineuse démonstration.

Dans la partie finale du livre « Des routes à poursuivre », nous trouvons des chapitres tels que « Nous arracher à la tyrannie du convenu » ; « Nous projeter dans l'invention » ; « L'inconnu, notre territoire ».

Et un appel récurrent à faire preuve d'humilité, y compris (surtout) dans des domaines très complexes où la doxa médiatique veut absolument simplifier ce qui ne peut l'être, genre changement climatique d'origine anthropique univoque et rien d'autre.

Comme cette revue est éditée en Bretagne, nous signalons aussi que dès la page 11, Patrick Lagadec rappelle le naufrage du pétrolier *Torrey Canyon* en 1967 au large des côtes Sud britanniques. Les pouvoirs publics français sûrs d'eux-mêmes sans questionnement affirmèrent péremptoirement que les nappes de fuel échappées du cargo... n'atteindraient jamais les côtes bretonnes et normandes. Les Bretons savent ce qu'il en fut.

Dans le même ordre d'idée, ce fut la déclaration, là encore péremptoire, comme quoi, en 1986, le nuage radioactif issu de l'explosion du réacteur nucléaire de Tchernobyl n'affecterait pas la France et qu'il serait arrêté... par la ligne Maginot (?).

Renvois :

- Joël de ROSNAY, 2020 / *Les scénarios du futur* – FW N°24.
- Hervé P. ZWIN, *Les systèmes complexes* – FW N°27.
- Bruno TERTRAIS, *L'apocalypse n'est pas pour demain* – FW N°41.
- Philippe BAUMARD, *Le vide stratégique* – FW N°46.
- Katia et Guy LAVAL, *Incertitudes sur le climat* – FW N°49.
- Benoît RITTAUD, *La peur exponentielle* – FW N°57.

LF

On parle de plus en plus du Lean, et de façon paradoxale. D'un côté, on relève les performances économiques nettement supérieures des entreprises qui l'ont intégré, de l'autre on lui reproche au contraire d'être un effet de mode. Le Lean serait-il victime de son succès ? Il est vrai que dans la multitude de démarches engagées sous ce nom ou sous un autre, on peut se demander pourquoi finalement des progrès importants ne sont pas constatés partout.

Naturellement, la plupart des démarches dites « Lean » apportent quelque chose en matière de compétitivité. Les bénéfices annoncés existent : gains financiers ou opérationnels, amélioration des organisations, satisfaction des équipes, la plupart des expériences se traduisent par quelque chose. Mais rares sont les cas où la transformation en profondeur de l'entreprise lui permet de s'améliorer en permanence sur tous les fronts : satisfaction du client, développement des équipes, réduction des coûts.

Cécile ROCHE

Le Lean en questions

L'Harmattan – 2016 – 215 pages

Le Lean (maigre, en anglais) n'est pas le dernier régime amaigrissant à la mode pour retrouver la ligne parfaite afin de parader sur les plages de l'été.

Pour certains, il est présenté comme l'une des dernières innovations dans le management.

Comme il s'agit de **management**, je retiendrais la définition attribuée à Peter Drucker « *Le management vise à transformer les compétences individuelles en compétences collectives pour les rendre efficaces et dégager ainsi des performances propres à l'entreprise. Il est un élément de la pérennité en assurant la cohérence entre finalités, objectifs, procédures et résultats.* »

Depuis la fin des « 30 glorieuses » autour des années 1980, la rapidité des évolutions économiques, technologiques, industrielles et sociétales a imposé une mise à jour constante des connaissances, des pratiques organisationnelles et des pratiques de management. Dans le même sens, la mondialisation des marchés réclame une amélioration permanente de la qualité et de l'efficacité opérationnelle sans lesquelles des stratégies gagnantes ne peuvent pas être élaborées. Sous l'influence principalement des Japonais, on a vu fleurir la litanie de la qualité totale : zéro défaut, zéro panne, zéro stock, zéro délai, zéro papier. En 1989, Hervé Serieyx ajoutait le « zéro mépris », notamment envers les salariés de l'entreprise, car « *Seule l'intelligence de tous ses membres peut permettre à une entreprise d'affronter les turbulences et les exigences de ce nouvel environnement.* »

Dernièrement, dans son ouvrage « La France en panne d'envie », Jean-Michel Hieaux, a proposé d'adopter le « paradigme de l'envie ». FW n°50 – Printemps 2014 : « *Le profit est une condition certes nécessaire mais pas suffisante. L'entreprise n'a de raison d'être que par l'homme et pour l'homme. Sa finalité doit résider dans le bien-être de ses équipes. Les profits ne sont que les moyens.* » Plus le salarié est heureux, plus il est productif, créatif, dynamique. Dans le management humain, la finalité de la gestion est autant la reconnaissance et le sens du travail que la performance financière de court terme.

Aujourd'hui, à croire Cécile Roche, le management **Lean** serait la version la plus aboutie de

toutes les démarches et pratiques qui promet « *d'allier la satisfaction des clients, des employés et des partenaires, à la croissance de l'entreprise et des personnes.* »

Dans un précédent livre paru en 2013 « Petit guide Lean à l'usage des managers », l'auteure a probablement effectué une présentation didactique du sujet. Dans le présent ouvrage, elle nous propose de passer aux travaux pratiques. Pour cela elle nous invite à parcourir une vingtaine d'étapes et de son périple de consultante, et d'être témoin des comportements qu'elle a pu rencontrer et de ses réactions.

Elle rappelle trois principes de base du Lean :

- = Améliorer sans cesse la performance du produit pour la satisfaction totale du client.
- = Se placer dans le long terme et considérer le développement des personnes comme un investissement durable.
- = Faire évoluer les façons de manager pour que le dirigeant place avant tout le développement de ses collaborateurs et donne la direction en pensant toujours au client.
On peut également traduire ces principes de la façon suivante :
- Des personnes satisfaites pour un client totalement satisfait.
- Réduire les gaspillages pour assurer la rentabilité.
- Appliquer une méthode rigoureuse pour une amélioration sans fin.

Comment embarquer tout le monde dans cette dynamique d'améliorations ? La première réponse renvoie à la formation du personnel. « La fonction première d'une société est d'éduquer ». On découvre rapidement que la formation adaptée est un art difficile et que, bien souvent, des sommes importantes sont investies dans des programmes avec des résultats négligeables. Pour être efficace, la formation doit être ciblée et ne pas oublier qu'un des facteurs fondamentaux de l'apprentissage est la répétition.

Dans toutes ces démarches, l'auteure reconnaît elle-même que beaucoup d'entre elles ne sont pas propres au **Lean** et cite un de ses interlocuteurs qui lui dit « *Alors, je fais du Lean sans le savoir, comme Mr Jourdain* ». Cette remarque pourrait être celle de nombreux lecteurs en refermant le livre de CR après lecture. D'ailleurs, tout au long de l'ouvrage, elle revient sur les principes de base du travail en groupe. On aborde ainsi la complexité du changement en profondeur des comportements. Si chaque idée est simple, il est plus difficile de mettre en œuvre les pratiques **Lean** tous les jours avec tout le monde. Les premières personnes à convaincre à adapter leurs comportements sont... les managers. A l'aide de « coaches Lean », ils doivent devenir les leaders capables d'apprendre à apprendre à leurs équipes : il est normal d'apprendre tout au long de sa vie et il est toujours possible de faire mieux. Ce qui pose la question du contrôle. Il peut se faire par la peur ou la contrainte ; mais **le Lean prétend changer de modèle** : développer la confiance pour permettre d'afficher les problèmes et les résoudre ; c'est expliquer plutôt qu'ordonner ; c'est donc sortir du modèle managérial « Commande et contrôle ».

Pour faire mieux, il faut avoir une convergence entre les objectifs individuels et les objectifs collectifs, et donc savoir mobiliser chacun vers l'atteinte du résultat collectif. L'autonomie des individus et des équipes ne signifie pas pour autant la disparition des managers. **Le rôle de l'encadrement** – tous niveaux – est au centre de toute organisation ; mais soucieux de montrer leur efficacité vis-à-vis de leurs objectifs personnels, ils n'ont pas le temps de s'occuper et de faire grandir leurs collaborateurs. De ce point de vue, le Lean propose des principes clairs et des pratiques concrètes.

Au passage, citons les cinq principes de Toyota :

- Kaisen : apprentissage et entraînement.
- Respect = rendre les gens satisfaits.
- Teamwork : aptitude à travailler ensemble.
- Challenge : donner un sens à la démarche.
- Gemba : aller voir soi-même sur le terrain comment les choses se passent.

Le lecteur découvrira que le Lean n'a pas l'exclusivité de certains outils de management ; ainsi dit CR « *Il est crucial de remettre de la confiance dans les entreprises où le contrôle systématique accentue la déresponsabilisation voire la déshumanisation. La confiance relève d'un cercle vertueux d'engagement des personnes et n'est absolument pas synonyme de laisser-aller.* »

Il est impossible de résumer toute les étapes que propose l'auteure. On aura compris que « La démarche Lean, c'est tout le monde, tous les jours. Sans l'implication des personnes, on ne fait qu'imposer une méthode de plus. Sans l'engagement, rien ne change vraiment. Sans la participation active de l'encadrement intermédiaire, rien n'est possible. »

En conclusion, **le Lean** ne serait que du bon sens pour faire le lien entre management stratégique et management opérationnel. Sa mise en place s'appuie sur un trinôme : le top manager (le patron) / le coach Lean / le Sensei.

Le Patron qui représente la volonté et les moyens de l'entreprise doit être la première personne Lean de l'entreprise. Son rôle devrait être principalement de penser le changement. L'entreprise ne deviendra Lean que si le Patron s'engage dans cette voie, accompagné de son propre Sensei (conseiller de synthèse ?).

Le coach Lean apporte sa connaissance pratique et sa capacité à entraîner les équipes.

Le Sensei, conseiller extérieur à l'entreprise garant du savoir et du savoir-faire, apporte la neutralité et l'expertise des situations.

Pour répondre à la proposition de départ « *Le Lean, dernière innovation en guise de management ?* », je reprends cette phrase d'Alain Peyrefitte [Le mal français, 1976] « *L'innovateur est celui qui sait mettre en relation des éléments qu'on n'avait pas encore songer à rapprocher et qui parvient à en faire quelque chose d'utile.* »

J'ajoute une autre citation « *Une bonne gouvernance requiert une autorité qui écoute, qui se laisse corriger et sait aussi créer une société de confiance.* »

Renvois :

- Günter PAULI, *Croissance sans limite (ZERI)* – FW N°36.
- Yves BAROU (Dir.), *Le modèle social européen*, FW N°49.
- Jean-Michel HIEAUX, *La France en panne d'envie*, FW N°50.

PQ

Si ces dernières années de nombreuses découvertes ont permis de mieux connaître notre Univers, 95 % de son contenu, constitué de matière et d'énergie noires, nous est encore totalement inconnu. Qu'elle est la nature de cette matière noire, de ces particules exotiques, sans lesquelles ne pourraient se former les galaxies ?

L'ouvrage de François Combes fait le point sur l'état actuel des connaissances, les découvertes les plus récentes et les prochains défis à relever.

Une référence pour tous les passionnés de cosmologie.

François COMBES

La matière noire ; clé de l'Univers ?

Vuibert – 2015 – 180 pages

L'idée d'une « matière noire » remonte aux années 1930. Fritz Zwicky, astronome d'origine suisse remarque en effet, dans une publication datant de 1937, qu'il manque beaucoup de matière dans les amas de galaxies.

De nos jours, globalement, les observations concordent pour dire que la matière noire représente 25 % du contenu de l'Univers, et les atomes (baryons) 5 %. La fraction universelle de matière ordinaire représente donc $f = 5(25 + 5) = 17$ % de la matière totale.

Si les photons que nous recevons du bout de l'horizon ont voyagé 13,7 milliards d'années (terrestres) avant de nous rencontrer, la sphère est pendant ce temps entrée en expansion, et on estime que le rayon de l'horizon est aujourd'hui de 46 GA-L.

La matière noire exotique est nécessaire dans la formation des galaxies, selon le modèle cosmologique standard. Elle ne doit avoir aucune interaction avec les photons pour pouvoir s'effondrer avant la recombinaison du plasma en atomes.

Dans les 10 ans qui viennent, de nombreux instruments vont devenir opérationnels et apporter un flot d'information considérable pour mieux comprendre notre Univers, et, en particulier, la façon dont les galaxies se sont formées à partir des fluctuations de matière noire de l'Univers primordial. Ce seront principalement le « *Extremely Large Telescope* » européen, installé au Chili ; et, dans l'espace, le JWST – *James Web Space Telescope*.

Belle moisson en perspective !

Le livre est un peu ardu à lire, mais c'est l'effort à faire pour accéder à des connaissances riches vs obscurantismes.

Renvoi :

- Peter ATKINS, *Les 4 grands principes qui régissent l'Univers* – FW N°39.
- Etienne KLEIN, *Discours sur l'origine de l'Univers* – FW N°39.
- Freeman DYSON, *La vie dans l'Univers* – FW N°40.
- Brian GREENE, *L'Univers élégant* – FW N°48.
- Roger PENROSE, *Les cycles du temps (Univers)* – FW N°55.

PhS

Tous les secteurs sont impactés par les avancées technologiques, de la nutrition à la communication en passant par la santé, l'énergie, la construction ou la robotique et le développement durable. L'auteur projette le lecteur dans un 21^e siècle prometteur, de la conquête de la planète à l'homme bionique.

Jean-François PELLERIN

100 inventions tombées du ciel

A2C Médias – 2016 – 190 pages

La préface de Jean-Loup Chrétien, premier astronaute européen et vice-président RID de Tietronix Inc., est particulièrement enthousiaste.

Et comment ne le serait-on pas devant toutes les applications utilisées au quotidien grâce à la conquête spatiale ?

Choix limités (of course) piochés dans les grandes parties du livre :

Agriculture / Agroalimentaire / Océanologie

Des plantes dépolluant l'air ambiant + Laits en poudre enrichi pour les nourrissons + Fabrication de pizzas en 3D en impesanteur...

Electronique / Optronique / Matériaux

Chaussures électroniques intelligentes et GPS...

Santé et Handicap

Pyjama anti-mort subite du nourrisson + Jeep lunaire et fauteuil autoporté pour handicapés + Combinaison contre la paralysie cérébrale infantile + Montre antichute pour personne isolée + Cœur artificiel CARMAT...

Transports et Logistique / Energie / Support de vie

Transports et piles à combustible + Viaduc de Millau assemblé par satellite.

Vie quotidienne / Sports / Loisirs

La Moon Boot (of course !) + Des gants de l'espace + Le stylo de l'espace + Dentifrice comestible ingérable sans eau...

Sécurité des biens et de personnes

Dispositif pyrotechnique de l'airbag + Antivol pour siège auto bébé + Eclairage de sécurité sans alimentation électrique...

JFP présente aussi dix inventions tombées partiellement du ciel comme la bande Velcro, le Téflon, le Tang, les plats lyophilisés, les LED, le code-barres, l'IRM, le détecteur de fumée, le four à micro-ondes, les horloges et montres à quartz.

LF

Qu'est-ce que la science ? Quel est le statut de la vérité en science ?
 En se fondant sur les théories physiques récentes et en empruntant à la philosophie du 20^e siècle, l'auteur propose un cheminement exigeant, mais accessible à tous, pour tenter de définir la science et comprendre son articulation à la vérité.

Aurélien BARRAU

De la vérité dans les sciences

Dunod – 2016 – 95 pages

Livre utile ? Livre banal ? Livre dangereux ?

En refermant le livre, j'opté pour la troisième proposition tant l'auteur (présenté comme scientifique) prétend à la rigueur et se laisse régulièrement aller à la fantaisie. Comme il mélange sous le nom de sciences la philosophie, l'économie, la psychologie... qui n'en sont pas, avec des sciences vraies comme la physique, la chimie, l'astrophysique, nous lisons des contradictions. Ainsi, p.15 il affirme qu'il n'y a pas de caractérisation universelle de la raison – alors que $E=MC^2$ est un invariant – pour revenir p.17 à exprimer que tout en science doit être sujet au doute : exact, mais alors pourquoi mettre sur un pied d'égalité des connaissances de très longue durée et des dogmes non vérifiés, pures affirmations gratuites.

Il est aussi étrange de trouver des affirmations non-scientifiques comme la souffrance des animaux, le réchauffement climatique anthropique, la transformation des espèces non-darwinienne... puis encore le fait que les postures religieuses ou mystiques ne doivent pas être balayées d'un revers de main (merci pour les dizaines de morts qu'elles ont produites au nom de leur vérité)... tout en se mettant à l'abri de vouloir faire le jeu du relativisme selon lequel tout se vaut en arguant qu'il faut faire face aux obscurantismes... ça donne le tournis et amène à s'interroger légitimement sur l'objectif visé par AB : toute personne peu cultivée, a fortiori scientifiquement, qui lira ce livre pourra se dire qu'effectivement tout se vaut et que croire aux soucoupes volantes dispense d'apprendre des connaissances en gravitation ou en astrophysique/astronautique.

Dans sa bibliographie, dans le domaine de la physique/astrophysique, il arrive même à ne pas citer la référence majeure « L'univers élégant » de Brian Greene [NDL dans la revue *FuturWest* n°48].

Renvois :

- Benoît RITTAUD, *Le mythe climatique* – FW N°37.
- Peter ATKINS, *Les 4 grands principes qui régissent l'Univers* – FW N°39.
- Jean-Christophe de MESTRAL, *L'atome vert (Filière Thorium)* – FW N°44.
- Bertrand LEMARTINEL, *Et l'homme créa la Terre... (Obscurantismes)* – FW N°47.

PhS

L'islam radical est devenu mondial et s'intensifie. Face aux multiples questions que se pose le public sur ce sujet, trois spécialistes du terrorisme islamiste dressent un état des lieux des menaces encourues et des ripostes possibles.

Analysant l'aspect géopolitique du jihadisme, Philippe Migaux présente ses différents acteurs, leur longue construction idéologique, leur capacité d'évolution stratégique, leurs modes de pression, leurs vecteurs de communication, leurs filières de contact ou de formation, leurs objectifs, mais aussi leurs dissensions internes et leur fragmentation nouvelle.

Traitant l'angle sociologique, Farhad Khosrokhavar explique comment les jihadistes arrivent à séduire dans le monde musulman autant qu'en Occident, chez les minorités musulmanes mais aussi auprès d'une nouvelle génération de convertis ; pourquoi des femmes sont attirées par cette vision qui, pourtant les marginalise ; et comment cette version extrémiste de l'islam a pu proposer une forme totalitaire du « tout religieux ». Abordant l'aspect judiciaire, David Bénichou, juge antiterroriste, analyse les marges de manœuvre de l'Occident et du monde musulman, et les moyens à mettre en œuvre pour contrecarrer ce fléau contemporain.

David BÉNICHOU, Farhad KHOSROKHAVAR, Philippe MIGAUX

Le jihadisme

Plon - 2015 - 495 pages

L'objectif principal de l'ouvrage est de faire œuvre de vulgarisation, au sens noble du terme, et de rendre compte du phénomène jihadiste, entendu comme une idéologie extrémiste inspirée de l'islam mais à ne pas confondre avec cette religion. Alors que le jihadisme présente à la fois une menace réelle et une menace symbolique, par sa remise en cause du vivre ensemble, les trois auteurs nous proposent d'en décrypter le sens, la portée, la fabrication idéologique, les modes d'actions, mais aussi les différentes formes qu'il peut revêtir, tant dans les sociétés musulmanes qu'en Europe occidentale où l'Islam est devenue la deuxième religion dans de nombreux pays.

La première partie est consacrée aux dimensions historiques et géographiques du phénomène jihadiste, à son évolution de par le monde et à la manière dont il influence le monde occidental par ses diverses mutations. Elle retrace l'évolution idéologique qui au fil des onze derniers siècles a fini par produire le phénomène actuel. L'idéologie jihadiste contemporaine apparaît ainsi comme l'aboutissement déviant d'une école de pensée fondamentaliste, fondée sur une vision reconstruite des dogmes de l'Islam et de son histoire. Cette idéologie – dont l'objectif est de restaurer le califat et de réunir l'umma, la communauté des croyants – vise d'abord à la manipulation des exclus, des marginalisés, des frustrés des sociétés islamiques. Depuis les années 1970, l'islamisme contemporain a d'autant mieux fonctionné que les sociétés musulmanes, souvent dominées par des dictateurs ou des groupes qui font pièce à toute évolution de la société poussent une partie des jeunes à s'insurger sous une forme violente. Ce faisant, ils ne peuvent que s'inspirer de la seule ressource dont ils disposent, l'islam, notamment après l'échec des nationalismes autoritaires qui ont essaimé dans le monde arabe depuis les indépendances et favorisé, en raison même de leur insuccès, des formes exacerbées d'extrémisme religieux.

Au plan purement conceptuel, alors que le terme « jihad » n'est cité que quatre fois dans le coran et dans son sens premier d'effort moral, les jihadistes font de la guerre sainte leur destin de

référence. Ils ne lui accordent qu'une signification purement offensive, en rappelant que le jihad de la conquête arabe initiale n'avait rien de défensif et que les musulmans doivent conquérir la terre entière pour donner à la religion d'Allah son caractère universel. Le jihad est ainsi la seule voie légitime pour résoudre les malheurs que font subir aujourd'hui aux musulmans les pays occidentaux, mais aussi leurs propres gouvernements impies. La vision jihadiste du monde, entièrement dichotomique, est ainsi fondée sur un affrontement absolu entre le Bien, que leur vision religieuse incarne et, le Mal, présent dans toutes les autres religions et idéologies qui portent la dimension actualisée de l'état d'ignorance antéislamique.

En découle une vision qui nie l'évolution des sociétés musulmanes et prône le retour pur et simple aux traditions originelles des salafs. La perception géopolitique du jihadisme ne permet que l'existence de deux terres, celle de l'islam, réduite à quelques espaces peuplés de vrais croyants, et celle des infidèles, qui redevient celle de la guerre. L'hostilité des jihadistes à l'égard du reste du monde est marquée également par l'utilisation de deux termes, l'apostasie et le polythéisme. La première est le fait de ceux qui, en refusant le jihad, abandonnent leur religion ; de polythéisme sont accusés ceux qui prétendent compatibles l'islam et la démocratie. Le jihadisme s'oppose pour cette raison aux autres courants de l'islam, en particulier le réformisme et le fondamentalisme, qu'il accable autant de ses critiques. Ces courants acceptent aujourd'hui la compatibilité de l'islam avec la démocratie.

De fait, l'expression « jihadisme » (et son adjectif) désigne avant tout une idéologie extrémiste qui a sa source d'inspiration explicite dans l'islam et une action violente qui s'inspire de ladite vision du monde. Si le jihadisme n'est pas l'islam, mais seulement une version ultra-minoritaire de cette religion, il n'aurait pas le succès qu'il a s'il ne se fondait sur des idées et des traditions qui, tout en étant grandement minoritaires n'en puisent pas moins leur légitimité dans la religion d'Allah, notamment en raison de sa proximité idéologique avec le wahhabisme, devenu religion d'État en Arabie saoudite après avoir combattu, depuis la fin du 18^e siècle toutes les formes de religiosité qui lui faisaient obstacle.

Pour terminer sur la formation de l'idéologie jihadiste, on peut considérer que le modèle référentiel qu'elle a construit apparaît autant comme une doctrine religieuse que comme la dernière idéologie totalitaire du 20^e siècle, après le nazisme et le communisme. Ces trois systèmes ont en commun la volonté d'imposer un ordre absolu en éliminant toute contestation interne, jugée comme de la trahison, et en désignant l'ensemble des autres systèmes comme ennemis. Ainsi, les jihadistes d'aujourd'hui tirent d'abord leur force, non de leur message religieux, mais de l'expérience du totalitarisme occidental, en particulier dans sa dimension révolutionnaire, de la globalisation du monde, de la faiblesse des démocraties et de la dimension exponentielle des technologies de l'information.

Apparu en Egypte au cours des années 1970, l'islamisme combattant va d'abord puiser dans les fractures du monde musulman, qui marquent la fin de la décennie, les ressorts de son expansion. En 1979, trois événements secouent le monde islamique qui avait déjà du mal à affirmer son unité face à ses propres contradictions. Il s'agit tout d'abord de la révolution chiite iranienne qui impose, y compris dans le monde sunnite lassé de ses dirigeants, la perspective d'une république islamique. En novembre de la même année des jeunes saoudiens prennent en otage des pèlerins de la Mecque pour dénoncer l'impiété de leurs dirigeants, tandis qu'en décembre l'invasion soviétique en Afghanistan provoque la colère du monde musulman. Ces fractures géopolitiques vont donner une nouvelle dimension, dans la communauté musulmane en perte de repères, au nombre réduit de figures radicales qui depuis 20 ans dénonçaient

l'imposture des régimes musulmans pour mieux façonner la présentation simplificatrice de l'islam.

C'est le 6 octobre 1981 qu'aura lieu l'acte fondateur du terrorisme jihadiste, avec la mise à mort du président égyptien Anwar Al-Sadate, par une dizaine de soldats, lors d'une parade commémorant la guerre du Kippour. Le courant va ensuite pouvoir se former et se développer au sein de la « matrice afghane » mise en place par les services saoudiens et pakistanais pour accueillir et organiser, à proximité de la frontière afghane, des volontaires venus du monde musulman.

A partir des années 1990, le combat des jihadistes est dirigé contre l'ennemi proche les régimes tyranniques qui tiennent le pouvoir dans les pays musulmans. Le combat contre l'ennemi lointain n'est envisagé que comme une étape éloignée et secondaire car le monde infidèle ne pourra être envahi qu'une fois l'umma réunie dans un islam reconstruit. Mais les jihads locaux initiés, essentiellement en Egypte, en Algérie, en Bosnie, échouent tous dans leur quête du pouvoir. Une partie des mujahidin ayant combattu sur place vont alors rejoindre l'Afghanistan, où Al Qaïda a ouvert en 1997 des camps d'entraînements pour former une deuxième génération de combattants terroristes. Plus de 20 000 militants vont ainsi quitter l'Europe, l'Afrique, le Moyen-Orient ou l'Asie pour rejoindre les rangs d'Al Qaïda. De l'échec des premiers jihads locaux va ainsi naître un jihad international dont l'un des révélateurs sera les attentats du 11 septembre 2001. La perception de l'ennemi lointain évolue, il n'est plus seulement le monde infidèle que la reconstruction guerrière de l'umma permettra d'affronter à long terme. Il a maintenant la figure de l'impérialisme américain et de ses alliés occidentaux qui, par l'appui donné aux gouvernements musulmans apostats, permet à ces derniers de résister au jihad. La stratégie jihadiste va ainsi évoluer pour s'adapter à une nouvelle configuration du combat.

Sous l'influence de cette nouvelle vision, de nouveaux modes d'organisation se mettent en place et des organisations locales vont peu à peu se construire en demandant leur rattachement à Al Qaïda. L'objectif est double. Il s'agit d'une part d'enclencher une propagande par l'action – dans le monde musulman et dans le monde occidental -, afin de rallier peu à peu les masses musulmanes et de les inciter à rejoindre l'avant-garde islamiste. Il est aussi d'aboutir à la fondation d'un ou de plusieurs émirats islamiques, comme cela a été tenté en Afghanistan dans les années 90, afin de se doter d'une territorialité et d'étendre le jihad à des échelles régionales plus larges. La décennie 2000 va ainsi être marquée par une expansion du jihad sur des zones nouvelles, en Asie, au Moyen Orient, au Maghreb, en Afrique ou encore dans le Caucase qui se traduisent par l'émergence d'une multitude de mouvances et d'organisations. Ce foisonnement va aussi faire apparaître des rivalités locales et quelques dissensions internes sur la stratégie à suivre. Il va révéler, au final, une fracture entre deux lignes de conduite défendue par Al Qaïda d'une part et l'État islamique issu son ancienne mouvance irako-syrienne. Cette rivalité vient cependant davantage traduire une fragmentation- marquée par des divergences de visions, d'intérêts géographiques ou d'enjeux d'égos - qu'un réel affaiblissement du phénomène jihadiste. L'expansion géographique constatée se double également d'un accroissement considérable de la menace dans les pays occidentaux.

Le front jihadiste, s'est en effet considérablement élargi au cours des années récentes, en particulier grâce à une redéfinition et à un élargissement de ses modes opératoires. L'émergence d'un véritable jihad virtuel constitue à cet égard un premier vecteur de succès. La propagande jihadiste se diffuse, surtout depuis la fin des années 2000, à travers une multitude de sites web, de recours aux réseaux sociaux, de forums de discussion, de sites de partage de vidéo,

de revues de propagande et de formation online pour les activistes solitaires etc. Elle conquiert de nouveaux publics : les femmes invitées à s'engager dans le combat, les enfants enrôlés et endoctrinés de force, les jeunes souvent auto-radicalisés des pays occidentaux, les volontaires internationaux, selon des logiques qui peuvent aller du simple soutien logistique ou financier en occident jusqu'à l'animation de filières de recrutement vers les terres du jihad.

Le recours aux actions délinquantes et la taxation des activités de trafiquants présents ou de passage dans les régions contrôlées par les jihadistes permettent à ces derniers de financer leur combat de l'Afghanistan au Sahel en passant parfois par l'occident.

D'un point de vue européen et français, le développement du jihad syrien a contribué à renforcer la menace, en offrant, depuis 2013 une terre de jihad de proximité. On comptait ainsi une vingtaine de volontaires français en janvier 2013 contre près de 1300 deux ans plus tard. Ce développement sans précédent soulève en premier lieu des enjeux d'ordre géostratégiques et sécuritaires. On constate en effet une progression géographique du jihad au Moyen-Orient et en Afrique tandis que celui-ci semble se maintenir en Asie du Nord (jusqu'au Turkestan chinois). Parmi les points chauds, le renforcement possible de l'emprise jihadiste sur la Lybie et ses multiples factions surarmées constitue probablement l'un des grands défis des années à venir. L'emprise de l'État islamique sur la région crée une menace d'un genre inconnu pour la communauté internationale et pose la question de la stratégie militaire et politique à adopter pour éviter l'embourbement. L'avenir du modèle des États nations est également posé dans ces régions confrontées à l'islamisme radical, au chaos et à l'abandon.

Au plan sécuritaire, la surenchère destructrice et « médiatique » à laquelle on a assisté depuis plusieurs années fait craindre le recours à de nouveaux modes opératoires, plus spectaculaires et plus meurtriers. De manière croissante semble se dessiner le risque d'attentats sous un mode nucléaire, radiologique, biologique ou chimique. Par ailleurs, les jihadistes ont évolué dans leurs objectifs de combat contre l'ennemi occidental. Conscients que les démocraties occidentales n'abandonneront pas leur soutien aux pays de l'ennemi proche, ils cherchent aujourd'hui à semer la division sur leurs territoires. Les frappes jihadistes visent ainsi à provoquer des réactions communautaires en chaîne afin de miner le système démocratique, à l'image ce qui s'est passé avec l'attentat du militant d'extrême droite Anders Breivik en Norvège.

Dans un tel contexte, c'est sur le triple terrain d'un bon sens, de la morale et du droit que doit s'engager le combat contre le jihadisme. Deux axes d'action apparaissent essentiels, dans l'approche interne des pays occidentaux, dans ce combat de riposte devenu vital. Le premier axe consiste à tenter de réduire l'idéologie jihadiste en étudiant les phénomènes de radicalisation et en cherchant comment les contrer efficacement.

C'est le sens de la seconde partie, qui traite surtout des dimensions anthropologiques et sociologiques, voire psychologiques du jihadisme. Elle tente de montrer la manière dont, en Europe, ce phénomène est incarné par deux types d'acteurs différents. En tout premier lieu, on trouve une jeunesse socialement exclue qui provient en France des banlieues et en Angleterre des *poor districts*. L'une de ses singularités est toutefois de drainer de manière significative – depuis le démarrage de la guerre en Syrie –, des jeunes convertis issus de la classe moyenne post-adolescente. Tout se passe comme si le lien anthropologique avec l'islam, assuré par la tradition familiale, était désormais de peu d'importance. On peut désormais s'attendre à toute sorte de conversions : du christianisme, du sécularisme voire même du judaïsme vers l'islam radical. On dénote également, l'importance croissante des jeunes femmes, voire des filles dans

les rangs des convertis. Il apparaît enfin que les familles sont très rarement au courant de la radicalisation de leurs enfants.

L'attrait du jihadisme chez une partie de la jeunesse des classes moyennes se fonde largement sur son aptitude à promouvoir des valeurs opposées à celles des sociétés européennes désenchantées, en perte de repères et d'autorité sur plan individuel comme sur le plan collectif. Il apparaît en ce sens comme une réponse aux effets anxiogènes de l'après Mai 68 ou encore à la dilution de la figure de l'État nation.

Le traitement purement judiciaire et répressif de la déradicalisation semble dès lors largement insuffisant pour répondre aux ressorts profonds des conversions ou encore à la diversité des profils psychologiques (ou des réactions individuelles à la réalité sanglante du jihad...). Se pose alors la question des stratégies adéquates à mettre en oeuvre pour favoriser durablement la sortie de l'emprise idéologique et de la tentation de la violence.

Le second axe de lutte contre le jihadisme est de renforcer la réponse judiciaire contre ceux qui s'engagent dans la voie de la violence ou son soutien. C'est l'objet de la troisième partie de l'ouvrage, qui pose les enjeux du traitement judiciaire de ce phénomène, en particulier la lutte contre les dimensions liées à l'Internet et les modes d'interaction entre la société et ses formes judiciaires en évolution. Elle traite aussi de la comparaison avec les autres sociétés occidentales au sujet de l'extrémisme religieux dans ses dimensions juridiques.

Si la France dispose, depuis les années 80, d'un dispositif centralisé perfectionné de lutte contre le terrorisme, le jihadisme vient poser un défi à la lutte anti-terroriste en raison de ses caractéristiques particulières. Il constitue à la fois phénomène massif en termes de recrutement et très atomisé dans son mode de fonctionnement, il s'agit de plus d'un mouvement prosélyte, parfaitement intégré au tissu national et maniant à merveille les outils modernes de la communication mais aussi de la clandestinité. Il apparaît aussi exceptionnel en raison de ses objectifs où barbarie, mépris de la vie et de la dignité humaine sont érigés en marque de fabrique. Ces caractères spécifiques ont une incidence sur la capacité du dispositif en place à délivrer une réponse judiciaire effective et efficiente en matière de détection, de poursuite et de répression.

La lutte antiterroriste, alors qu'elle pourrait être considérée avant tout comme une problématique judiciaire, est également une problématique ressortissant de la compétence des services français de renseignement. On remarque cependant une disproportion entre les dotations des moyens de renseignements et judiciaires qui questionnent l'équilibre et de la cohérence du système de répression : 13 000 ETP pour le renseignement français contre 300 enquêteurs et magistrats... Au-delà de la réponse purement judiciaire qui ne sait travailler que sur le symptôme (la neutralisation des terroristes par la répression des infractions), c'est aussi la question plus large de la thérapie sociale qui est posée.

Renvois :

- David COSANDEY, *Le secret de l'Occident (Science et développement)* – FW N°29.
- Hamit BOZARSLAN, *Sociologie politique du Moyen-Orient* – FW N°41.
- Julien MAUCADE, *L'Islam : une victoire inéluctable* – FW N°46.
- Bertrand LEMARTINEL, *Et l'homme créa la Terre...* - FW N°47.
- Faouzia Farida CHARFI, *La science voilée (Science et Islam)* – FW N°49.
- ADONIS, *Violence et Islam* – FW N°58.

CDV

À en croire la lecture de nombreux ouvrages publiés ces dernières années, l'action publique serait condamnée. Faute de pouvoir se réformer, de s'adapter aux nouveaux enjeux, aux attentes des citoyens et face aux contestations portant sur son coût, nous devrions assister à la fin programmée de l'action publique, qui ne serait plus aujourd'hui qu'un astre mort. À cette approche décliniste, nous voulons opposer ici une autre vision – en « mode start-up » –, qui propose de l'innovation sociale et managériale, et qui prône le passage de la quantité à la qualité, de l'intelligence individuelle à l'intelligence collective, de l'action à l'interaction et co-construction, de l'État hiérarchique à l'État agile. Les fondements d'un nouvel âge de l'action publique se dessinent ainsi, qui reposent sur trois piliers: une place renforcée pour les citoyens, une nouvelle approche de l'universalité du service public et une déconcentration très profonde des organisations reposant sur le principe d'une plus grande confiance et responsabilisation des acteurs qui ont en charge tous les jours de mettre en œuvre les politiques publiques.

Yann ALGAN, Thomas CAZENAVE

L'État en mode start-up: Le nouvel âge de l'action publique

Eyrolles - 2016 – 220 pages

Les auteurs font le constat que le système administratif français est à la limite. L'état doit agir de manière transparente. La réforme par le décret d'en haut ne fonctionne pas. En s'appropriant les nouvelles technologies, ils doivent s'ouvrir vers les usagers et assurer des services de proximité.

Cet ouvrage a été préfacé par Emmanuel Macron et ceci donne le ton. Les auteurs, car il s'agit d'une œuvre collective ayant expérimenté la modernisation de l'état, tentent de dresser ce que devrait être la transformation de la puissance publique.

Ils refusent d'abonder dans la prétendue théorie du déclinisme de l'état. Bien au contraire, ils donnent des exemples de transformation réussie à l'orée du XXI^{ème} siècle.

Pour les auteurs, la révolution numérique préfigure un « nouvel âge d'or de l'État », qui est fondé autour de trois piliers : la participation citoyenne, la personnalisation du service public et l'avènement de la culture du résultat dans des administrations déconcentrées.

Le point essentiel à la construction de cette modernité, c'est que les trois piliers se construiront sur deux principes : comprendre d'abord comment les citoyens agissent et leur créer un environnement favorable ; et ériger la simplicité comme une condition incontournable du nouvel État.

1) Le citoyen participatif

Ils décrivent le citoyen comme coresponsable et coproducteur du bien public. L'Islande a fourni un excellent exemple à travers l'écriture de la constitution 2.0. Mais ils parlent également des budgets participatifs de Paris ou New York, et des applications pour faire remonter des informations via les citoyens comme Fluicity. C'est l'ère du « bottom-up ».

Pour eux, pour moderniser le service public, il faudra maintenant donner aux citoyens un rôle prépondérant, en les rendant co-responsables du bien commun mais aussi coproducteurs du service public. L'action publique est ouverte à tous pour améliorer l'efficacité du service publique à l'aide d'une grande plateforme collaborative.

2) La confiance

La confiance oblige à une structure plus horizontale. Elle est le principal moteur l'adoption de l'innovation. Pour cela, il faut naturellement sortir du centralisme et du normalisme. En redonnant la liberté d'innovation et en s'appuyant sur des acteurs de terrain on facilite l'adoption. On garantit la simplicité et la compréhension.

La confiance passe également par la hiérarchie qui laisse place à l'initiative et à la responsabilité. Les agents pour être motivés sont responsabilisés. Et on gagne en performance, en satisfaction et en efficacité.

Un des préceptes avancés est celui de la notion d'équité plutôt que d'égalité. Le service public doit s'adapter au besoin de chacun pour accroître son efficacité. En effet, en face de la diversification des besoins et des attentes, on ne doit plus répondre par une offre publique égale pour tous mais adaptée.

3) La transparence et le pilotage par le résultat

Le Big Data fournit une masse de données sur l'action publique. À cet égard, l'évaluation des politiques publiques doit être systématique, transparente et indépendante. La création récente de d'organisme indépendant de mesure de l'efficacité publique constitue un pas dans la bonne direction. Le Congressional Budget office aux US, évalue tous les textes de loi, avant et après.

Conduire le changement de manière ascendante

Cette transformation de l'état ne peut pas se faire par décret. Elle demande un accompagnement en douceur pour faire comprendre les changements et faire adhérer.

C'est le climat de confiance généré seul qui peut instaurer le climat favorable à son adoption. Les agents ont la capacité de co-construire des projets pour les mettre en œuvre.

Les approches traditionnelles de la réforme sont mises en échec. L'État en mode start-up oppose une nouvelle vision, celle d'une action publique réinventée, plus agile et collaborative, «augmentée» par l'innovation technologique et sociale.

Conclusions :

Le tableau est un peu théorique mais intéressant. Par contre, cette analyse est un peu franco française. Les exemples sont ceux de la Poste, Pôle emploi, l'éducation nationale et l'inspection des finances etc..). Ils manquent de crédibilité. On aurait bien voulu avoir des comparaisons avec des exemples internationaux. Des choses que se passent en Estonie, l'Estonie, les États-Unis, le Royaume-Uni, la Suisse ou la Suède.

Pour ma part, je trouve cet ouvrage peu convainquant quant aux chances de succès dans de mutation de l'action publique française actuelle.

Renvois :

- Noël AMEC, *L'impuissance publique* – FW N°33.
- Gilles ROUET, *Usages politiques des nouveaux médias* – FW N°46.
- Philippe BAUMARD, *Le vide stratégique* – FW N°46.
- Gérald BRONNER, *La démocratie des crédules* – FW N°48.
- Laure BELLOT, *La déconnexion des élites* – FW N°56.

OH

Face à la catastrophe écologique, nous nous montrons souvent fatalistes. Pourtant, quelque part loin d'ici, un autre avenir s'invente. En Inde, une société civile ingénieuse et lucide apporte chaque jour de nouvelles solutions à l'un des pays les plus pollués du monde. Reforestations citoyennes, zones sans plastique, villages éclairés au solaire, innovations low-tech, réseaux de soins aux plus démunis, déserts convertis en oasis... Des initiatives écologiques et sociales d'une simplicité souvent déconcertante, déjà partagées avec d'autres pays et transposables au monde entier.

Bénédicte Manier nous emmène à la rencontre de ces artisans de demain. Ils font de l'Inde un laboratoire écologique grandeur nature où, sur fond d'industrialisation accélérée, se dessine un enjeu planétaire : trouver un mode de développement résilient.

Bénédicte MANIER

Made in India, le laboratoire écologique de la planète

Parallèle - 2015 - 155 pages

L'Inde apparaît pour BM comme un concentré de ce que la planète vit : un «laboratoire singulier, où cohabitent les effets les plus néfastes de la civilisation industrielle et les mobilisations écologistes les plus inspirantes». Ce pays connaît des évolutions irréversibles et à vitesse accélérée comparé à l'ensemble du globe. Dans le même temps, l'auteure considère que ce pays est probablement celui du monde où naissent le plus d'initiatives ingénieuses venues de citoyens ordinaires.

Le livre commence par la présentation d'initiatives locales de réduction ou de réutilisation des déchets.

A Kovalam, les déchets plastiques sont ramassés sur la plage et dans les décharges sauvages de la ville et renvoyés aux producteurs (Coca Cola et Pepsi notamment). Les hôtels et restaurants sont mis à contribution dans la diminution des déchets plastiques : on remplace le plastique des contenants par des matériaux locaux, réutilisables ou biodégradables. 2 000 femmes sont formées pour fabriquer ces nouveaux contenants et vivent aujourd'hui de la vente de ces produits. Les fermiers locaux ont aussi été aidés pour éliminer l'usage des pesticides et engrais dans leurs champs.

Dans la métropole de Pune existe une économie informelle du recyclage : les 7 000 waste pickers (en majorité des femmes) collectent les ordures et les apportent à des autoentrepreneurs qui en recyclent en moyenne 80%. Des actions de sensibilisation des habitants, des écoles et des entreprises se développent et une filière de tri et de recyclage s'est organisée.

A Bangalore, le secteur informel de l'upcycling (recycler des déchets en leur donnant une valeur ou une utilité supérieure) recycle les déchets informatiques. Des start-up récupèrent les ordinateurs ou des appareils électroniques inutilisés, les rénovent et les revendent. A New-Delhi, Swechha, organisation d'upcycling créatif et social, fabrique chaussures et objets du quotidien à partir de déchets. Swechha fait aussi des interventions dans les écoles et des formations auprès des habitants des bidonvilles.

Les Ugly Indians sont des bénévoles qui organisent des opérations flash de nettoyage des rues à Bangalore. Stars des réseaux sociaux, ils transforment une décharge en un lieu beau et convivial. Ils organisent aussi des salles de concert, galeries d'art ou salles de yoga éphémères dans des bouches de métro.

Sont ensuite présentés des exemples de développement du photovoltaïque dans les villages jusqu'alors privés d'électricité.

L'entreprise sociale Selco, fondée en 1995 à Bangalore, négocie des microprêts avec les banques rurales, les ONG et les coopératives paysannes pour permettre aux villages d'investir dans des panneaux photovoltaïques. Selco a aussi installé des stations solaires communautaires dans des bidonvilles proches de Bangalore pour pouvoir recharger des appareils électroniques. Cette entreprise souhaite à terme proposer aux villages et aux quartiers des microréseaux décentralisés d'énergie propre et former de jeunes électriciens dans les territoires concernés. L'ONG Pollinate Energy, aussi à Bangalore, fait installer l'électricité par les plus pauvres eux-mêmes en formant des microentrepreneurs issus des bidonvilles, appelés les «pollinisateurs».

Le Barefoot college, fondé en 1972, est un lieu d'échanges de savoirs. Chaque année, 180 femmes viennent se former à l'électricité solaire, entretiennent dans leurs villages les équipements et forment à leur tour les femmes du village.

L'entreprise EdZilla software développe des contenus éducatifs et la fondation Sudvidya qui y est rattachée fournit du matériel informatique dans les villages, notamment des tablettes à énergie solaire.

L'auteure continue en présentant des réseaux de valorisation et de diffusion de savoir-faire locaux.

Le réseau Honey Bee articule les savoirs de fermiers, artisans, scientifique, informaticiens et étudiants pour recenser, valider et diffuser des inventions en *do-it yourself*, «élaborées par les pauvres pour les pauvres». Dans ce campus-lab sont expérimentées et diffusées toutes sortes de solutions écologiques (engrais bio, pesticides naturels...), de médicaments à base de plantes (anallergiques, antidouleurs...) etc. Une plate-forme technologique travaille sur des innovations high-tech pour les fermiers, médecins et entrepreneurs. La volonté de ce réseau étant d'aller vers «des sociétés auto-organisées, auto-suffisantes, où les qualifications de chacun serviront à tout le monde».

L'ONG Digital Green parcourt les campagnes indiennes pour recenser les solutions concrètes en matière d'agriculture écologique, de santé, de nutrition ou de microfinance communautaire, et les diffuser sur Youtube. En 2005, ces vidéos ont été visionnées plus de 660 000 fois, dans 7 600 villages d'Inde et d'Afrique.

L'auteure fait ensuite état d'innovations dans le champ d'équipements low-tech durables.

L'entreprise Smaat India installe des purificateurs d'eau dans les villages. Elle avance le prix d'installation et vend 0,20 Roupies (0,002 €) le litre d'eau. L'installation est ainsi amortie au bout de 10 ans. Ensuite, le point d'eau devient la propriété du village et un technicien local est formé pour en assurer l'entretien.

Greenway Grameen Infra est une start-up social qui a mis au point un poêle de cuisson qui brûle 70% de biomasse en moins par rapport aux poêles en argile traditionnels utilisés dans les villages. Les familles sont aidées par des ONG et des organismes de microcrédit pour acheter cet équipement, qui améliore grandement la vie des foyers (moins de bois à aller chercher, moins de fumées nocives à respirer...).

On prend connaissance également d'exemples de réappropriation des terres agricoles par des fermiers reconvertis à des méthodes d'agriculture paysanne écologique.

Un couple d'adeptes de la permaculture a réussi en quelques années à régénérer naturellement 12 hectares de terrain sec et isolé dans les collines de l'Andhra Pradesh. Les fermiers locaux ont adopté leurs méthodes et ont aussi mené une vaste opération de plantation

d'arbres, ils ont installé des collecteurs de pluie, remis en état des points d'eau, et les fermiers sont aujourd'hui plus qu'autosuffisants. Ces 140 villages écorestaurés ont mis en place un réseau de surveillance forestière, des organismes de microfinance, des mutuelles d'assurances, une coopérative de planteurs d'arbres et ont ouvert des centres de formation à l'éco-entrepreneuriat.

A Pastapur, une récolte a été catastrophique en 1980. Par la suite, le gouvernement leur a envoyé des semences hybrides de céréales qui ont causé des allergies graves. Les paysans se sont alors désintéressés des champs et se sont contentés de manger les denrées envoyées par le gouvernement. L'association Deccan Development Society (DDS) a réussi à mobiliser les femmes : elles ont emprunté des semences à leur famille hors du district et redistribué les terres de leur territoire, de manière égale entre toutes les familles. En 6 mois, plus de 1 000 hectares sont revalorisés. Les fermières ont organisé un réseau coopératif de semences et ont remboursé en nature ce qu'elles avaient emprunté. En 3 ans, ces femmes ont assuré l'autosuffisance alimentaire d'une zone de plus de 200 000 habitants. De plus, elles ont instauré une autogouvernance unique en Inde : les villages sont dirigés démocratiquement par les femmes.

En 2014, l'Inde compte le plus grand nombre de producteurs bio au monde (548 000, chiffre en hausse de 20% par an). Dans ces zones, on ne compte plus de suicide, les fermiers sont autonomes en semences, refusent tout intrant chimique et ne sont pas endettés. Ces zones sont autosuffisantes, ne connaissent plus la malnutrition et les surplus produits assurent des revenus aux fermiers.

Concernant la reforestation citoyenne, l'association Sadhana Forest accueille chaque année 1 200 bénévoles du monde entier pour replanter des arbres et créer des forêts nourricières qui mélangent plantes et arbustes favorisant la fertilisation des sols, nécessitant peu d'entretien et produisant des fruits et des légumes.

L'auteure nous présente ensuite une initiative de lutte contre la désertification et l'assèchement des sols. Rajendra Singh a creusé des johads, des bassins de rétention d'eau de pluie, à Bhikampura, au Rajasthan, une région qui se transformait lentement en désert. Il a réussi à rassembler des centaines de volontaires autour de lui et aujourd'hui 10 000 structures donnent de l'eau à 700 000 habitants. Les champs et les arbres ont reconquis le terrain ; les légumes, des variétés locales, sont produits sans engrais ni pesticides et les nappes phréatiques remplies ont fait renaître des cours d'eau asséchés. Des «parlements» locaux autogérés permettent aux habitants de reprendre en main l'évolution de leur territoire en gérant eux-mêmes l'eau et l'entretien du réseau.

BM insiste enfin sur le pouvoir de la démocratie participative. Dans le Tamil Nadu, Elango Rangasamy, intouchable, est élu maire du village en 1996. Il constitue d'abord une assemblée locale où homme, femme, individu de caste supérieure comme inférieure dispose d'une voix égale. Sa liste de travaux est longue et demande aux habitants de les réaliser ensemble : rénovation des écoles, nettoyage des rues, installation d'éclairage public photovoltaïque, réhabilitation des quartiers insalubres... En 2000 il lance la construction d'un quartier d'habitation mixant les castes et religions. Le projet réussit et est même repris par le gouvernement du Tamil Nadu. Enfin, Elango développe des circuits de transformation des productions locales. Sauf voiture, essence et informatique, le village devient autosuffisant en bien et service et le chômage n'existe plus. Aujourd'hui, 60 villages ont obtenu les mêmes résultats.

Le dernier chapitre présente des initiatives solidaires en matière de santé.

Dans les villes, des hôpitaux soignent gratuitement les plus démunis en les finançant par des fondations et le paiement au tarif normal effectué par les autres patients.

En zone rurale, la télémédecine se développe. Une ONG forme des citoyens pour devenir des agents locaux de santé pouvant détecter la tuberculose avec une tablette équipée d'un terminal biométrique. Une autre forme des femmes à l'exécution d'exams simples pour détecter de l'hypertension, du diabète ou de l'anémie et transmettent les résultats via des tablettes connectées.

Le premier réseau citoyen de soins palliatifs au monde a été créé en 2000 dans le Kerala : des personnes de tous milieux donnent de leur temps pour assister les malades en fin de vie.

En conclusion, si l'Inde est un pays émergent par son industrialisation accélérée, elle l'est aussi par la multitude d'initiatives locales répondant aux enjeux sociaux, économiques et écologiques du pays. Ces initiatives inversent la tendance actuelle de surexploitation des ressources et des impacts qu'elle a sur nos sociétés. Les expérimentations présentées dans cet ouvrage nous montrent la réussite de projets locaux de réparation des écosystèmes et d'organisations locales d'instances de décision et de gestion. Si ces avancées repensent les interactions entre l'homme et son environnement, elles permettent aussi de développer des échanges avec d'autres pays du monde sur le partage d'innovations de terrain. Si le gouvernement indien met le cap depuis l'indépendance vers un avenir industriel, ces expérimentations locales et la transmission de leurs résultats à l'international fait aussi de l'Inde un exemple de développement durable et éthique. Elles montrent que les solutions pour réparer les atteintes à l'environnement peuvent venir des citoyens eux-mêmes, informés, connectés et actifs.

Renvois :

- Bénédicte MANIER, *Quand les femmes auront disparu (Asie...)* – FW N°22.
- Jean-Joseph BOILLOT, *L'économie de l'Inde* – FW N°22.
- Sylvie BRUNEL, *A qui profite le Développement Durable ?* – FW N°31.
- Günter PAULI, *Croissance sans limite (ZERI)* – FW N°36.
- Sébastien SANTANDER, *Puissances émergentes : un défi pour l'Europe ?* – FW N°45.

AL

BIBLIOGRAPHIE

MORANGE Michel	L'homme neuronal 30 ans après (Changeux)	<i>Rue d'Ulm</i>
BURNIAT Mathieu	Le mystère du monde quantique	<i>Dargaud</i>
DAUTHEVILLE Anne-France	Miscellanées des plantes	<i>B-Chastel</i>
ZIMMER Carl	Planète de virus	<i>Belin</i>
MORA Maira	Frontières et dictatures	<i>L'Harmattan</i>
DESSANE Xavier	Le téléphone portable : outil éducatif ?	<i>L'Harmattan</i>
HARFORD Tim	La logique cachée de la vie	<i>De Boeck</i>
TINEL Bruno	Dette publique : sortir du catastrophisme	<i>R. d'Agir</i>
DE CALAN Maël	La vérité sur le programme du Front National	<i>Plon</i>
GAYRAUD Jean-François	L'art de la guerre financière	<i>O. Jacob</i>
Robin des Bois	Atlas de la France toxique	<i>Arthaud</i>
VICENTE Jérôme	Economie des clusters	<i>Découverte</i>
COMBE Emmanuel	La politique de la concurrence	<i>Découverte</i>
BACQUE Marie-Hélène	Mixité sociale et après ?	<i>PUF</i>
LACHANCE Jocelyn	Le voyageur hypermoderne	<i>Erès</i>
FOURRIER Nicolas	L'impossible sixième république	<i>L'Harmattan</i>
GALLET Gilles	Pour une Russie européenne	<i>L'Harmattan</i>
GARDNER Howard	Les intelligences multiples	<i>Retz</i>
DAMIANO Luisa	Vivre avec les robots	<i>Seuil</i>
CHOKRON Sylvie	Peut-on mesurer l'intelligence ?	<i>Le Pommier</i>
PERRIN Chantal	L'affaire de la maladie de Lyme (Enquête)	<i>Actes Sud</i>
GOUESBET Gérard	Violences de la nature	<i>L'Harmattan</i>
LEON Jacqueline	Modélisations et sciences humaines	<i>L'Harmattan</i>
KASONGO Miki	Le non-progrès de l'Afrique	<i>L'Harmattan</i>



BIBLIOGRAPHIE

UHALDE Marc	Crise sociale et transformation des entreprises	<i>L'Harmattan</i>
GAYDU Cédric	La démocratie participative locale	<i>L'Harmattan</i>
BADIE Bertrand	Nous ne sommes plus seuls au Monde	<i>Découverte</i>
PAUL Jacques-Jocelyn	Arabie saoudite, l'incontournable	<i>Riveneuve</i>
APPLEBY Joyce	Capitalisme. Histoire d'une révolution permanente	<i>Piranha</i>
RAMBAUD Claude	Trop soigner rend malade	<i>A. Michel</i>
RYFMAN Philippe	Un histoire de l'humanitaire	<i>Découverte</i>
COULANGEON Philippe	Sociologie des pratiques culturelles	<i>Découverte</i>
SANCHEZ Sylvie	PIZZA – Cultures et mondialisation	<i>CNRS</i>
BRUNET Michel	Nous sommes tous des Africains	<i>O. Jacob</i>
IONESCO Dina	Atlas des migrations environnementales	<i>Sc. Po.</i>
COLLECTIF	En compagnie des robots	<i>P. Parallèle</i>
KNIGHT Rob	Les grands pouvoirs des bactéries	<i>Marabout</i>
JARRY Isabelle	Magique aujourd'hui	<i>Gallimard</i>
GUEZENNEC Jean	Bactéries marines et biotechnologies	<i>QUAE</i>
OUKAZI Fouzia	Femmes en Islam	<i>L'Harmattan</i>
SABY Bernard	Compétitivité, mercantilisme, guerre économique	<i>L'Harmattan</i>
DAGNAUD Monique	Le modèle californien	<i>O. Jacob</i>
VIDARD Mathieu	Le secrets du ciel	<i>Flammarion</i>
POMMEREAU Xavier	Le goût du risque à l'adolescence	<i>A. Michel</i>
MOLINER Pascal	Psychologie sociale de l'image	<i>PUG</i>
CHALLIAND Gérard	Pourquoi perd-on la guerre ?	<i>O. Jacob</i>

HUYGUE François-B.	La désinformation (y.c. L'Internet)	<i>A. Colin</i>
COUTEAU-BEGARIE Hervé	Bréviaire stratégique	<i>Le Rocher</i>
LE BRAS Hervé	Le nouvel ordre électoral	<i>Seuil</i>
CASANOVA Pascale	La langue mondiale (Traduction et domination)	<i>Seuil</i>
PERUISSET Nicole	La vraie vie est absente (Critique de la Globalisation)	<i>L'Harmattan</i>
RICARD Serge	Les USA, Démocratie impérialiste	<i>L'Harmattan</i>
LARUELLE Marlène	La Russie entre peurs et défis	<i>A. Colin</i>
OGIEN Ruwen	Mon dîner chez les cannibales (Monde actuel)	<i>Grasset</i>
www.brittany-news.bzh	<i>News of Brittany... in english</i>	
www.gwenood.bzh	Le Google breton	
www.vuibert.fr	Catalogue Vuibert Sciences	
www.tourelles.com	Producteur de vin antique	
www.fnivab.org	France Vin Bio	
www.vignevin.com	Institut français de la vigne et du vin	